



# Courant Communiste International

1e semestre 2014

# Revue Internationale

## **Editorial**

**Les guerres de l'été 2014  
illustrent l'avancée de la désintégration  
du système**

**1914 : Le chemin vers la trahison  
de la Social-démocratie allemande**

**Sur la nature et la fonction  
du parti politique du prolétariat  
(Internationalisme n° 38 – octobre 1948)**

**La guerre d'Espagne  
met en évidence les lacunes fatales  
de l'anarchisme  
(*Bilan* 46, Décembre-Janvier 1938)**

# 153

3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can  
Parait tous les 4 mois



A côté d'un éditorial très court, les trois articles principaux de cette revue sont centrés sur des moments clés de l'expérience historique de la classe ouvrière et sur la question de l'organisation des révolutionnaires.

## **Les guerres de l'été 2014 illustrent l'avancée de la désintégration du système (page 1)**

Réalisé au moment de mettre sous presse, cet éditorial montre comment l'aiguïsement des conflits impérialistes de l'été est une claire expression de l'avancée de la décomposition de la société capitaliste.

## **1914 : Le chemin vers la trahison de la Social-démocratie allemande (page 2)**

La guerre de 1914-18 n'aurait pas été possible sans la défaite politique du prolétariat qui a été entraîné dans les tranchées pour massacrer d'autres travailleurs au lieu de lutter en tant que classe contre la bourgeoisie. Et cette défaite a été préparée et réalisée par la trahison de la plupart des partis ouvriers de l'époque, surtout du plus grand parti et du plus exemplaire à l'échelle internationale : le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) qui vota les crédits de guerre en août 1914. Cet article, long et complet, centré sur la question organisationnelle, est une analyse historique du processus à travers lequel la social-démocratie allemande a dégénéré au point de trahir et de rejoindre le camp de la bourgeoisie. Comment cela a-t-il été possible ? Que pouvons-nous apprendre aujourd'hui de la dégradation du tissu organisationnel au sein du parti, de la censure et de la répression de l'aile gauche, de l'évitement du débat et de la décadence morale d'un parti qui était la "fierté de tout socialiste" ? Cet article nous donne de la matière historique concrète qui est toujours d'actualité pour la réflexion et la discussion.

## **Sur la nature et la fonction du parti politique du prolétariat (page 17)**

Cet article présente ses objectifs de la manière suivante : "*C'est un travail de recherche et qui vise moins à l'approbation ou au rejet pur et simple qu'à susciter d'autres travaux de ce genre*". Cette contribution a été écrite après la Seconde Guerre mondiale par un camarade du petit groupe révolutionnaire La Gauche communiste de France, l'ancêtre politique de notre Courant. Elle part du constat que la tâche des révolutionnaires dans une période non révolutionnaire est avant tout théorique, d'élaboration de perspectives claires en ayant en permanence en vue les intérêts généraux de la classe ouvrière et l'avenir de l'espèce. Comme l'écrit le camarade Marco dans ce texte de 1948, les survivants de petits groupes de militants révolutionnaires "*condensent en leur sein l'expérience passée du mouvement et de la lutte de la classe, constituent le trait d'union entre le parti d'hier et celui de demain, entre le point culminant de la lutte et de la maturité de la conscience de classe dans la période de flux passé vers son dépassement dans la nouvelle période de flux dans l'avenir*" (Thèse 20).

## **La guerre d'Espagne met en évidence les lacunes fatales de l'anarchisme (page 25)**

Il s'agit d'un examen critique de l'expérience historique de l'anarchisme, y compris ses tendances prolétariennes les plus cohérentes avant et pendant la guerre d'Espagne. Le texte est la première partie d'un article de la série "Le communisme est l'ordre du jour de l'histoire" <sup>1</sup>. En réponse aux faiblesses théoriques congénitales de l'anarchisme, surtout sur la question de l'État et de l'antifascisme, il rappelle la position prise par la Gauche communiste italienne dans les années 1930, qui a été fondée sur la nécessité, à certains moments clés, de dire NON : non à la participation à l'État capitaliste, non aux alliances (antifascistes) et aux fronts avec les partis bourgeois, même s'il doit en résulter l'exclusion politique et l'isolement.

1. <http://fr.internationalism.org/approfondir>

Éditorial

# Les guerres de l'été 2014 illustrent l'avancée de la désintégration du système

Durant l'été 2014, alors que la classe dirigeante nous régalaient avec les "commémorations" bruyantes de l'éclatement de la Première Guerre mondiale, l'intensification des conflits militaires a encore une fois confirmé ce que les révolutionnaires avaient déjà compris en 1914 : la civilisation capitaliste est devenue un obstacle au progrès, une menace pour la survie même de l'humanité. Dans la *Brochure de Junius*, écrite de prison en 1915, Rosa Luxemburg avertissait que si la classe ouvrière ne renversait pas ce système, celui-ci entraînerait nécessairement l'humanité dans une spirale de plus en plus destructrice de guerres impérialistes. L'histoire des 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> siècles a tragiquement vérifié cette prédiction et, aujourd'hui, après un siècle de déclin du capitalisme, la guerre est de plus en plus omniprésente, plus chaotique et irrationnelle que jamais. Nous avons atteint un stade avancé de la désintégration du système, une phase qui peut être décrite comme la décomposition du capitalisme.

Tous les grands conflits de l'été illustrent les caractéristiques de cette phase :

- La "guerre civile" en Syrie a réduit en ruines une grande partie du pays, détruisant la vie économique et le travail accumulé par les cultures passées, tandis que l'opposition au régime Assad était de plus en plus dominée par les djihadistes de "l'État islamique", dont le sectarisme brutal va au-delà de ce qui était imaginable, même avec Al-Qaïda ;

- Initialement soutenu par les États-Unis contre le régime d'Assad, lui-même soutenu par la Russie, "l'État islamique" a maintenant clairement échappé

au contrôle de ses anciens partisans avec, pour résultat, la propagation à l'Irak de la guerre en Syrie, menaçant le pays de désintégration et obligeant les États-Unis à intervenir par des frappes aériennes contre la progression des forces islamiques, et à armer les Kurdes, bien que cette option comporte à son tour le risque de créer une nouvelle entité kurde qui serait un facteur supplémentaire de déstabilisation de toute la région ;

- En Israël / Palestine, une nouvelle campagne de bombardements israéliens, encore plus meurtrière, a fait 2 000 tués, des civils en majorité, sans aucune perspective réelle de faire cesser les tirs de roquettes du Hamas et du Jihad islamique ;

- En Ukraine, le nombre de morts a également augmenté, après le bombardement de zones résidentielles par le gouvernement de Kiev, tandis que la Russie est de plus en plus entraînée dans le conflit avec son soutien à peine déguisé aux "rebelles" pro-russes. En retour, ce conflit a visiblement aiguïé les tensions entre la Russie et les puissances occidentales.

Toutes ces guerres expriment la marche du capitalisme vers la destruction. Elles ne constitueront pas la base d'un nouvel ordre mondial ou d'une phase de prospérité comme après la Seconde Guerre mondiale. Elles sont, comme Rosa Luxemburg l'a écrit à propos de la Première Guerre mondiale, l'expression la plus concrète de la barbarie. Dans le même temps, elles ont un coût terrible pour la classe exploitée, la seule force qui peut stopper la chute dans la barbarie et affirmer la seule alternative possible : le communisme. À nou-

veau dans la *Brochure de Junius*, Rosa Luxemburg s'exprime en ces termes : *"La guerre est un meurtre méthodique, organisé, gigantesque. En vue d'un meurtre systématique, chez des hommes normalement constitués, il faut cependant d'abord produire une ivresse appropriée. C'est depuis toujours la méthode habituelle des belligérants. La bestialité des pensées et des sentiments doit correspondre à la bestialité de la pratique, elle doit la préparer et l'accompagner"*.

En Israël, le cri de "Mort aux Arabes" est scandé contre les manifestants pacifistes ; à Paris, des manifestations "antisionistes" y font écho avec le slogan "Mort aux Juifs" ; en Ukraine, les forces pro et anti-gouvernementales sont mues par le nationalisme le plus enragé ; en Irak, les djihadistes menacent les chrétiens et les Yézidis, leur laissant le choix entre la conversion à l'islam ou la mort. Cette ivresse de guerre, cette atmosphère de pogrom, sont une atteinte à la conscience du prolétariat et, dans les zones de conflit, le livrent pieds et poings liés à ses exploités et à leurs mobilisations guerrières.

Ces éléments, ces dangers pour l'unité et la santé morale de notre classe, nécessitent une réflexion approfondie et nous reviendrons sur cette question dans de prochains articles qui analyseront plus en profondeur les conflits impérialistes actuels et l'état de la lutte de classe. En attendant, nous renvoyons le lecteur à notre site Internet et à notre presse territoriale pour les articles sur les affrontements impérialistes actuels.

(15/08/2014)

# 1914

## Le chemin vers la trahison de la Social-démocratie allemande

De tous les partis de la 2<sup>ème</sup> Internationale, le SPD (Sozialdemokratische Partei Deutschlands) était de loin le plus puissant. En 1914, le SPD comptait plus de 1 million de membres et il avait gagné plus de 4 millions de voix lors des élections législatives de 1912<sup>1</sup> : c'était, en fait, le seul parti de masse en Allemagne et le plus grand parti au Reichstag – bien que sous le régime autocratique impérial du Kaiser Guillaume II, il n'ait eu aucune chance de réellement former un gouvernement.

Pour les autres partis de la 2<sup>ème</sup> internationale, le SPD était le parti de référence. Karl Kautsky<sup>2</sup>, rédacteur en chef de la *Neue Zeit*, la revue théorique du parti, était reconnu comme étant le "pape du marxisme", le théoricien phare de l'Internationale. Lors du Congrès de 1900 de l'Internationale, Kautsky a rédigé la résolution condamnant la participation du socialiste français Millerand dans un gouvernement bourgeois et, au Congrès de Dresde du SPD de 1903, sous la direction de son président August Bebel<sup>3</sup>, il a condamné les théories révisionnistes d'Eduard Bernstein et réaffirmé les objectifs révolutionnaires du SPD. Lénine avait fait l'éloge de "l'esprit de parti" du SPD et de son immunisation face aux petites ani-

mosités personnelles comme celles qui avaient conduit les Mencheviks à provoquer la scission dans le POSDR (Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie) après son Congrès de 1903<sup>4</sup>. Enfin et surtout, la suprématie théorique et organisationnelle du SPD était clairement couronnée de succès sur le terrain : aucun autre parti de l'Internationale ne pouvait revendiquer, même de loin, des succès électoraux comme ceux du SPD et, s'agissant de l'organisation syndicale, seuls les britanniques pouvaient rivaliser avec les allemands quant au nombre et à la discipline de leurs membres.

*"Pendant les congrès, au cours des sessions du bureau de l'Internationale socialiste, tout était suspendu à l'opinion des Allemands. En particulier lors des débats sur les problèmes posés par la lutte contre le militarisme et sur la question de la guerre, la position de la social-démocratie allemande était toujours déterminante. "Pour nous autres Allemands, ceci est inacceptable" suffisait régulièrement pour décider de l'orientation de l'Internationale. Avec une confiance aveugle, celle-ci s'en remettait à la direction de la puissante social-démocratie allemande tant admirée : elle était l'orgueil de chaque socialiste et la terreur des classes dirigeantes dans tous les pays."*<sup>5</sup>

Par conséquent, il était évident, alors que les nuages de la guerre avaient commencé à s'accumuler durant le mois de juillet 1914, que l'attitude de la social-démocratie allemande serait cruciale pour décider de l'issue de cette situation. Les travailleurs allemands – les grandes masses organisées au sein du parti et des syndicats pour l'existence desquels ils avaient mené de durs combats – se trouvaient dans une position où ils étaient les seuls à pouvoir faire pencher la balance : la résistance, la défense de l'internationalisme prolétarien, ou la collaboration de classe et la trahison, et des années de massacre, les plus sanglantes que l'humanité ait jamais connues.

*"Et à quoi avons-nous assisté en Allemagne au moment de la grande épreuve historique ? À la chute la plus catastrophique, à l'effondrement le plus formidable. Nulle part l'organisation du prolétariat n'a été mise aussi totalement au service de l'impérialisme, nulle part l'État de siège supporté avec aussi peu de résistance, nulle part la presse autant bâillonnée, l'opinion publique autant étranglée, la lutte de classe économique et politique de la classe ouvrière aussi totalement abandonnée qu'en Allemagne."*<sup>6</sup>

La trahison de la social-démocratie allemande a provoqué un tel choc pour les révolutionnaires que lorsque Lénine a lu dans le *Vorwärts*<sup>7</sup> que la fraction parlementaire du SPD avait voté les crédits de guerre, il a pensé d'abord que ce numéro du journal était un faux confectionné par la propagande "noire" du gouvernement impérial. Comment un tel désastre avait-il été possible ? Comment, le fier et puissant SPD avait-il pu, en quelques jours, renier ses promesses les plus solennelles, se transformer, du jour au lendemain, de joyau de l'Internationale ouvrière en arme la plus puissante de l'arsenal guerrier de la classe dirigeante ?

1. Avec 38,5 % des suffrages exprimés, le SPD avait 110 sièges au Reichstag.

2. Karl Kautsky est né à Prague en 1854. Son père était chef décorateur et sa mère actrice et écrivaine. La famille s'est installée à Vienne quand Kautsky avait 7 ans. Il a étudié à l'Université de Vienne et rejoint le parti socialiste autrichien (SPÖ) en 1875. A partir de 1880, depuis Zürich, il a contribué à introduire la littérature socialiste en Allemagne.

3. August Bebel est né en 1840, dans ce qui est maintenant une banlieue de Cologne. Orphelin à 13 ans, il est entré en apprentissage chez un charpentier et, jeune homme, il a beaucoup voyagé en Allemagne. Il rencontra Wilhelm Liebknecht en 1865, et fut immédiatement impressionné par l'expérience internationale de celui-ci : dans son autobiographie, Bebel se souvient s'être exclamé : *"C'est un homme dont vous pouvez apprendre quelque chose"* (*"Donnerwetter; von dem kann man das lernen"*, Bebel, *Aus Meinen Leben*, Berlin 1946, cité dans James Joll, *La Deuxième Internationale*). Avec Liebknecht, Bebel est devenu l'un des leaders de premier plan de la social-démocratie allemande dans ses premières années.

4. Ceci est particulièrement visible dans le livre de Lénine, *Un pas en avant Deux pas en arrière*, concernant la crise du POSDR en 1903. Parlant des futurs Mencheviks, il s'exprime en ces termes : *"L'esprit de cercle et le défaut de maturité politique frappant, qui ne peut supporter le vent frais d'un débat public, apparaît ici en toute netteté (...) Imaginez un instant qu'une pareille absurdité, qu'une querelle comme la plainte une "fausse accusation d'opportunisme" ait pu se produire dans le parti allemand ! L'organisation et la discipline prolétariennes ont depuis longtemps fait oublier là-bas cette veulerie d'intellectuels (...). Seul l'esprit de cercle le plus routinier, avec sa logique : un coup de poing dans la mâchoire, ou bien la main à baiser; s'il vous plaît, a pu soulever cette crise d'hystérie, cette vaine querelle et cette scission du Parti autour d'une "fausse accusation d'opportunisme" contre la majorité du groupe Libération du Travail"*. (Chapitre J, "Ceux qui ont souffert d'être faussement accusés d'opportunisme" - <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1904/05/vil19040500.htm>)

5. Rosa Luxemburg, *La crise de la Social-Démocratie* (encore connue sous le nom de *Brochure de*

*Junius*).

6. Rosa Luxemburg. Ibid.

7. L'organe de presse central du SPD.



En tentant de répondre à cette question, il peut sembler paradoxal de se concentrer en grande partie dans cet article sur les écrits et les actions d'un nombre relativement restreint d'individus ; après tout, le SPD et les syndicats étaient des organisations de masse, capables de mobiliser des centaines de milliers de travailleurs. Toutefois, il est justifié de procéder ainsi parce que des individus comme Karl Kautsky ou Rosa Luxemburg représentaient des tendances définies au sein du parti. En ce sens, leurs écrits exprimaient des tendances politiques avec lesquelles des masses de militants et de travailleurs – demeurés anonymes dans l'histoire - s'identifiaient. Il est également nécessaire de tenir compte des biographies politiques de ces personnalités si l'on veut comprendre le poids qu'elles avaient dans le parti. August Bebel, Président du SPD de 1892 jusqu'à sa mort en 1913, était l'un des fondateurs du parti et il fut emprisonné, en même temps que Wilhelm Liebknecht, également député au Reichstag, pour son refus de soutenir la guerre de la Prusse contre la France en 1870. Kautsky et Bernstein avaient tous deux été contraints à l'exil à Londres par les lois anti-socialistes de Bismarck, où ils avaient travaillé sous la direction d'Engels. Le prestige et l'autorité morale que cela leur avait donnés dans le parti étaient immenses. Même Georg von Vollmar, l'un des leaders réformistes de l'Allemagne du Sud, s'était tout d'abord fait connaître comme appartenant à l'aile gauche et comme un organisateur dynamique et talentueux dans la clandestinité, ayant connu des peines d'emprisonnement répétées.

C'était donc une génération qui s'était politisée durant la guerre franco-allemande et la Commune de Paris, au cours d'années de propagande clandestine et d'agitation sous la férule des lois anti-socialistes de Bismarck (1878-1890). D'une trempe très différente étaient des hommes comme Gustav Noske, Friedrich Ebert ou Philipp Scheidemann, tous membres de l'aile droite de la fraction parlementaire du SPD, qui ont voté les crédits de guerre en 1914 et ont joué un rôle clé dans la répression de la révolution allemande de 1919 – et dans l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht par les Corps Francs. A l'image de Staline plus tard, il s'agissait d'hommes d'appareil, travaillant dans les coulisses plutôt que participant activement au débat public, des représentants d'un parti qui, en grandissant, tendait à ressembler et à s'identifier de plus en plus à l'État allemand dont la chute était pourtant toujours l'objectif officiel.

La gauche révolutionnaire avait pris ses distances avec la tendance grandissante au sein du parti à faire des concessions à la "politique pratique". De façon frappante elle était en grande partie composée d'étrangers et de jeunes (à l'exception notable du vieux Franz Mehring). Mis à part le hollandais Anton Pannekoek et le fils de Wilhelm Liebknecht, Karl, des hommes comme Parvus, Radek, Jogiches, Marchlewski, venaient tous de l'empire russe et s'étaient forgés comme militants dans les conditions difficiles de l'oppression tsariste. Et bien sûr, la figure de gauche la plus exceptionnelle était Rosa Luxemburg, elle qui était un « outsider » dans le parti allemand sur tous les plans possibles : jeune, femme, polonaise, juive et, peut-être pire que tout du point de vue de certains dirigeants allemands, elle dominait intellectuellement et théoriquement les autres leaders du parti, lesquels ne lui arrivaient pas à la cheville.

### La fondation du SPD

Le SAP (Parti ouvrier allemand) qui deviendra le SPD, fut fondé en 1875 à Gotha, par la fusion de deux partis socialistes : le SDAP (Parti ouvrier social-démocrate - Sozialdemokratische Arbeiterpartei) <sup>8</sup>, dirigé par Wilhelm Liebknecht et August Bebel, et l'ADAV (Association des travailleurs allemands - Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein) initialement fondée par Ferdinand Lassalle en 1863.

La nouvelle organisation avait donc deux origines très différentes. Le SDAP n'avait que six ans d'existence lors de la fusion. Grâce à la relation de longue date de Liebknecht avec Marx et Engels, ces derniers apportèrent une contribution importante au développement du SDAP - même si Liebknecht n'était en rien un théoricien, il joua un rôle important dans l'introduction des idées de Marx chez des hommes comme Bebel et Kautsky. En 1870, le SDAP adopta une ligne résolument internationaliste contre la guerre d'agression de la Prusse contre la France. Ainsi à Chemnitz, une réunion de délégués représentant 50 000 ouvriers saxons, avait adopté à l'unanimité une résolution en ce sens : *"Au nom de la démocratie allemande, et spécialement des ouvriers du Parti social-démocrate, nous déclarons que la guerre actuelle est exclusivement dynastique... Nous sommes heureux de saisir la main fraternelle que nous tendent les ouvriers de France. Attentifs au mot d'ordre de*

8. Également connu comme Parti eisenachien, du nom de sa ville de fondation, Eisenach.

*l'Association internationale des Travailleurs : Proletaires de tous les pays unissez-vous ! Nous n'oublierons jamais que les ouvriers de tous les pays sont nos amis et les despotes de tous les pays, nos ennemis !"* <sup>9</sup>

L'ADAV, en revanche, était restée fidèle à la position de son fondateur, Lassalle, opposé à la grève et convaincu que la cause des travailleurs pourrait avancer au moyen d'une alliance avec l'État bismarckien et, plus généralement, grâce aux recettes du "socialisme d'État" <sup>10</sup>. Pendant la guerre franco-prussienne, l'ADAV est restée pro-allemande, son Président d'alors, Mende, allant jusqu'à réclamer que la France paie des réparations de guerre qui soient utilisées pour créer des ateliers nationaux pour les travailleurs allemands <sup>11</sup>.

Marx et Engels furent profondément critiques envers le programme adopté lors de la fusion. Cependant les notes marginales de Marx sur ce programme n'ont été rendues publiques que bien plus tard <sup>12</sup>, Marx estimant en effet que *"Tout pas fait en avant, toute progression réelle importe plus qu'une douzaine de programmes"* <sup>13</sup>. Bien qu'ils se soient abstenus de critiquer ouvertement le nouveau parti, ils firent clairement part de leur point de vue à ses dirigeants et, écrivant à Bebel, Engels soulignait deux points faibles qui, pour n'avoir pas été pris en compte, allaient semer les graines de la trahison de 1914 :

- *"le principe de l'internationalisme du mouvement ouvrier est, dans la pratique, complètement abandonné pour le présent, et cela par des gens qui, cinq ans durant et dans les circonstances les plus difficiles, ont défendu hautement ce principe de la façon la plus digne d'éloges. Le fait que les ouvriers allemands sont aujourd'hui à la tête du mouvement européen repose avant tout sur l'attitude vraiment internationale qu'ils ont eue pendant la guerre ; il n'y a pas d'autre prolétariat qui se serait aussi bien conduit. Et c'est aujourd'hui, où partout à l'étranger les ouvriers affirment ce principe avec la*

9. Première Adresse du Conseil Général de l'AIT sur la guerre franco-allemande.

<https://www.marxists.org/francais/ait/1870/07/km18700723.htm>

10. Une tendance similaire a survécu dans le socialisme français à travers la nostalgie pour le programme des "ateliers nationaux" qui avait suivi le mouvement révolutionnaire de 1848.

11. Cf. Toni Offerman, dans *Between reform and revolution : German socialism and communism from 1840 to 1990*, Berghahn Books, 1998, p. 96.

12. Elle est aujourd'hui connue sous le titre de *Critique du Programme de Gotha*.

13. Lettre d'envoi de Karl Marx à W. Bracke, le 5 mai 1875. Dans *Critique du Programme de Gotha*.

même vigueur et où les gouvernements font tous leurs efforts pour l'empêcher de se manifester dans une organisation, qu'ils devraient l'abandonner ?"

- "la seule revendication sociale que le programme fasse valoir est l'aide lassallienne de l'État, présentée sous la forme la moins voilée et telle que Lassalle l'a volée chez Buchez. Et cela, après que Bracke ait prouvé tout le néant d'une pareille revendication ; après que presque tous, sinon tous les orateurs de notre Parti aient été obligés, dans leur lutte contre les lassalliens, de la combattre ! Notre parti ne pouvait pas tomber plus bas dans l'humiliation. L'internationalisme descendu au niveau d'Armand Goegg, le socialisme à celui du républicain-bourgeois Buchez, qui opposait cette revendication aux socialistes pour les combattre !" <sup>14</sup>

Ces failles dans la pratique politique n'étaient guère surprenantes étant donné l'assise théorique éclectique du nouveau parti. Quand Kautsky fonda la *Neue Zeit* en 1883, il avait l'intention qu'elle soit "publiée comme un organe marxiste se fixant la tâche de relever le faible niveau théorique de la social-démocratie allemande, de détruire le socialisme éclectique et de faire remporter la victoire au programme marxiste" ; il écrivait à Engels : "J'ai peut-être réussi mes tentatives pour faire de la *Neue Zeit* le point de ralliement de l'école marxiste. Je gagne la collaboration de nombreuses forces marxistes, tandis que je me débarrasse de l'éclectisme et du Rodbertussianisme". <sup>15</sup>

Dès le départ, y compris au cours de son existence clandestine, le SDAP constitua donc un champ de bataille entre des tendances théoriques contradictoires – comme c'est la norme dans toute organisation prolétarienne en bonne santé. Mais, suivant les mots de Lénine, "sans théorie révolutionnaire, pas de pratique révolutionnaire", et ces différentes tendances, ou visions de l'organisation et de la société, devaient avoir des conséquences très pratiques.

Au milieu des années 1870, le SDAP regroupait quelque 32 000 membres dans plus de 250 districts et, en 1878, le chancelier Bismarck imposa une loi "anti-socialiste" en vue de paralyser l'activité du parti. Des dizaines de journaux, les réunions, les organisations furent interdits, et des milliers de militants envoyés en prison ou soumis à des amendes. Mais la détermination des socialistes resta

intacte face à la loi anti-socialiste. L'activité du SDAP prospéra dans les conditions de semi-illégalité. Être mis hors la loi contraignit le parti et ses membres à s'organiser hors des circuits de la démocratie bourgeoise – même la démocratie limitée de l'Allemagne bismarckienne – et à développer une forte solidarité contre la répression policière et la surveillance permanente de l'État. En dépit du harcèlement policier constant, le parti réussit à maintenir sa presse et à augmenter la circulation de celle-ci, au point où le journal satirique *Der wahre Jacob* (fondé en 1884) comptait à lui seul 100 000 abonnés.

Malgré les lois anti-socialistes, une activité publique était encore accessible au SDAP : il était encore possible pour les membres du SDAP de participer aux élections au Reichstag en tant que candidats indépendants non affiliés. C'est pourquoi une grande partie de la propagande du parti fut centrée autour des campagnes électorales aux niveaux national et local. Cela peut expliquer à la fois le principe selon lequel la fraction parlementaire devait rester strictement subordonnée aux congrès du parti et à l'organe central du parti, le *Vorstand* <sup>16</sup>, et le poids croissant de la fraction parlementaire dans le parti alors que son succès électoral augmentait.

Bismarck menait la politique classique de la "carotte et du bâton". Alors qu'il empêchait les travailleurs de s'organiser, l'État impérial cherchait à couper l'herbe sous le pied des socialistes en instaurant, à partir de 1883, des primes d'assurance sociale en cas de chômage, de maladie ou de départ à la retraite, et cela une bonne vingtaine d'années avant l'instauration, en France, de la Loi sur les pensions des travailleurs et des paysans (1910) et, en Grande-Bretagne, de la Loi sur l'assurance nationale (1911). À la fin des années 1880, environ 4,7 millions de travailleurs allemands recevaient des indemnités de la sécurité sociale.

Pas plus les lois anti-socialistes que l'introduction de la sécurité sociale n'eurent l'effet escompté, à savoir un affaiblissement du soutien dont jouissait la social-démocratie. Au contraire, entre 1881 et 1890, le résultat électoral du SDAP passa de 312 000 à 1 427 000 voix, faisant de lui le plus grand parti en Allemagne. En 1890, le nombre de ses membres atteignait 75 000 et quelques 300 000 travailleurs avaient rejoint les syndicats. En 1890, le chancelier Bismarck fut limogé par le nouvel Empereur Guillaume II et

les lois anti-socialistes furent abrogées.

Au sortir de la clandestinité, le SDAP fut refondé en tant qu'organisation légale, le SPD (Parti social-démocrate allemand - Sozialdemokratische Partei Deutschlands), lors de son congrès d'Erfurt en 1891. Le Congrès adopta un nouveau programme, et bien qu'Engels ait considéré le programme d'Erfurt comme constituant une amélioration par rapport à son prédécesseur de Gotha, il jugea néanmoins nécessaire d'attaquer la tendance à l'opportunisme : "Mais, de toute façon, les choses doivent être poussées en avant. Combien cela est nécessaire, c'est ce que prouve précisément aujourd'hui l'opportunisme qui commence à se propager dans une grande partie de la presse social-démocrate. Dans la crainte d'un renouvellement de la loi contre les socialistes ou se souvenant de certaines opinions émises prématurément du temps où cette loi était en vigueur, on veut maintenant que le Parti reconnaisse l'ordre légal actuel en Allemagne comme pouvant suffire à faire réaliser toutes ses revendications par la voie pacifique (...) Une pareille politique ne peut, à la longue, qu'entraîner le Parti dans une voie fautive. On met au premier plan des questions politiques générales, abstraites, et l'on cache par-là les questions concrètes les plus pressantes, qui, aux premiers événements importants, à la première crise politique, viennent d'elles-mêmes s'inscrire à l'ordre du jour. Que peut-il en résulter, sinon ceci que, tout à coup, au moment décisif, le Parti sera pris au dépourvu et que sur les points décisifs, il régnera la confusion et l'absence d'unité, parce que ces questions n'auront jamais été discutées ? (...) Cet oubli des grandes considérations essentielles devant les intérêts passagers du jour, cette course aux succès éphémères et la lutte qui se livre tout autour, sans se préoccuper des conséquences ultérieures, cet abandon de l'avenir du mouvement que l'on sacrifie au présent, tout cela a peut-être des mobiles honnêtes. Mais cela est et reste de l'opportunisme. Or, l'opportunisme "honnête" est peut-être le plus dangereux de tous." <sup>17</sup>

Engels a fait preuve ici d'une remarquable prescience : les déclarations publiques d'intention révolutionnaire devaient se révéler impuissantes sans un plan d'action concret pour les sauvegarder. En 1914, le parti s'est en effet retrouvé "tout à coup pris au dépourvu".

Néanmoins, le slogan officiel du SPD restait : "Pas un homme ni un sou pour ce système", et ses députés au Reichstag refusaient systématiquement tout soutien aux budgets publics, en particulier les

14. Engels, Sur le Programme de Gotha. Lettre à August Bebel. Mars 1875.

15. Cité dans *Aspects of international socialism 1871-1914* (Aspect du socialisme international 1871-1914). Cambridge University Press & Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme. Notre traduction.

16. Le vote au Parlement des crédits de guerre a donc constitué une claire violation des statuts et des décisions du congrès du SPD, comme Rosa Luxemburg l'a souligné.

17. Engels, Critique du projet de programme social-démocrate de 1891. II - Revendications politiques.



dépenses militaires. Cette opposition de principe à tout compromis de classe demeurait une possibilité au sein du système parlementaire parce que le Reichstag n'avait aucun pouvoir réel. Le gouvernement de l'Empire allemand de Guillaume était autocratique, peu différent de celui de la Russie tsariste<sup>18</sup>, et l'opposition systématique du SPD n'avait en fait aucune conséquence pratique immédiate.

Dans le sud de l'Allemagne, les choses étaient différentes. Là, le SPD local, sous la direction d'hommes comme Vollmar, affirmait qu'il existait des "conditions particulières" et que si le SPD ne votait pas de façon significative dans les élections des Länder et ne se dotait pas d'une politique agraire faisant appel à la petite paysannerie, il serait voué à l'impuissance et à l'inutilité. Cette tendance apparut dès que le parti fut légalisé lors du Congrès d'Erfurt de 1891 et, dès lors, les députés SPD des parlements provinciaux de Wurtemberg, Bavière et Bade votèrent en faveur de budgets gouvernementaux.<sup>19</sup>

La réaction du parti à cette attaque directe contre sa politique, exprimée de façon répétée dans les résolutions des congrès, fut de laisser la question sous le tapis. Une tentative de Vollmar de proposer un programme agraire spécial fut rejetée par le Congrès de Francfort de 1894 mais le même Congrès rejeta également une résolution interdisant le vote de tout député SPD en faveur de n'importe quel budget gouvernemental. On considérait que tant que la politique réformiste pouvait être limitée à "l'exception" du Sud de l'Allemagne, elle pouvait être tolérée.<sup>20</sup>

### La légalité sape l'esprit de combat du SPD

L'expérience par la classe ouvrière d'une dizaine d'années de semi-illégalité allait rapidement être minée par le poison de la

18. Même si l'autocratie russe était plus extrême, il ne faut pas oublier que l'équivalent russe du Reichstag, la Douma d'État, n'a été appelée que sous la pression du mouvement révolutionnaire de 1905.

19. Voir la biographie remarquable de Rosa Luxemburg par JP Nettel, p. 81 (édition Schocken brochée de l'édition abrégée Oxford University Press de 1969, avec un essai introductif par Hannah Arendt). Tout au long de cet article, les citations proviennent de l'abrégé ou de l'édition intégrale.

20. Il est significatif que, tandis que le parti tolérait le réformisme de l'aile droite, le cercle des "Jungen" ("jeunes"), qui avait violemment critiqué l'évolution vers le parlementarisme, ait été expulsé du parti lors du Congrès d'Erfurt. Il est vrai que ce groupe était essentiellement une opposition intellectuelle et littéraire avec des tendances anarchistes (un certain nombre de ses membres a d'ailleurs dérivé vers l'anarchisme, après avoir quitté le SPD). Il est tout de même significatif que le parti ait réagi beaucoup plus durement face à une critique de la gauche que face à la pratique opportuniste de la droite.

démocratie. Par leur nature même, la démocratie bourgeoise et l'individualisme qui va de pair, sapent les tentatives du prolétariat pour développer une vision de lui-même comme classe historique avec sa propre perspective antagonique à celle de la société capitaliste. Parce qu'elle divise la classe ouvrière en une simple masse de citoyens atomisés, l'idéologie démocratique est un coin inséré en permanence dans la solidarité ouvrière. Au cours de cette période, les succès électoraux du parti, tant en termes de voix que de sièges au Parlement, augmentaient rapidement tandis que de plus en plus de travailleurs étaient organisés dans les syndicats et se trouvaient en mesure d'améliorer leurs conditions matérielles. La puissance politique grandissante du SPD et la force de la classe ouvrière industrielle organisée donnèrent naissance à un nouveau courant politique qui commença à théoriser l'idée que, non seulement il était possible de construire le socialisme au sein du capitalisme, d'œuvrer vers une transition progressive sans qu'il soit nécessaire de renverser le capitalisme par une révolution, mais encore que le SPD devrait avoir une politique étrangère expansionniste spécifiquement allemande : ce courant se cristallisa en 1897 autour de la *Sozialistische Monatshefte*, une revue hors du contrôle du SPD, dans des articles de Max Schippel, Wolfgang Heine et Heinrich Peus.<sup>21</sup>

Cette situation inconfortable, mais supportable, explosa en 1898 avec la publication des *Préconditions du socialisme et les tâches de la social-démocratie* (Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie) de Eduard Bernstein. La brochure de Bernstein expliquait ouvertement ce que lui et d'autres avaient suggéré depuis un certain temps : "pratiquement parlant, écrivait-il en 1896 à Kautsky, nous ne faisons que ce que font tous les partis bourgeois radicaux, si ce n'est que nous le dissimulons sous un langage entièrement disproportionné à nos actions et à nos moyens"<sup>22</sup>. Les positions théoriques de Bernstein attaquaient les fondements mêmes du marxisme en ce sens qu'il rejetait le caractère inévitable du déclin du capitalisme et de son effondrement final. En se fondant sur la prospérité en plein essor des années 1890, couplée avec la rapide expansion colonialiste du capitalisme à travers la planète, Bernstein faisait valoir que le capitalisme avait surmonté

21. Cf. Jacques Droz, *Histoire générale du socialisme*, p. 41, Éditions Quadrige/PUF, 1974.

22. Lettre à Kautsky, 1896, citée par Droz, op. cit., p. 42

sa tendance vers des crises auto-destructives. Dans ces conditions, le but n'était rien, le mouvement était tout, la quantité devait prévaloir sur la qualité, l'antagonisme entre l'État et la classe ouvrière devait pouvoir être surmonté<sup>23</sup>. Bernstein proclamait ouvertement que le principe fondamental du *Manifeste communiste*, selon lequel les travailleurs n'ont pas de patrie, était "obsolète". Il appelait les travailleurs allemands à apporter leur soutien à la politique coloniale de l'Empereur en Afrique et en Asie.<sup>24</sup>

En réalité, toute une époque, celle de l'expansion et de l'ascension du système capitaliste, tirait à sa fin. Pour les révolutionnaires, de telles périodes de profonde transformation historique posent toujours un défi majeur puisqu'ils doivent analyser les caractéristiques de la nouvelle période et développer un cadre théorique pour comprendre les changements fondamentaux en cours, mais aussi adapter leur programme, si nécessaire, tout en continuant à défendre le même objectif révolutionnaire.

L'expansion rapide du capitalisme à travers le globe, son développement industriel massif, la nouvelle fierté de la classe dirigeante et son positionnement impérialiste, tout cela faisait penser au courant révisionniste que le capitalisme durerait toujours, que le socialisme pourrait être introduit à partir du capitalisme, et que l'État capitaliste pourrait servir les intérêts de la classe ouvrière. L'illusion d'une transition pacifique montrait que les révisionnistes étaient devenus les prisonniers du passé, incapables de comprendre qu'une nouvelle période historique se profilait à l'horizon : la période

23. Le révisionnisme de Bernstein n'était en aucun cas une exception isolée. En France, le socialiste Millerand rejoignait le gouvernement Waldeck-Rousseau, aux côtés du général Gallifet, le bourreau de la Commune de Paris ; une tendance similaire existait en Belgique ; le mouvement travailliste britannique était complètement dominé par le réformisme et un syndicalisme nationaliste borné.

24. "La question coloniale (...) est une question de propagation de la culture et, tant qu'il existe de grandes différences culturelles, il s'agit de la propagation, ou plutôt de l'affirmation, de la culture supérieure. Parce que tôt ou tard, il arrivera inévitablement que les cultures supérieures et inférieures entrent en collision et, en ce qui concerne cette collision, cette lutte pour l'existence entre les cultures, la politique coloniale des peuples cultivés doit être évaluée comme un processus historique. Le fait que généralement d'autres buts soient poursuivis avec d'autres moyens et des formes que nous sociaux-démocrates, nous condamnons, peut nous conduire dans des cas particuliers à les rejeter et à lutter contre, mais cela ne peut pas constituer une raison pour que nous changions notre jugement quant à la nécessité historique de la colonisation". (Bernstein, 1907, cité dans *Discovering Imperialism*, 2012, Haymarket Books, p. 41)

de décadence du capitalisme et de l'explosion violente de ses contradictions. Leur incapacité à analyser la nouvelle situation historique et la théorisation du caractère "éternel" des conditions du capitalisme à la fin du 19<sup>e</sup> siècle signifiaient aussi que les révisionnistes étaient incapables de voir que les anciennes armes de la lutte, le parlementarisme et la lutte syndicale, n'étaient plus utilisables. La polarisation sur le travail parlementaire comme axe de l'activité du parti, l'orientation en faveur de la lutte pour des réformes au sein du système, l'illusion d'un "capitalisme exempt de crises" et sur la possibilité d'introduire le socialisme pacifiquement dans le capitalisme, montraient fait qu'une grande partie de la direction du SPD s'était identifiée avec le système. Le courant ouvertement opportuniste au sein du parti exprimait une perte de confiance dans la lutte historique du prolétariat. Après des années de luttes défensives pour le programme "minimum", l'idéologie démocratique bourgeoise avait pénétré dans le mouvement ouvrier. Cela signifiait que l'existence et les caractéristiques des classes sociales étaient mises en cause, qu'une vision individualiste avait tendance à dominer et à dissoudre les classes dans "le peuple". L'opportunisme jetait par-dessus bord la méthode marxiste d'analyse de la société en termes de lutte des classes et de contradictions de classe ; en fait, l'opportunisme signifiait l'absence de toute méthode, de tout principe et l'absence de toute théorie.

### La gauche contre-attaque

La réaction de la direction du parti au texte de Bernstein fut d'en minimiser l'importance (le *Vorwärts* l'accueillit comme une "stimulante contribution à débattre", déclarant que tous les courants au sein du parti devraient être libres d'exprimer leurs opinions), tout en regrettant, en privé, que de telles idées soient exprimées ouvertement. Ignaz Auer, le secrétaire du parti, écrivait à Bernstein : "Mon cher Ede, on ne prend pas formellement la décision de faire les choses que vous suggérez, on ne **dit** pas ces choses, on les **fuit** simplement".<sup>25</sup>

Au sein du SPD, l'opposition la plus déterminée à Bernstein venait des forces qui n'avaient pas été habituées à la longue période de légalité ayant suivi la fin des lois anti-socialistes. Ce n'est pas par hasard si les opposants les plus clairs et les plus virulents au courant de Bernstein étaient des militants d'origine étrangère et, plus précisément, de l'Empire russe. Parvus, d'origine russe, qui avait émigré en Allemagne dans les années

1890 et qui, en 1898, travaillait comme rédacteur en chef de la presse du SPD à Dresde, le *Sächsische Arbeiterzeitung*<sup>26</sup>, lança une attaque enflammée contre les idées de Bernstein et fut soutenu par la jeune révolutionnaire, Rosa Luxemburg, qui avait émigré en Allemagne en mai 1898 et avait connu la répression en Pologne. Dès qu'elle s'installa en Allemagne, Rosa Luxemburg commença à mener la lutte contre les révisionnistes avec son texte *Réforme sociale ou révolution* rédigé en 1898-99 (dans lequel elle présente la méthode de Bernstein, réfute l'idée de l'établissement du socialisme par le biais de réformes sociales, dénonce la théorie et la pratique de l'opportunisme). Dans sa réponse à Bernstein, elle souligne que la tendance réformiste avait pris son plein essor depuis l'abolition des lois anti-socialistes et la possibilité de travailler légalement. Le socialisme d'État de Vollmar, l'approbation du budget bavarois, le socialisme agraire Sud-allemand, les propositions de compensations de Heine, la position de Schippel sur les douanes et la milice constituaient les éléments d'une pratique opportuniste grandissante. Elle soulignait le dénominateur commun de ce courant : l'hostilité à l'égard de la théorie : "*Ce qui distingue [toutes les tendances opportunistes au sein du parti] en surface ? L'aversion de la "théorie" et cela est naturel étant donné que notre théorie, c'est-à-dire les bases du socialisme scientifique, assigne à notre activité pratique des tâches claires et des limites, tant en ce qui concerne les objectifs à atteindre que les moyens à utiliser et enfin la méthode de la lutte. Naturellement ceux qui ne veulent que courir après les réalisations pratiques développent rapidement un désir de se libérer, c'est-à-dire de séparer la pratique de la théorie.*"<sup>27</sup>

Pour elle, la première tâche des révolutionnaires était de défendre le but final. "*Le mouvement comme tel sans lien avec l'objectif final, le mouvement comme but en soi n'est rien, l'objectif final, c'est ce*

*qui compte.*"<sup>28</sup>

Dans un texte de 1903, *Stagnation et progrès du marxisme*, Rosa Luxemburg considère l'insuffisance théorique de la social-démocratie en ces termes : "*l'effort scrupuleux pour rester "dans les limites du marxisme" a parfois été aussi désastreux pour l'intégrité du processus de pensée que l'autre extrême – le désaveu complet de la perspective marxiste et la détermination de manifester "l'indépendance de la pensée" face à tous les dangers*".

En attaquant Bernstein, Luxemburg exigeait également que l'organe de presse central du parti défendît les positions décidées par les congrès du parti. Lorsqu'en mars 1899, le *Vorwärts* répondit que la critique par Luxemburg de la position de Bernstein (dans un article intitulé "Vains espoirs" - *Eitle Hoffnungen*) était injustifiée, celle-ci répliqua que le *Vorwärts* "*se trouve dans la situation confortable de ne jamais courir le risque d'avoir une opinion erronée ou de changer d'avis, un péché qu'il aime à trouver chez les autres, tout simplement parce qu'il n'a jamais défendu ni ne défend jamais aucune opinion*".<sup>29</sup>

Continuant dans la même veine, elle écrivait : "*il y a deux sortes de créatures organiques : celles qui ont une colonne vertébrale et qui peuvent marcher debout, parfois même courir ; et il y en a d'autres qui n'ont aucune colonne vertébrale et ne peuvent donc que ramper et bidouiller*". À ceux qui voulaient que le parti abandonne toute position programmatique et tout critère politique, elle répondit lors de la Conférence du parti à Hanovre en 1899 : "*si cela signifie que le parti – au nom de la liberté de critique – ne doit pas prendre position ni le déclarer au moyen d'un vote à la majorité, nous ne défendons pas cette position. Nous devons donc protester contre cette idée, parce que nous ne sommes pas un club de discussion mais un parti de combat politique, qui doit défendre certaines visions fondamentales.*"<sup>30</sup>

### Le marais vacille

Entre l'aile gauche déterminée, autour de Rosa Luxemburg, et la droite défendant les idées de Bernstein et la révision des principes, il y avait un "marais", que Bebel décrit dans les termes suivants lors du Congrès de Dresde de 1903 : "*c'est*

28. *Parteitag der Sozialdemokratie*, Oktober 1898 in Stuttgart, Rosa Luxemburg, *Gesammelte Werke (Ges. Werke)*, T. 1/1 p. 241. Notre traduction.

29. Rosa Luxemburg, *Ges. Werke*, T. 1/1, p. 565, 29 septembre 1899. Notre traduction.

30. Rosa Luxemburg, 1899, *Ges. Werke*, T. 1/1, p. 578, 9.-14. Oktober. Notre traduction.

25. Cf. Nettl, op. cit., p. 101.

27. Cité dans Nettl, op. cit., p. 133.

26. Parvus, également connu sous le nom de Alexander Helphand, était une figure étrange et controversée dans le mouvement révolutionnaire. Après quelques années à la gauche de la social-démocratie en Allemagne, puis en Russie pendant la révolution de 1905, il s'installe en Turquie où il créa une société de négoce en armements, s'enrichissant grâce à la guerre des Balkans et, en même temps, mettant en place, en tant que conseiller financier et politique, le mouvement nationaliste "Jeunes Turcs" et éditant la publication nationaliste *Yurdu Turk*. Pendant la guerre, Parvus devint un partisan ouvert de l'impérialisme allemand, au désespoir de Trotsky qui avait été fortement influencé par ses idées sur la "révolution permanente" (Cf. Deutscher, *Le prophète armé*, "La guerre et l'Internationale")



*toujours la même vieille et éternelle lutte entre une gauche et une droite et, entre les deux, le marais. Ce sont des éléments qui ne savent jamais ce qu'ils veulent ou plutôt qui ne disent jamais ce qu'ils veulent. Ce sont les Monsieur-je-sais-tout qui, habituellement, écoutent d'abord pour voir qui dit quoi, ce qui est dit ici et là. Ils sentent toujours où se trouve la majorité et ils rejoignent habituellement la majorité. Nous avons aussi ce genre de gens dans le parti (...) l'homme qui défend sa position ouvertement, au moins je sais où il se trouve ; au moins je peux me battre avec lui. Ou il gagne ou c'est moi, mais les éléments paresseux qui esquivent toujours et évitent toujours une décision claire, qui toujours disent "nous sommes tous d'accord, oui nous sommes tous frères", ce sont les pires. Je les combats le plus durement."*<sup>31</sup>

Ce marais, incapable de prendre une position claire, vacillait entre ceux qui étaient clairement révisionnistes, la droite, et la gauche révolutionnaire. Le centrisme est l'un des visages de l'opportunisme. Il se positionne toujours entre les forces antagonistes, entre les courants réactionnaires et les courants radicaux, il tente de concilier les deux. Il évite la confrontation ouverte des idées, il fuit le débat, il estime toujours que "un côté n'a pas complètement raison", mais que "l'autre côté n'a pas tout à fait raison non plus". Il considère le débat politique avec des arguments clairs et un ton polémique comme "exagéré", "extrémiste", "troublant", voire "violent". Il pense que la seule façon de maintenir l'unité, afin de préserver l'organisation, est de permettre à toutes les tendances politiques de coexister, y compris celles dont les objectifs sont en contradiction directe avec ceux de l'organisation. Il répugne à prendre en charge ses responsabilités et à se positionner. Le centrisme dans le SPD avait tendance à s'allier avec réticence avec la gauche, tout en regrettant "l'extrémisme" et la "violence" de celle-ci et à empêcher effectivement que soient prises des mesures fermes – telles que l'expulsion des révisionnistes du parti – et que soit préservée la nature révolutionnaire du parti.

Rosa Luxemburg, au contraire, considérait que la seule façon de défendre l'unité du parti en tant qu'organisation révolutionnaire était d'insister sur l'exposition la plus complète et la discussion publique des points de vue opposés.

*"En dissimulant les contradictions*

31. August Bebel, Dresden, 13 septembre 1903, cité par Luxemburg *After the Jena Party congress*, Ges. Werke, T. 1/1, p. 351. Notre traduction.

*par "l'unité" artificielle de vues incompatibles, les contradictions ne peuvent qu'atteindre un sommet, jusqu'à ce qu'elles explosent violemment tôt ou tard dans une scission (...) Ceux qui mettent en avant les divergences de vue, et combattent les opinions divergentes, travaillent à l'unité du parti. Mais ceux qui dissimulent les divergences travaillent à une réelle scission dans le parti."*<sup>32</sup>

Le summum du centrisme à ce moment de la vie du SPD et son plus prestigieux représentant était Karl Kautsky.

Lorsque Bernstein commença à développer son point de vue révisionniste, Kautsky resta silencieux, au début, préférant ne pas s'opposer à son vieil ami et camarade en public. Il ne voyait pas non plus à quel point les théories révisionnistes de Bernstein sapient les fondements révolutionnaires sur lesquels le parti avait été construit. Comme l'a souligné Luxemburg, dès lors qu'on accepte l'idée que le capitalisme peut durer éternellement, qu'il n'est pas voué à s'effondrer en raison de ses propres contradictions internes, on est inévitablement conduit à abandonner le but révolutionnaire<sup>33</sup>. L'échec de Kautsky – comme de la plus grande partie de la presse du parti – était un signe évident de la perte de l'esprit de combat dans l'organisation : le débat politique n'était plus une question de vie ou de mort pour la lutte des classes, il était devenu une préoccupation académique d'intellectuels spécialistes.

L'arrivée de Rosa Luxemburg à Berlin en 1898 (de Zürich où elle venait de terminer avec brio ses études avec une thèse de doctorat sur le développement économique de la Pologne) et ses réactions aux théories de Bernstein, devaient jouer un rôle majeur dans l'attitude de Kautsky.

Lorsque Luxemburg, prenant conscience des hésitations de Bebel et de Kautsky et de leur refus de combattre les vues de Bernstein, critiqua cette attitude dans une lettre à Bebel<sup>34</sup>. Elle demanda

32. "Unser leitendes Zentralorgan", *Leipziger Volkszeitung*, 22 septembre 1899, Rosa Luxemburg in Ges. Werke, T. 1/1, p. 558. Traduit en français par nos soins.

33. De plus, Bernstein "avait commencé par abandonner le but final pour le mouvement. Mais comme il ne peut y avoir en pratique de mouvement socialiste sans but socialiste, il est obligé de renoncer au mouvement lui-même" (*Réforme sociale ou révolution ?* Chapitre 4 : L'effondrement.)

34. "Je suis très reconnaissante pour l'information qui m'aide à mieux comprendre les orientations du parti. Bien sûr, il était clair pour moi que Bernstein et les idées qu'il a présentées jusqu'à maintenant n'étaient plus en ligne avec notre programme, mais il est douloureux que nous ne puissions plus du tout compter sur lui. Mais si vous et le camarade

pourquoi ils n'insistaient pas pour répondre énergiquement à Bernstein et, en mars 1899, après qu'elle eut commencé la série d'articles qui allait devenir plus tard la brochure *Réforme sociale ou révolution*, elle rapporta à Jogiches : "quant à Bebel, dans une conversation avec Kautsky, je me suis plainte qu'il ne se lève pas ni ne se batte. Kautsky m'a dit que Bebel avait perdu son dynamisme, qu'il avait perdu sa confiance en lui-même et n'avait plus aucune énergie. Je le grondai à nouveau et lui demandai : 'pourquoi ne l'inspirez-vous pas, ne lui apportez-vous pas des encouragements et de l'énergie ?' Kautsky a répondu : 'vous devriez le faire, allez parler à Bebel, vous devriez l'encourager' ". Quand Luxemburg demanda à Kautsky pourquoi lui n'avait pas réagi, il répondit : "Comment puis-je m'impliquer dans des rassemblements et des réunions maintenant, alors que je suis pleinement engagé dans la lutte parlementaire, cela signifie seulement qu'il y aura des affrontements, et où cela mènerait-il ? Je n'ai ni le temps ni l'énergie pour cela."<sup>35</sup>

En 1899, dans *Bernstein et le programme social-démocrate – une anti-critique* (*Bernstein und das sozialdemokratische Programm - Eine Antikritik*), Kautsky s'exprima finalement contre les idées de Bernstein sur la philosophie marxiste et l'économie politique ainsi que sur ses vues sur le développement du capitalisme. Mais, néanmoins, il salua le livre de Bernstein comme étant une précieuse contribution au mouvement, s'opposa à l'idée de son expulsion du parti et évita de dire que Bernstein était en train de trahir le programme marxiste. Bref, comme Rosa Luxemburg le conclut, Kautsky voulait éviter toute contestation de la routine plutôt confortable de la vie du parti ainsi que la nécessité de critiquer son vieil ami en public. Comme Kautsky lui-même l'admit en privé à Bernstein : "Parvus et Luxemburg avaient déjà bien saisi la contradiction de votre point de vue avec nos principes programmatiques, alors que je ne voulais pas encore l'admettre et croyais fermement que tout cela était un malentendu (...) C'était mon erreur, je n'étais pas aussi perspicace que Parvus et Luxemburg qui, déjà à l'époque, avaient flairé la ligne de pen-

Kautsky aviez cette évaluation, je suis surprise que vous n'ayez pas mis à profit l'atmosphère favorable du Congrès pour lancer immédiatement un débat énergique, mais que vous ayez voulu encourager Bernstein à écrire une brochure, ce qui ne fera que retarder encore plus la discussion". Rosa Luxemburg, Ges. Briefe, Bd 1, p. 210, lettre à Bebel, 31 octobre 1898. Notre traduction.

35. Rosa Luxemburg, Ges. Briefe, Bd 1, p. 289, lettre à Leo Jogiches, 11 mars 1899. Notre traduction.

sée de votre brochure." <sup>36</sup> En fait, dans le *Vorwärts*, Kautsky minimisait et banalisait l'attaque constituée par la nouvelle théorie révisionniste de Bernstein, disant qu'elle avait été amplifiée hors de toute proportion, d'une manière typique de l'"imagination absurde" d'une mentalité de petit-bourgeois. <sup>37</sup>

### Loyauté aux amis ou à la classe ?

Par fidélité à son vieil ami, Kautsky estima qu'il devait s'excuser auprès de Bernstein en privé, écrivant : "*Il aurait été lâche de rester silencieux. Je ne crois pas que je vous aie fait du mal maintenant que j'ai parlé. Si je n'avais pas dit à August Bebel que je répondrai à votre déclaration, il l'aurait fait lui-même. Vous pouvez imaginer ce qu'il aurait dit, connaissant son tempérament et son insensibilité*" <sup>38</sup>. Cela signifiait qu'il préférait rester muet et aveugle face à son vieil ami. Il réagit contre son gré et seulement après y avoir été contraint par la gauche. Plus tard, il admit qu'il avait "péché" en permettant à son amitié avec Bernstein de dominer son jugement politique : "*Dans ma vie, j'ai péché seulement une fois par amitié, et je regrette encore ce péché à ce jour. Si je n'avais pas tant hésité avec Bernstein, et si je l'avais confronté dès le début avec la netteté nécessaire, j'aurais pu épargner au parti de nombreux problèmes désagréables.*" <sup>39</sup> Toutefois, cet "aveu" est sans valeur tant qu'il ne va pas à la racine du problème. Bien qu'il ait confessé son "péché", Kautsky ne donna jamais une explication politique plus profonde, donnant les raisons pour lesquelles une telle attitude, basée sur l'affinité personnelle plutôt que sur les principes politiques, était un danger pour une organisation politique. En réalité, cette attitude l'amena à accorder au révisionnisme une "liberté d'opinion" illimitée au sein du parti. Comme Kautsky le dit à la veille du Congrès du parti de Hanovre : "*En général, il faut laisser à chaque membre du parti la possibilité de décider s'il partage encore les principes du parti ou non.*"

36. Kautsky à Bernstein, 29 juillet 1899, IISG-Kautsky-Nachlass, C. 227, C. 230, cité dans Till Schelz-Brandenburg, *Eduard Bernstein und Karl Kautsky, Entstehung und Wandlung des sozialdemokratischen Parteimarxismus im Spiegel ihrer Korrespondenz 1879 bis 1932*, Köln, 1992. Notre traduction.

37. Rosa Luxemburg, "Parteifragen im *Vorwärts*", *Ges. Werke*, T. 1/1, p. 564, 29 septembre 1899.

38. Laschitzka, *Im Lebensrausch, Trotz Alledem*, p. 104, 27 octobre 1898, Kautsky-Nachlass C 209 : Kautsky an Bernstein. Notre traduction.

39. Karl Kautsky à Victor Adler, 20 juillet 1905, in Victor Adler *Briefwechsel*, a.a.O. S. 463, quoted by Till Schelz-Brandenburg, p. 338). Notre traduction.

*En excluant une personne, nous agissons seulement contre ceux qui portent atteinte au parti ; personne n'a encore été exclu du parti à cause de critiques raisonnables, parce que notre parti a toujours hautement apprécié la liberté de discussion. Même si Bernstein n'avait pas mérité tant d'estime pour sa participation dans notre lutte, et pour le fait qu'il a dû s'exiler en raison de ses activités de parti, nous n'envisagerions quand même pas de l'exclure.*" <sup>40</sup>

La réponse de Rosa Luxemburg était claire. "*Si grand que soit notre besoin d'autocritique et si larges que soient les limites que nous lui traçons, il doit cependant exister un minimum de principes constituant notre essence et notre existence même, le fondement de notre coopération en tant que membres d'un parti. Dans nos propres rangs, la 'liberté de critique' ne peut pas s'appliquer à ces principes, peu nombreux et très généraux, justement parce qu'ils sont la condition préalable de toute activité dans le Parti, et par conséquent aussi de toute critique exercée à l'endroit de cette activité. Nous n'avons pas à nous boucher les oreilles lorsque ces principes mêmes sont critiqués par quelqu'un qui se trouve en dehors de notre Parti. Mais aussi longtemps que nous les considérons comme le fondement de notre existence en tant que parti, nous devons y demeurer attachés et ne pas les laisser ébranler par nos membres. À ce sujet, nous ne pouvons accorder qu'une liberté : celle d'appartenir ou de ne pas appartenir à notre Parti*". <sup>41</sup>

L'implication logique de "l'absence de position" de Kautsky, c'est que tout le monde pourrait rester au sein du parti et défendre ce qui lui plaît, que le programme est édulcoré, que le parti devient un "melting pot" d'opinions différentes et non le fer de lance d'une lutte déterminée. L'attitude de Kautsky montra qu'il préférait la fidélité à un ami à la défense des positions de classe. Dans le même temps, il voulut adopter la posture d'un "expert" théorique. Il est vrai qu'il avait écrit quelques livres très importants et précieux (voir ci-dessous), et qu'il jouissait de l'estime d'Engels. Mais, comme Luxemburg le relève dans une lettre à Jogiches : "*Karl Kautsky se limite à la théorie*" <sup>42</sup>.

40. Rosa Luxemburg – *Ges. Werke*, T. 1/1, p. 528, quoting "Kautsky zum Parteitag in Hannover", *Neue Zeit* 18, Stuttgart 1899-1900, 1. Bd. S. 12). Notre traduction.

41. Rosa Luxemburg, "Liberté de la critique et de la science".

<https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1899/r1189909.htm>

42. Rosa Luxemburg, *Ges. Briefe*, T. 1, p. 279, lettre à Leo Jogiches, 3 mars 1899. Notre traduction.

Préférant s'abstenir de toute participation à la lutte pour la défense de l'organisation et de son programme, Kautsky perdit progressivement toute attitude de combat, et cela signifiait qu'il plaçait ce qu'il considérait comme ses obligations envers ses amis au-dessus de toute obligation morale envers son organisation et ses principes. Cela conduisit à ce que la théorie soit détachée de l'action pratique et concrète : par exemple, le précieux travail de Kautsky sur l'éthique, en particulier le chapitre sur l'internationalisme, n'était pas soudé à une défense sans faille de l'internationalisme dans l'action.

Il y a un contraste saisissant entre l'attitude de Kautsky vis-à-vis de Bernstein et celle de Rosa Luxemburg vis-à-vis de Kautsky. À son arrivée à Berlin, Luxemburg entretenait des relations étroites avec Kautsky et sa famille. Mais rapidement elle sentit que la grande estime que la famille de Kautsky lui démontrait devenait un fardeau. Déjà en 1899 elle se plaignait à Jogiches : "*Je commence à fuir leurs belles paroles. Les Kautsky me considèrent comme faisant partie de leur famille.*" (11/12/1899). "*Je ressens toutes ces marques d'affection (il est très bien intentionné envers moi, je peux le voir), comme un fardeau terrible, au lieu d'un plaisir. En fait, toute amitié mise en place dans l'âge adulte et plus encore quand elle est basée sur l'appartenance au parti, est un fardeau : elle vous impose certaines obligations, elle est une contrainte, etc. Et justement ce côté de l'amitié est un handicap pour moi. Après la rédaction de chaque article, je me demande : ne sera-t-il pas déçu, cela ne va-t-il pas refroidir notre amitié ?*" <sup>43</sup>. Elle était consciente des dangers d'une attitude fondée sur des affinités, où les considérations d'obligation personnelle, d'amitié ou des goûts communs, obscurcissent le jugement politique du militant mais, aussi, ce que nous pourrions appeler son jugement moral quant à savoir si une ligne d'action est conforme aux principes de l'organisation <sup>44</sup>. Luxemburg osait néanmoins confronter Kautsky ouvertement : "*J'ai eu une dispute de fond sur la manière d'aborder les choses avec Kautsky. Il m'a dit en conclusion que je penserais comme lui dans vingt an, ce à quoi j'ai répondu que si c'était le cas, c'est que je serai un zom-*"

43. Rosa Luxemburg, *Ges. Briefe*, T. 1, p. 426, Lettre à Leo Jogiches, 21 décembre 1899. Notre traduction.

44. Luxemburg mit un point d'honneur à apporter son soutien total, en tant qu'agitateur (elle était une oratrice publique très demandée) même aux membres du parti qu'elle critiquait le plus fortement, par exemple pendant la campagne électorale du révisionniste Max Schippel.



bie dans 20 ans." 45

Lors du Congrès de Lübeck en 1901, Luxemburg fut accusée de déformer les positions des autres camarades, une accusation qu'elle estima diffamatoire et pour laquelle elle exigea une clarification publique. Dans ce but, elle soumit une déclaration pour publication dans le *Vorwärts* 46. Mais Kautsky, au nom de la *Neue Zeit*, l'exhorta à retirer sa demande de publication. Elle répondit à Kautsky : "Bien sûr, je suis prête à renoncer à publier ma déclaration dans la *Neue Zeit*, mais permettez-moi d'ajouter quelques mots d'explication. Si j'étais un de ceux qui, sans considération pour personne, protégeait mes droits et mes intérêts – et ils sont légion dans notre parti – ou plutôt ils sont tous comme ça – j'insisterais naturellement pour la publication, parce que vous-même, en tant que rédacteur en chef, vous admettez que vous avez certaines obligations envers moi dans cette affaire. Mais, tout en admettant cette obligation, vous placez en même temps un revolver d'exhortation et de demande amicales sur mon cœur et me demandez de ne pas faire usage de cette obligation et donc de ne pas défendre mes droits. Eh bien je suis écœurée à l'idée de devoir insister sur ces droits si ceux-ci ne sont accordés qu'au milieu de soupirs et de grincements de dents et quand les gens, non seulement me saisissent par le bras dans l'espoir que je me "défende" moi-même, mais cherchent en plus à me réduire en bouillie, dans l'espoir que je serai ainsi convaincue de renoncer à mes droits. Vous avez gagné ce que vous cherchez, vous êtes libre de toute obligation envers moi dans cette affaire.

Mais il semblerait que vous agissez dans l'illusion que c'est uniquement par amitié et dans mon intérêt. Permettez-moi de détruire cette illusion. En tant qu'ami, vous auriez dû me dire : 'je vous conseille à tout prix et sans condition de défendre votre honneur comme rédacteur, car des écrivains plus grands (...) comme Marx et Engels, ont écrit des brochures entières, mené des guerres de plume sans fin, lorsque quelqu'un osait les accuser de falsification. Vous d'autant plus, comme jeune écrivain ayant beaucoup d'ennemis, devez chercher à obtenir entière satisfaction...' Voilà ce que vous auriez dû me conseiller en tant qu'ami.

L'ami, cependant, a été rapidement relégué au second plan par le rédacteur en chef de la *Neue Zeit*, et ce dernier n'a qu'un souhait depuis le Congrès du parti

[de Lübeck] ; il veut la paix, il veut montrer que la *Neue Zeit* a appris les manières après avoir reçu une raclée, elle a appris à fermer la bouche 47. Et c'est pour de telles raisons que les droits essentiels d'un rédacteur en chef adjoint et collaborateur régulier... doivent être sacrifiés. Permettons qu'un collaborateur de la *Neue Zeit* – qui ne fait certainement pas le pire travail – avale même une accusation publique de falsification pourvu que la paix et le calme soient maintenus ! Voilà comment les choses sont, mon ami ! Et maintenant avec les meilleures salutations, votre Rosa". 48

Ici, nous voyons une révolutionnaire jeune, déterminée, et une femme de surcroît, qui déclare que l'autorité d'un "ancien", l'autorité "orthodoxe", expérimentée, devrait assumer sa responsabilité personnelle. Kautsky répondit à Luxemburg : "Vous voyez, nous ne devrions pas contrarier les gens de la fraction parlementaire, nous ne devrions pas laisser l'impression qu'on les prend de haut. Si vous souhaitez leur faire une suggestion, il est préférable de leur envoyer une lettre privée, qui sera beaucoup plus efficace" 49. Mais Rosa Luxemburg tentait de "ranimer" l'esprit combatif chez lui : "Vous devez vraiment vous battre avec les tripes et dans la joie, et non comme s'il s'agissait d'un intermède ennuyeux ; le public est toujours sensible à l'état d'esprit combatif et la joie du combat donne de la résonance à la controverse, et assure la supériorité morale" 50. Cette attitude de ne pas vouloir déranger le cours normal de la vie du parti, de ne pas prendre position dans le débat, de ne pas pousser à la clarification des divergences, de fuir le débat et de tolérer les révisionnistes, éloignait de plus en plus Rosa Luxemburg et montrait au grand jour à quel point la perte de la combativité, de la morale, la perte de conviction, de détermination, étaient devenues la caractéristique dominante de l'attitude de Kautsky : "Je viens de lire son [article] "Nationalisme et internationalisme" et c'était horrible et donnait la nausée. Bientôt je ne serai plus capable de lire un seul de ses écrits. J'ai l'impression qu'une toile d'araignée nauséabon-

de me recouvre la tête..." 51. "Kautsky devient de plus en plus saumâtre. Il est de plus en plus fossilisé à l'intérieur, il n'a plus aucune préoccupation humaine envers quiconque, sauf sa famille. Je me sens vraiment mal à l'aise avec lui". 52

L'attitude de Kautsky peut aussi être opposée à celle de Luxemburg et Leo Jogiches. Après la rupture de la relation de Rosa Luxemburg avec Leo Jogiches en 1906 (qui lui a causé un stress et une douleur immenses ainsi qu'une grande déception envers lui comme compagnon), ils sont tous deux restés les plus proches camarades jusqu'au jour l'assassinat de Rosa. Malgré des rancunes personnelles profondes, de la déception et de la jalousie, ces sentiments émotionnels profonds consécutifs à la rupture de leur relation ne les ont jamais empêchés de se tenir côte à côte dans la lutte politique.

On pourrait objecter que, dans le cas de Kautsky, son attitude reflétait son manque de personnalité et son caractère, mais il serait plus exact de dire qu'il personnifiait la pourriture morale au sein de la social-démocratie dans son ensemble.

Luxemburg a été forcée, dès le début, de faire face à la résistance de la "vieille garde". Quand elle critiqua la politique révisionniste lors du Congrès de Stuttgart 1898, "Vollmar m'a reproché amèrement, en tant que jeune du mouvement, de vouloir donner des leçons aux anciens vétérans (...) Mais si Vollmar répond à mes explications factuelles par un 'vous novice, je pourrais être votre grand-père', je ne vois cela que comme la preuve qu'il est à cet égard d'arguments." 53. Concernant l'affaiblissement de la combativité des vétérans les plus centristes, dans un article rédigé après le Congrès de 1898, elle déclarait que : "Nous aurions préféré si les anciens combattants avaient repris le combat dès le début du débat (...) Si le débat a décollé, ce n'est pas à cause, mais en dépit du comportement des leaders du parti (...) Abandonnant le débat à son sort, regardant passivement pendant deux jours pour voir vers où le vent souffle et n'intervenant que lorsque les porte-paroles de l'opportunisme furent obligées de se montrer au grand jour, puis faisant des remarques sarcastiques sur le ton tranchant de ceux dont on défend ensuite le point de vue, c'est une tactique qui ne projette pas une bonne image des dirigeants du parti. Et

47. Lors du Congrès de Lübeck, la *Neue Zeit* et Kautsky en tant que rédacteur en chef avaient été fortement attaqués par les opportunistes en raison de la controverse sur le révisionnisme.

48. JP Nettl, *Rosa Luxemburg*, Vol 1, p. 192 (cette citation est tirée de l'édition intégrale), Rosa Luxemburg, lettre à Kautsky, 3 octobre 1901. Notre traduction.

49. Rosa Luxemburg, *Ges. Briefe*, T. 1., P. 565, Lettre à Jogiches, 12 janvier 1902. Notre traduction.

50. Cité in Nettl, op.cit., p127. Traduit en français par nos soins.

51. Rosa Luxemburg, *Ges. Briefe*, T. 3, p. 358, Lettre à Kostja Zetkin, 27 juin 1908. Notre traduction.

52. Rosa Luxemburg, *Ges. Briefe*, T. 3, p. 57, Lettre à Kostja Zetkin, 1<sup>er</sup> août 1909. Notre traduction.

53. Rosa Luxemburg, *Ges. Werke*, T. 1/1, p. 239, p. 245, - *Parteitag der Sozialdemokratie 1898 in Stuttgart, Oktober 1898*

45. Rosa Luxemburg *Ges. Briefe*, T. 1, p. 491, Lettre à Leo Jogiches, 7 juillet 1890. Notre traduction.

46. Rosa Luxemburg, *Erklärung*, *Ges. Werke*, T. 1/2, p. 146, 1<sup>er</sup> octobre 1901



les explications de Kautsky quant aux raisons pour lesquelles il n'a pas fait de déclaration publique jusqu'à présent sur la théorie de Bernstein, parce qu'il voulait se réserver le droit de dire le dernier mot lors d'un possible débat, ne ressemble pas vraiment à une bonne excuse. En février, il publie l'article de Bernstein sans aucun commentaire éditorial dans la *Neue Zeit*, puis il reste muet pendant 4 mois, en juin, il ouvre les discussions avec quelques compliments au "nouveau" point de vue de Bernstein, cette nouvelle copie médiocre de socialiste en chambre, puis de nouveau, il reste muet pendant 4 mois, laisse le Congrès du parti commencer, puis déclare au cours du débat qu'il aimerait faire les remarques finales. Nous préférons que le "théoricien d'office" intervienne toujours dans les débats et ne se contente pas de faire la conclusion de ces questions cruciales ; qu'il ne donne pas l'impression erronée et trompeuse que pendant longtemps, il ne savait pas ce qu'il devait dire." <sup>54</sup>

Ainsi, beaucoup de membres de la vieille garde, qui avaient combattu dans les conditions de la Loi anti-socialiste, ont été désarmés par le poids du démocratisme et du réformisme. Ils furent incapables de comprendre la nouvelle période et commencèrent à théoriser l'abandon de l'objectif socialiste. Au lieu de transmettre les leçons de la lutte dans les conditions de la Loi anti-socialiste à une nouvelle génération, ils avaient perdu leur combativité. Et le courant centriste qui se cachait et évitait le combat, en fuyant la bataille ouverte contre l'opportunisme, ouvrait la voie à la montée de la droite.

Tandis que les centristes évitaient la lutte, l'aile gauche autour de Luxemburg montrait son esprit combatif et était prête à assumer ses responsabilités. Voyant qu'en réalité "Bebel lui-même est déjà devenu sénile et laisse aller les choses ; il est soulagé si d'autres luttent, mais lui-même n'a ni l'énergie ni l'élan pour prendre l'initiative. K [Kautsky] se limite à la théorie, personne ne prend aucune responsabilité." <sup>55</sup> "Cela signifie que le parti est sur une mauvaise voie (...) Personne ne le dirige, personne ne prend de responsabilités." L'aile gauche visait à gagner plus d'influence et était convaincue de la nécessité d'agir comme un fer de lance. Luxemburg écrivait à Jogiches : "Encore un an de travail persévérant, positif et ma position sera forte. Pour le mo-

ment je ne peux pas atténuer le tranchant de mon discours, parce que nous devons défendre la position la plus extrême" <sup>56</sup>. Cette influence ne devait pas être obtenue au prix d'une dilution des positions.

Convaincue de la nécessité d'un leadership déterminé et reconnaissant qu'elle ferait face à la résistance des hésitants, elle voulait pousser le parti. "Une personne, qui de plus n'appartient pas à la clique au pouvoir, qui ne veut compter sur le soutien de personne mais n'utilise que ses propres coudes, une personne préoccupée de l'avenir non seulement à cause d'adversaires aussi évidents que Auer et Cie mais aussi d'alliés (Bebel, Kautsky, Singer), une personne qu'il vaut mieux tenir à distance car elle pourrait les dépasser de plusieurs têtes (...) Je n'ai aucune intention de me limiter à critiquer. Au contraire, j'ai vraiment l'intention et le désir de "pousser" de façon positive, pas les individus mais le mouvement dans son ensemble... de montrer de nouvelles voies, de combattre, de faire la mouche du coche – en un mot, d'être un incitatif permanent pour l'ensemble du mouvement" <sup>57</sup>. En octobre 1905, Luxemburg se voit proposer la possibilité de participer au Comité de rédaction du *Vorwärts*. Elle était intransigeante sur une possible censure de ses positions. "Si à cause de mes articles il y a un conflit avec la direction ou avec le Comité de rédaction, je ne serai pas seule à le quitter, mais c'est l'ensemble de la gauche qui exprimera sa solidarité et quittera le *Vorwärts*, et le Comité de rédaction sera balayé". Durant une courte période, la gauche gagna une certaine influence.

### Le déclin de la vie prolétarienne dans le SPD

Le processus de dégénérescence du parti n'était pas seulement marqué par des tentatives ouvertes d'abandon des positions programmatiques et par le manque de combativité de larges secteurs en son sein. Sous la surface, il existait de façon permanente un courant sous-jacent fait de rancunes mesquines et de dénigrements personnels dirigés contre ceux qui défendaient de la façon la plus intransigeante les principes de l'organisation et perturbaient la façade d'unité. L'attitude de Kautsky vis-à-vis de la critique de Luxemburg à Bernstein, par exemple, était ambivalente. Malgré ses relations amicales avec Luxemburg, il pouvait néanmoins écrire à Bernstein : "Cette

méchante créature Luxemburg est mécontente de la trêve jusqu'à la publication de votre brochure, chaque jour, elle inflige un autre coup d'épingle aux 'tactiques'" <sup>58</sup>.

Parfois, comme nous le verrons, ce courant souterrain émergeait à la surface à travers des accusations calomnieuses et des attaques personnelles.

C'est surtout la droite qui réagit en personnalisant et faisant de "l'ennemi" au sein du parti un bouc-émissaire. Alors qu'une clarification des divergences profondes à travers une confrontation ouverte était nécessaire, la droite, au lieu d'apporter des arguments au débat, recula et se mit à calomnier les membres les plus importants de la gauche.

Montrant un clair sentiment d'infériorité sur le plan théorique, les membres de la droite répandent des insinuations calomnieuses sur Luxemburg en particulier, faisant des commentaires machistes et des insinuations sur sa vie sentimentale et ses relations sociales "malheureuses" (sa relation avec Leo Jogiches n'était pas connue du parti) : "Cette vieille fille intelligente et méchante viendra également à Hanovre. Je la respecte et considère qu'elle est plus forte que Parvus. Mais elle me déteste du fond de son cœur." <sup>59</sup>

Le secrétaire de l'aile droite du parti, Ignaz Auer, admettait auprès de Bernstein : "Même si nous ne sommes pas égaux à nos adversaires, car tout le monde n'est pas capable de jouer un grand rôle, nous ne cérons pas contre la rhétorique et les propos insultants. Mais s'il y avait un divorce "propre", que personne d'ailleurs ne considère sérieusement, Clara [Zetkin] et Rosa se retrouveraient laissées à elles-mêmes. Pas même leurs [amoureux] ne prendraient leur défense, ni les anciens ni les actuels." <sup>60</sup>

Le même Auer n'hésita pas à utiliser des intonations xénophobes ; il disait que "les principales attaques contre Bernstein

54. Rosa Luxemburg, *Ges. Werke* BDI 1/1, S. 255, *Nachbetrachtungen zum Parteitag 12-14. Oktober 1898*, *Sächsische Arbeiter-Zeitung* Dresden. Notre traduction.

55. Rosa Luxemburg, *Ges. Briefe*, Bd 1, p. 279, Lettre à Leo Jogiches, 3 mars 1899. Notre traduction.

56. Rosa Luxemburg, *Ges. Briefe* Bd 1, p. 384, Lettre à Leo Jogiches, 24 septembre 1899. Notre traduction.

57. Rosa Luxemburg, *Ges. Briefe*, Bd 1, p. 322, lettre à Jogiches, 1 mai 1899. Notre traduction.

58. Kautsky à Bernstein, 29 octobre 1898, IISG, Amsterdam, Kautsky-Nicholas, C 210. Notre traduction.

59. Laschitzka, *Ibid*, p. 129, (Ignatz Auer dans une lettre à Bernstein). Notre traduction. Dans son *Histoire générale du socialisme*, Jacques Droz décrit Auer de la manière suivante : "C'est un 'pratien', un 'réformiste' de la pratique qui se fait gloire de ne rien connaître aux doctrines, mais nationaliste au point d'exalter devant les auditoires socialistes l'annexion de l'Alsace-Lorraine et de s'opposer à la reconstitution de la Pologne, et cynique jusqu'à nier l'autorité de l'Internationale ; en fait, il couvre l'orientation des *Sozialistische Monatshefte* et favorise activement le développement du réformisme." (p. 41)

60. Laschitzka, *ibid*, p. 130. Notre traduction.

et ses partisans et contre Schippel n'émanaient pas de camarades allemands et ne sont pas venues du mouvement en Allemagne. Les activités de ces personnes, en particulier de Mme Rosa Luxemburg, ont été déloyales et pas bienveillantes entre camarades" <sup>61</sup>. Ce type de tonalité xénophobe - notamment contre Luxemburg qui était d'origine juive - est devenu un élément permanent de la campagne de la droite, qui allait évoluer de façon de plus en plus violente au cours des années précédant la Première Guerre mondiale. <sup>62</sup>

L'aile droite du parti a même écrit des commentaires satiriques ou des textes sur Luxemburg <sup>63</sup>. Luxemburg et d'autres personnalités de gauche avaient déjà été ciblées d'une manière particulièrement vile en Pologne. Paul Frölich rapporte, dans sa biographie de Luxemburg, que beaucoup de calomnies ont été portées contre des personnalités de gauche comme Warski et Luxemburg. Luxemburg a été accusée d'être payée par l'officier de police de Varsovie Markgrafski, lorsqu'elle publia un article sur la question de l'autonomie nationale ; elle a également été accusée d'être un agent rémunéré de l'Okhrana, la police secrète russe. <sup>64</sup>

Rosa Luxemburg fut de plus en plus écœurée par l'ambiance au sein du parti. "Chaque contact plus étroit avec le gang du parti crée un tel sentiment de malaise que chaque fois je suis déterminée à dire : à trois miles marins du point le plus bas de la marée basse ! Après avoir été avec eux, je sens une telle odeur de saleté, je ressens une telle faiblesse de caractère,

61. Laschitzka, *ibid.*, p. 136, in *Sächsische Arbeiterzeitung*, 29 novembre 1899. Notre traduction.

62. Rosa Luxemburg fut très tôt consciente de l'hostilité à son égard. Lors du Congrès du parti de Hanovre en 1899, la direction ne voulait pas lui laisser prendre la parole sur la question des douanes. Elle décrit son attitude dans une lettre à Jogiches : "Nous ferions mieux de régler cela dans le parti, c'est-à-dire dans le clan. Voilà comment les choses fonctionnent avec eux : si la maison brûle, ils ont besoin d'un bouc-émissaire (un juif), si l'incendie a été éteint, le juif est chassé". (Rosa Luxemburg, *Ges. Briefe*, Bd 1, p. 317, lettre à Leo Jogiches, 27 avril 1899). Victor Adler écrit à Bebel en 1910 qu'il avait "suffisamment de bas instincts pour prendre un certain plaisir à ce que Karl [Kautsky] souffre entre les mains de ses amis. Mais c'est vraiment dommage - la chienne toxique va encore faire beaucoup de dégâts, d'autant plus qu'elle est aussi intelligente qu'un singe tandis que d'autre part son sens des responsabilités est totalement absent et sa seule motivation est un désir presque pervers d'auto-justification". (Nettl, 1, p. 432, version intégrale, Victor Adler à Bebel, 5 août 1910). Notre traduction.

63. Le journal satirique hebdomadaire *Simplicissimus* a même publié un poème méchant dirigé contre Luxemburg (Laschitzka, 136, *Simplicissimus*, 4. Jahrgang, Nr. 33, 1899/1900, S. 263)

64. Frölich, Paul, "Gedanke und Tat", *Rosa Luxemburg*, Dietz-Verlag Berlin, 1990, p. 62

une telle mesquinerie, que je me précipite pour rentrer dans mon trou de souris." <sup>65</sup>

C'était en 1899, mais dix ans plus tard, son opinion sur le comportement des dirigeants du parti ne s'était pas améliorée. "Après tout, essayez de rester calme et ne pas oublier qu'en dehors de la direction du parti et des gredins du type Zietz, il y a encore beaucoup de choses belles et pures. En dehors de l'inhumanité immédiate, il [Zietz] manifeste un symptôme douloureux de la misère générale dans laquelle notre "leadership" a sombré, le symptôme d'un état d'esprit effrayant et terriblement pauvre. Une autre fois, cette algue en décomposition sera je l'espère balayée par une vague écumante" <sup>66</sup>. Et elle a souvent exprimé son indignation face à l'atmosphère bureaucratique étouffante au sein du parti : "Je me sens parfois vraiment misérable ici et j'ai envie de fuir d'Allemagne. Dans n'importe quel village de Sibérie dont vous avez envie de parler, il y a plus d'humanité que dans l'ensemble de la social-démocratie allemande." <sup>67</sup> Cette attitude de désigner des boucs-émissaires visant à détruire la réputation de la gauche a semé les germes de l'assassinat ultérieur de Rosa Luxemburg par les Corps francs qui la tuèrent, en janvier 1919, sous les ordres du SPD. Le ton employé contre elle au sein du parti préparait l'atmosphère de pogrom contre les révolutionnaires au cours de la vague révolutionnaire de 1918-1923. La diffamation qui, peu à peu, s'était infiltrée dans le parti et l'absence d'indignation à ce sujet, en particulier de la part du centre, ont contribué à désarmer moralement le parti.

### Censurer et faire taire l'opposition

En plus de créer des boucs-émissaires, de personnaliser et de mener des attaques xénophobes, les différentes instances du parti, sous l'influence de la droite, commencèrent à censurer les articles de la gauche et de Luxemburg en particulier. Surtout après 1905, alors que la question

65. Rosa Luxemburg, *Ges. Briefe* Bd 1, S. 316, lettre à Leo Jogiches, 27 avril 1899. Notre traduction.

66. Rosa Luxemburg, *Ges. Briefe*, Bd 3 S. 89, lettre à Clara Zetkin, 29 septembre 1909. Notre traduction.

67. Rosa Luxemburg *Ges. Briefe*, Bd 3, p. 268, lettre à Kostja Zetkin, 30 novembre 1910. Notre traduction. Ces lignes furent provoquées par la réaction philistine de la direction du parti à un article qu'elle avait écrit sur Tolstoï, qui avait été considéré à la fois comme hors de propos (les disciplines artistiques n'étaient pas importantes) et peu souhaitable dans la presse du parti parce qu'il faisait l'éloge d'un artiste qui était russe et mystique.

de l'action de masse était à l'ordre du jour (voir ci-dessous), le parti était de plus en plus tenté de museler Rosa Luxemburg et d'empêcher la publication de ses articles sur la question de la grève de masse et de l'expérience russe. Bien que la gauche ait disposé de bastions dans certaines villes <sup>68</sup>, l'ensemble de l'aile droite de l'appareil du parti tentait d'empêcher la propagation des positions de Rosa Luxemburg dans l'organe central du parti, le *Vorwärts* : "Nous devons malheureusement décliner votre article étant donné que, conformément à un accord entre l'exécutif du parti, le Conseil exécutif de l'organisation provinciale prussienne [du SPD] et le rédacteur en chef, la question de la grève de masse ne peut pas être examinée pour le moment dans le *Vorwärts*." <sup>69</sup>

Comme nous le verrons, le déclin moral et l'affaiblissement de la solidarité au sein du parti eurent un effet nocif quand les tensions impérialistes s'aiguèrent alors que la gauche insistait sur la nécessité d'y répondre au moyen de l'action de masse.

Franz Mehring, personnalité bien connue et respectée de la gauche, fut également souvent attaqué. Mais, contrairement à Rosa Luxemburg, il s'offensait facilement et avait tendance à se retirer de la lutte lorsqu'il sentait qu'il avait été injustement attaqué. Par exemple, avant le Congrès du parti à Dresde en 1903, Mehring avait dénoncé l'incompatibilité, pour des sociaux-démocrates, d'être affiliés au parti et, en même temps, d'écrire dans la presse bourgeoise. Les opportunistes avaient lancé une campagne de diffamation contre lui. Mehring demanda un tribunal du parti. Celui-ci se réunit et adopta un "jugement clément" contre les opportunistes. Mais, de plus en plus, alors qu'il était soumis à la pression croissante de la droite, Mehring eut tendance à se retirer de la presse du parti. Luxemburg insistait pour qu'il résiste à la pression de la droite et à ses calomnies : "Vous sentirez sûrement que nous approchons de plus en plus des moments où les masses du parti vont avoir besoin d'une direction énergique, impitoyable et généreuse et que, sans vous, nos pouvoirs, c'est-à-dire l'exécutif, l'organe central, les primaires au Reichstag et le "journal scientifique", deviendront

68. Étant donné que le parti avait un grand nombre de journaux, la plupart n'étaient pas sous le contrôle direct de la direction de Berlin. La publication d'articles du courant de gauche dépendait souvent de l'attitude du Comité de rédaction local. L'aile gauche avait la plus grande audience à Leipzig, Stuttgart, Brême et Dortmund.

69. Nettl 1, p. 421 (édition intégrale). Notre traduction.



sans cesse plus pitoyables, mesquins et lâches. Il est clair que nous allons devoir faire face à cet avenir attractif, et nous devons occuper et tenir toutes les positions qui permettent de mettre hors d'action la direction officielle en exerçant le droit de critiquer. (...) Il est donc de notre devoir de tenir le coup et de ne pas faire la faveur aux patrons officiels du parti de plier bagages. Nous devons accepter les luttes et les frictions continuelles, particulièrement quand quelqu'un a attaqué ce saint des saints, le crétinisme parlementaire, aussi fortement que vous l'avez fait. Mais en dépit de tout, ne pas céder un pouce semble être le mot d'ordre juste. La Neue Zeit ne doit pas être livrée tout entière à la sénilité et à la bureaucratie." <sup>70</sup>

### Le tournant de 1905

Alors que s'ouvrait un nouveau siècle, le fondement sur lequel révisionnistes et réformistes avaient basé leur théorie et leur pratique commençait à s'effriter.

Superficiellement et en dépit de difficultés occasionnelles, la santé de l'économie capitaliste paraissait robuste ; celle-ci poursuivait son expansion irrésistible dans les dernières régions encore inoccupées par les puissances impérialistes, notamment en Afrique et en Chine. L'expansion du capitalisme dans le monde entier avait atteint un stade où les puissances impérialistes ne pouvaient plus étendre leur influence qu'au détriment de leurs rivales. Toutes les grandes puissances se trouvèrent de plus en plus impliquées dans une course aux armements sans précédent, l'Allemagne s'étant en particulier engagée dans un programme de renforcement massif de sa marine de guerre. Bien que peu s'en rendissent compte à l'époque, l'année 1905 marqua un tournant : un conflit entre deux grandes puissances mena à une guerre à grande échelle, et la guerre conduisit au premier surgissement révolutionnaire massif de la classe ouvrière.

La guerre débuta en 1904 entre la Russie et le Japon pour le contrôle de la péninsule coréenne. La Russie subit une défaite humiliante, et les grèves de janvier 1905 furent une réaction directe contre les effets de la guerre. Pour la première fois dans l'histoire, une gigantesque vague de grèves massives secouait un pays tout entier. Le phénomène ne se limitait pas à la Russie. Pas de manière aussi massive, avec des revendications et dans un contexte différents, des mouvements de grève similaires éclatèrent dans

une série d'autres pays européens : 1902 en Belgique, 1903 aux Pays-Bas, 1905 dans la région de la Ruhr en Allemagne et aux Pays-Bas. Un certain nombre de grèves sauvages massives eurent également lieu aux États-Unis entre 1900 et 1906 (notamment dans les mines de charbon en Pennsylvanie). En Allemagne, Rosa Luxemburg – à la fois en tant qu'agitateur et journaliste révolutionnaire pour le parti allemand, et comme membre du Comité Central du SDKPiL <sup>71</sup> suivait attentivement les luttes en Russie et en Pologne <sup>72</sup>. En décembre 1905, elle estima qu'elle ne pouvait plus rester en Allemagne comme simple observateur et partit pour la Pologne participer directement au mouvement. Fortement impliquée au jour le jour dans le processus de la lutte de classe et l'agitation révolutionnaire, elle fut le témoin direct de la dynamique nouvelle de déploiement de la grève de masse <sup>73</sup>. Avec d'autres forces révolutionnaires, elle commença à en tirer les leçons. En même temps que Trotsky écrivait son célèbre livre sur 1905, où il mettait en évidence le rôle des conseils ouvriers, Luxemburg dans son texte, *Grève de masse, parti et des syndicats* <sup>74</sup> soulignait l'importance historique de la "naissance de la grève de masse" et

71. Social-Démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie. Le parti a été fondé en 1893 comme social-démocratie du Royaume de Pologne (SDKP), ses membres les plus connus étant Rosa Luxemburg, Leo Jogiches, Julian Marchlewski et Adolf Warszawski. Il est devenu le SDKPiL suite à la fusion avec le Syndicat des travailleurs en Lituanie dirigé par Feliks Dzerzhinski, entre autres. Une de ses plus importantes caractéristiques distinctives était son internationalisme inébranlable, sa conviction que l'indépendance nationale polonaise n'était pas dans l'intérêt des travailleurs et que le mouvement ouvrier polonais devrait au contraire s'allier étroitement avec la social-démocratie russe et les bolcheviks en particulier. Cela constituait en permanence un motif de désaccord avec le parti socialiste polonais (PPS - Polska Partia Socjalistyczna) qui adopta une orientation de plus en plus nationaliste sous la direction de Josef Pilsudski, lequel devint plus tard (de façon similaire à Mussolini) dictateur de la Pologne.

72. La Pologne, il convient de le rappeler, n'existait pas comme un pays séparé. La plus grande partie de la Pologne historique faisait partie de l'empire des tsars, tandis que les autres parties avaient été absorbées par l'Allemagne et l'Empire austro-hongrois.

73. Elle a été arrêtée en mars 1906, avec Leo Jogiches qui était aussi rentré en Pologne. Il y avait de sérieuses craintes pour sa sécurité, le SDKPiL faisant savoir qu'il prendrait des représailles physiques contre des agents du gouvernement s'ils la touchaient. Un mélange de subterfuge et d'aide de sa famille permit de la faire sortir des geôles tsaristes, d'où elle est revenue en Allemagne. Jogiches fut condamné à huit ans de travaux forcés mais réussit à s'évader de prison.

74. Le texte intégral peut être trouvé sur marxists.org

ses conséquences pour la classe ouvrière au niveau international. Son texte sur la grève de masse fut un premier texte programmatique des courants de gauche dans la 2<sup>ème</sup> Internationale, visant à tirer les leçons les plus larges et à souligner l'importance d'une action autonome, massive de la classe ouvrière. <sup>75</sup>

La théorie de Luxemburg de la grève de masse allait complètement à l'encontre de la vision de la lutte de classe généralement acceptée par le parti et les syndicats. Pour les seconds, la lutte de classe était un peu comme une campagne militaire, dans laquelle la confrontation ne devait être recherchée qu'après que l'armée ait rassemblé une force écrasante, tandis que les dirigeants des syndicats et du parti devaient agir comme un état-major général dirigeant la masse des travailleurs. Tout cela était très éloigné de l'insistance de Luxemburg sur l'auto-activité créatrice des masses, et toute idée selon laquelle les travailleurs eux-mêmes pourraient agir indépendamment de la direction était un anathème pour les dirigeants des syndicats qui, en 1905, furent confrontés pour la première fois à la perspective d'être submergés par une vague massive de luttes autonomes. La réaction de l'aile droite du SPD et de la direction syndicale fut tout simplement d'interdire toute discussion sur la question. Au Congrès des syndicats en mai 1905 à Cologne, elles rejetèrent toute discussion sur la grève de masse comme "répréhensible" <sup>76</sup> et en vinrent à dire que "*le Congrès des Syndicats recommande à tous les travailleurs organisés de s'opposer énergiquement à ceci [la propagation de la grève de masse]*". Cette attitude annonçait la coopération du SPD et des syndicats avec la classe dirigeante dans la lutte contre la révolution.

La bourgeoisie allemande avait également suivi le mouvement avec attention et voulait avant tout empêcher les travailleurs allemands de "copier l'exemple russe". En raison de son discours sur la grève de masse au Congrès du SPD à Iéna en 1905, Rosa Luxemburg fut accusée "d'incitation à la violence" et condamnée à deux mois de prison. Kautsky, dans le même temps, tentait de minimiser l'importance de la grève de masse, insistant sur le fait qu'elle était avant tout un produit des conditions arriérées de la Russie et ne pouvait être appliquée dans un pays avancé comme l'Allemagne. Il utilisa "*le terme 'Méthode russe' comme symbole du manque d'organisation, de primiti-*

70. Nettl, I, p. 464 (édition intégrale). Notre traduction.

75. Voir la série d'articles sur 1905 dans les numéros 120, 122, 123 et 125 de la *Revue Internationale*.

76. Rosa Luxemburg, *Ges. Werke*, T. 2, p. 347



visme, de chaos, de sauvagerie" <sup>77</sup>. Dans son livre de 1909, *Le chemin du pouvoir*, Kautsky affirme que "l'action de masse est une stratégie obsolète pour renverser l'ennemi" et il l'oppose à la stratégie de "guerre d'usure" qu'il propose. <sup>78</sup>

### Le parti de masse contre la grève de masse

Refusant de considérer la grève de masse comme une perspective valable pour la classe ouvrière à travers le monde, Kautsky attaqua la position du Luxemburg comme s'il s'agissait simplement d'une lubie personnelle. Kautsky écrivit à Luxemburg : "Je n'ai pas le temps de vous expliquer les raisons que Marx et Engels, Bebel et Liebknecht ont considéré comme substantielles. En bref, ce que vous voulez est un genre totalement nouveau d'agitation, que nous avons toujours refusé jusqu'à présent. Mais cette nouvelle agitation est d'une nature telle qu'il ne convient pas d'en débattre en public. Si nous publions l'article, vous agiriez pour votre propre compte, comme une personne individuelle et proclamerez une agitation et une action totalement nouvelles, que le parti a toujours rejetées. Une seule personne, quel que soit son statut, ne peut agir pour son propre compte et créer ainsi un fait accompli, ce qui aurait des conséquences imprévisibles pour le parti." <sup>79</sup>

Luxemburg rejeta la tentative de présenter l'analyse et l'importance de la grève de masse comme une "politique personnelle" <sup>80</sup>. Bien que les révolutionnaires doivent reconnaître l'existence de conditions différentes dans différents pays, ils doivent avant tout saisir la dynamique globale de l'évolution des conditions de la lutte de classe, en particulier les tendances qui annoncent l'avenir. Kautsky s'opposa à "l'expérience russe" considérée comme expression de l'arriération de la Russie, refusant ainsi indirectement la solidarité internationale et répandant un point de vue empreint de préjugés nationaux, prétendant que les travailleurs en Allemagne avec leurs puissants syndicats étaient plus avancés et leurs méthodes "supérieures"... et cela à un moment où les

dirigeants syndicaux combattaient déjà la grève de masse et l'action autonome du prolétariat ! Et quand Luxemburg fut envoyée en prison pour avoir fait la propagande pour la grève de masse, Kautsky et ses partisans ne montrèrent aucun signe d'indignation et ne protestèrent pas.

Luxemburg, qui ne pouvait pas être réduite au silence par ces tentatives de censure, reprocha à la direction du parti de concentrer toute son attention sur la préparation des élections : "Toutes les questions de tactique devraient être étouffées par le délire de joie autour de nos succès électoraux actuels et futurs ? Le Vorwärts croit-il vraiment que l'approfondissement et la réflexion politiques de larges couches du parti pourraient être favorisés par cette atmosphère permanente d'acclamation des futurs succès électoraux un an, peut-être un an et demi avant la tenue des élections et en faisant taire toute autocritique au sein du parti ?" <sup>81</sup>

En dehors de Rosa Luxemburg, Anton Pannekoek était le plus critique de la "stratégie d'usure" de Kautsky. Dans son livre "Différences tactiques dans le mouvement ouvrier" <sup>82</sup> Pannekoek entreprit une critique fondamentale et systématique des "vieux outils" du parlementarisme et de la lutte syndicale. Pannekoek devait aussi être la victime de la censure et de la répression au sein de la Social-Démocratie et de l'appareil syndical et perdit ainsi son emploi à l'école du parti. De plus en plus, aussi bien les articles de Luxemburg que ceux de Pannekoek étaient censurés par la presse du parti. En novembre 1911, pour la première fois, Kautsky refusa de publier un article de Pannekoek dans la *Neue Zeit*. <sup>83</sup>

Ainsi, les grèves de masse de 1905 contraignirent la direction du SPD à mon-

trer son vrai visage et à s'opposer à toute mobilisation de la classe ouvrière qui tentait de reprendre à son compte l'expérience "russe". Bien des années avant le déclenchement de la Guerre, les dirigeants syndicaux étaient devenus un rempart du capitalisme. L'argument consistant à "prendre en compte des conditions différentes de la lutte de classe" était en réalité un prétexte pour rejeter la solidarité internationale, alors que l'aile droite de la social-démocratie essayait de susciter des craintes et même d'attiser le ressentiment national vis-à-vis du "radicalisme russe" ; cela allait constituer une arme idéologique importante dans la guerre qui éclata quelques années plus tard. Après 1905, le centre qui avait été hésitant jusqu'alors, fut progressivement de plus en plus attiré vers la droite. L'incapacité et le refus du centre de soutenir la lutte de la gauche dans le parti voulaient dire que la gauche était plus isolée au sein du parti.

Comme le souligna Luxemburg, "l'effet pratique de l'intervention du camarade Kautsky se réduit donc à cela : il a fourni une couverture théorique à ceux qui, dans le parti et les syndicats, assistent avec un sentiment de malaise à la croissance impétueuse du mouvement de masse, souhaiteraient y mettre un frein et le ramener aussi vite que possible sur le bon vieux chemin commode du train-train parlementaire et syndical. Kautsky a fourni un remède à leurs scrupules de conscience, ceci sous l'égide de Marx et Engels, il leur a en même temps fourni un moyen de briser l'échine d'un mouvement de manifestations qu'il prétendait rendre 'toujours plus puissant'". <sup>84</sup>

### La menace de guerre et l'Internationale

Le Congrès de l'Internationale à Stuttgart en 1907 tenta de tirer les leçons de la guerre russo-japonaise et de mettre dans la balance le poids de la classe ouvrière organisée contre la menace croissante de guerre. Quelques 60 000 personnes participèrent à une manifestation où les orateurs de plus d'une douzaine de pays mirent en garde contre le danger de guerre. August Bebel proposa une résolution contre le danger de guerre, qui évitait la question du militarisme comme faisant partie intégrante du système capitaliste et ne mentionnait pas la lutte des travailleurs en Russie contre la guerre. Le Parti allemand tenta d'éviter d'être lié par quelque prescription que ce soit quant à son action en cas de guerre, sous la forme d'une grève générale avant tout. Luxemburg, Lénine et Martov proposèrent ensemble un amendement donnant

77. Rosa Luxemburg, "Das Offiziösentrum der Theorie", *Ges. Werke*, T. 3, p. 307, article published in *Neue Zeit*, 1912. Notre traduction.

78. Le débat entre Kautsky, Luxemburg et Pannekoek a été publié en français sous le titre *Socialisme, la voie occidentale*, Presses Universitaires de France, Paris, 1983.

79. Rosa Luxemburg, *Ges. Werke*, T. 2, p. 380, "Theorie und die Praxis", publié dans la *Neue Zeit*, 28. Jg, 1909/1910, en réponse à l'article de Kautsky "Was nun ?". Notre traduction.

80. Rosa Luxemburg, "Die Theorie und Praxis", *Ges. Werke*, T. 2, p. 398.

81. Rosa Luxemburg, *Ges. Werke*, T. 3, S. 441 "Die totgeschwiegene Wahlrechtsdebatte" ("Le débat caché sur les droits électoraux") 17 août 1910. Notre traduction.

82. Publié en anglais sous le titre *Théorie marxiste et tactiques révolutionnaires*.

83. À l'époque, une autre voix majeure de la gauche en Hollande, Herman Gorter, écrivait à Kautsky. "Des divergences tactiques entraînent souvent une brouille entre amis. Dans mon cas, alors que ma relation avec vous est concernée, ce n'est pas vrai ; comme vous l'avez remarqué. Même si vous avez souvent critiqué Pannekoek et Rosa, avec lesquels je suis d'accord en général (et vous m'avez donc également critiqué) j'ai toujours maintenu le même genre de relation avec vous." Gorter, lettre à Kautsky, Déc. 1914. Kautsky Archive IISG, DXI 283, cité dans *Herman Gorter*, Herman de Liagre Böhl, Nijmegen, 1973, p. 105). "Par admiration et affections anciennes, nous nous sommes toujours abstenus, autant que possible, de nous battre contre vous dans La Tribune." (*De Tribune* était la publication de la Gauche hollandaise à cette époque)

84. Dans "Socialisme, la voie occidentale", p. 123.

une tournure plus énergique à la résolution : "*Au cas où la guerre éclaterait, [les partis socialistes] ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste*".<sup>85</sup> Le Congrès de Stuttgart vota à l'unanimité cette résolution, mais par la suite la majorité de la 2<sup>ème</sup> Internationale ne parvint pas à renforcer son opposition aux préparatifs de guerre croissants. Le Congrès de Stuttgart est entré dans l'histoire comme un exemple de déclarations verbales sans action de la plupart des partis participants<sup>86</sup>. Mais ce fut un moment important de coopération entre les courants de l'aile gauche qui, malgré leurs divergences sur beaucoup d'autres questions, prirent une position commune sur la question de la guerre.

En février 1907, Karl Liebknecht publia son livre *Militarisme et antimilitarisme* avec une attention particulière pour le mouvement international de la jeunesse, dans lequel il dénonçait en particulier le rôle du militarisme allemand. En octobre 1907, il fut condamné à 18 mois de prison pour haute trahison. Au cours de la même année, un dirigeant de l'aile droite du SPD, Noske, déclarait dans un discours prononcé au Reichstag que, dans le cas d'une "guerre de défense", la social-démocratie soutiendrait le gouvernement et "*défendrait la patrie avec grande passion... Notre attitude à l'égard de l'armée est déterminée par notre avis sur la question nationale. Nous exigeons l'autonomie de chaque nation. Mais cela signifie que nous insistons également sur la préservation de l'autonomie du peuple allemand. Nous sommes pleinement conscients que c'est notre devoir et notre obligation que de nous assurer que le peuple allemand ne soit pas poussé contre le mur par d'autres peuples*"<sup>87</sup>.

85. Nettl, I, p. 401 (édition intégrale). Notre traduction.

86. Une faiblesse majeure des déclarations les plus combatives a été l'idée d'une action simultanée. Ainsi, la jeune garde socialiste belge adopta une résolution : "*C'est le devoir des partis socialistes et des syndicats de tous les pays de s'opposer à la guerre. Le moyen le plus efficace de cette opposition est la grève générale et l'insubordination en réponse à la mobilisation de guerre.*" (*Le danger de guerre et la 2<sup>ème</sup> Internationale*, J. Jemnitz, p. 17). Mais ces moyens ne pouvaient être utilisés que s'ils étaient adoptés simultanément dans tous les pays, en d'autres termes l'internationalisme intransigeant et l'action antimilitariste étaient subordonnés à la nécessité que tout le monde partage la même position.

87. Fricke, Dieter, *Handbuch zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, 1869 bis 1917 ; Dietz-Verlag, Berlin, 1987, p. 120. Notre traduction.

Il s'agissait du même Noske qui, en 1918, devint le "chien sanglant" (suivant ses propres mots) de la répression du SPD dirigée contre les travailleurs.

### Brader l'internationalisme pour des succès électoraux

En 1911, l'expédition allemande de la canonnière *Panther* à Agadir provoqua la seconde crise marocaine avec la France. La direction du SPD avait alors renoncé à toute action antimilitariste afin d'éviter de mettre en péril son succès électoral lors des prochaines élections de 1912. Quand Luxemburg dénonça cette attitude, la direction du SPD l'accusa de trahir les secrets du parti. En août 1911, après beaucoup d'hésitation et de tentatives d'éluider la question, la direction du parti distribua un tract sensé être une protestation contre la politique de l'impérialisme allemand au Maroc. Le tract fut fortement critiqué par Luxemburg dans son article "*Notre tract sur le Maroc*"<sup>88</sup>, ignorant comme elle l'a écrit, que Kautsky en était l'auteur. Kautsky répondit alors par une attaque très personnalisée. Luxemburg riposta : "*Kautsky, dit-elle, avait présenté sa critique comme 'un malveillant coup de couteau dans le dos, une perfide attaque contre [Kautsky] en tant que personne.' (...) Le camarade Kautsky aura du mal à douter de mon courage pour faire face ouvertement à une personne, pour critiquer ou me battre contre quelqu'un directement. Je n'ai jamais attaqué personne en embuscade et je rejette fermement l'idée du camarade Kautsky selon laquelle je savais qui avait écrit le tract et que – sans le nommer – je l'avais visé. (...) Mais j'aurais fait attention de ne pas commencer une polémique inutile avec un camarade qui réagit de manière excessive avec un tel déluge de vitupération personnelle, d'amertume et de suspicion contre une critique strictement factuelle, bien que forte, et qui soupçonne une intention personnelle, méchante, une vacherie derrière chaque mot de la critique*".<sup>89</sup> Au Congrès du parti de Iéna en septembre 1911, la direction du parti distribua une brochure spéciale contre Rosa Luxemburg, pleine d'attaques contre elle, l'accusant de violation de confidentialité et d'avoir informé le Bureau socialiste international de la 2<sup>ème</sup> Internationale de la correspondance interne du SPD.

### Kautsky déserte la lutte contre la guerre

88. Rosa Luxemburg, *Ges. Werke*, T. 3, p. 34, publié dans le *Leipziger Volkszeitung*, 26 août 1911. Notre traduction.

89. Rosa Luxemburg, *Ges. Werke*, T. 3, p. 43, publié dans le *Leipziger Volkszeitung*, 30 août 1911. Notre traduction.

Bien que dans son livre de 1909, *le chemin du pouvoir*, Kautsky ait averti que "*la guerre mondiale approche dangereusement*", en 1911 il prédit que "*tout le monde deviendra un patriote*" lorsque que la guerre éclatera. Et que si la Social-Démocratie décidait de nager contre le courant, elle serait réduite en miettes par la foule en colère. Il plaçait ses espoirs de paix dans les "pays qui représentent la civilisation européenne" formant des États-Unis d'Europe. Dans le même temps, il commençait à développer sa théorie du "super-impérialisme", faisant reposer cette théorie sur l'idée que le conflit impérialiste n'est pas une conséquence inévitable de l'expansion capitaliste, mais simplement une "politique" que les États capitalistes éclairés pourraient choisir de rejeter. Kautsky pensait déjà que la guerre pourrait reléguer les contradictions de classe à l'arrière-plan et que l'action de masse du prolétariat serait vouée à l'échec, que – comme il dira quand la guerre éclatera - l'Internationale était seulement utile en temps de paix. Cette attitude consistant à être conscient du danger de guerre, mais de s'incliner devant la pression nationaliste dominante et d'esquiver une lutte déterminée, désarmait la classe ouvrière et ouvrait la voie à la trahison des intérêts du prolétariat. Ainsi, d'une part, Kautsky minimisait l'explosivité réelle des tensions impérialistes avec sa théorie du "super-impérialisme" et donc échouait complètement à percevoir la détermination des classes dirigeantes à préparer à la guerre ; et, d'autre part, il cédait à l'idéologie nationaliste du gouvernement (et de plus en plus de l'aile droite du SPD aussi) plutôt que de l'affronter, par crainte pour le succès électoral du SPD. Son épine dorsale, son esprit combatif, avaient disparu.

Alors qu'une dénonciation déterminée de la préparation de la guerre était nécessaire, et que l'aile gauche faisait de son mieux pour organiser des réunions publiques contre la guerre qui attireraient des participants par milliers, la direction du SPD mobilisait jusqu'au bout pour les prochaines élections législatives de 1912. Luxemburg dénonça le silence imposé sur le danger de guerre comme une tentative opportuniste de gagner des sièges au Parlement, sacrifiant l'internationalisme pour d'obtenir plus de voix.

En 1912, la menace pour la paix que représentait la deuxième guerre balkanique conduisit le Bureau socialiste international à organiser d'urgence un Congrès extraordinaire qui se tint en novembre à Bâle, en Suisse, dans le but de mobiliser la classe ouvrière internationale contre le danger imminent de



guerre. Luxemburg critiqua le fait que le parti allemand se soit limité à se placer à la queue des syndicats allemands qui avaient organisé quelques manifestations discrètes, faisant valoir que le parti comme organe politique de la classe ouvrière n'avait manifesté qu'un intérêt de pure forme à la dénonciation de la guerre. Alors que quelques partis dans d'autres pays avaient réagi plus vigoureusement, le SPD, le plus grand parti de travailleurs du monde, s'était essentiellement retiré de l'agitation et s'était abstenu de protestations plus mobilisatrices. En fait, le Congrès de Bâle qui, une fois de plus, prit fin avec une grande manifestation et un appel à la paix, masqua en réalité la pourriture et la trahison future d'un grand nombre des partis membres de l'Internationale.

Le 3 juin 1913, la fraction parlementaire du SPD vota en faveur d'une taxe militaire spéciale : 37 députés SPD qui s'opposèrent au vote de cette taxe furent réduits au silence par le principe de la discipline de la fraction parlementaire. La violation ouverte de la devise "*pas un seul homme, pas un seul centime*" pour le système préparait le vote des crédits de guerre par la fraction parlementaire en août 1914<sup>90</sup>. Le déclin moral du parti se révélait également dans la réaction de Bebel. En 1870/71, August Bebel – ainsi que Wilhelm Liebknecht (père de Karl Liebknecht) – s'était distingué par son opposition résolue à la guerre franco-prussienne. Maintenant, quatre décennies plus tard, Bebel fut incapable d'adopter une position résolue contre le danger de guerre.<sup>91</sup>

Il devenait de plus en plus évident que, non seulement la droite allait trahir ouvertement, mais aussi que les centristes vacillants avaient perdu tout esprit de combat et échoueraient à s'opposer à la préparation à la guerre d'une manière déterminée. L'attitude défendue par le plus célèbre représentant du "centre", Kautsky, selon lequel le parti devait adapter sa position sur la question de la guerre en fonction des réactions de la population (soumission passive si la majorité du pays se soumettait au nationalisme ou une attitude plus résolue s'il y avait une opposition croissante à la guerre), fut alors justifiée par le risque de "s'isoler soi-même de la plus grande partie du parti". Lorsque, après 1910, le courant autour de

Kautsky prétendit être le "centre marxiste", contrairement à la gauche (radicale, extrémiste, non marxiste), Luxemburg étiqueta ce "centre" de représentants de la lâcheté, de la prudence et du conservatisme.

Son abandon de la lutte, son incapacité à s'opposer à la droite et à suivre la gauche dans sa lutte déterminée, participa à désarmer les travailleurs. Ainsi, la trahison d'août 1914 par la direction du parti ne fut pas une surprise ; elle avait été préparée petit à petit dans un processus au coup par coup. Le soutien à l'impérialisme allemand devint tangible lors de plusieurs votes au Parlement à l'appui des crédits de guerre, dans les efforts visant à enrayer les manifestations contre la guerre, dans l'attitude d'ensemble pour prendre parti en faveur de l'impérialisme allemand et l'enchaînement de la classe ouvrière au nationalisme et au patriotisme. Le processus de musellement de l'aile gauche avait été crucial dans l'abandon de l'internationalisme et avait préparé la répression des révolutionnaires en 1919.

### L'aveuglement par le nombre et l'intégration graduelle dans l'État

Alors que la direction du SPD avait axé ses activités sur les élections législatives, le parti lui-même était aveuglé par le succès électoral et perdait de vue l'objectif final du mouvement ouvrier. Le parti salua la croissance apparemment sans interruption de ses électeurs, du nombre de ses députés et de celui des lecteurs de la presse du parti. La croissance fut en effet impressionnante : en 1907, le SPD avait 530 000 membres ; en 1913, le chiffre avait plus que doublé à 1,1 million. Le SPD en réalité était le seul parti de masse de la 2<sup>ème</sup> Internationale et le plus grand parti de n'importe quel parlement européen. Cette croissance numérique donnait l'illusion d'une grande force. Même Lénine fut remarquablement dépourvu de sens critique sur les "chiffres impressionnants" relatifs à l'impact du parti, au nombre de ses électeurs et de ses membres.<sup>92</sup>

92. Dans un article intitulé "Comment V. Zassoulich anéantit le courant liquidateur", il écrivait : "On compte actuellement en Allemagne environ 1 million de membres du parti. Les électeurs sociaux-démocrates y sont au nombre approximatif de 4,25 millions, et les prolétaires de 15 millions (...) Le million, c'est le parti. Ce million adhère aux organisations du parti ; les 4,25 millions, c'est la 'large couche'. Il met en évidence que "En Allemagne, par exemple, c'est 1/15 environ de la classe qui est organisée dans le parti ; en France, c'est environ 1/140 ; en Allemagne, pour un membre du parti on compte 4 à 5 Sociaux-démocrates de la 'couche large" ; en France, 14." Lénine ajoute : "Le parti est la couche consciente et avancée de la classe, il en est l'avant-

Bien qu'il soit impossible d'établir une relation mécanique entre l'intransigeance politique et les scores électoraux, les élections de 1907, quand le SPD condamnait encore la répression barbare de l'impérialisme allemand contre les soulèvements des Hereros dans le sud-ouest africain, se soldèrent par un "revers". Le SPD y perdit 38 sièges au Parlement et se retrouva avec 43 sièges "seulement". En dépit du fait que le pourcentage du SPD dans le vote global ait effectivement augmenté, aux yeux de la direction du parti, ce revers électoral signifiait que celui-ci avait été sanctionné par les électeurs et avant tout par les électeurs de la petite bourgeoisie, en raison de sa dénonciation de l'impérialisme allemand. La conclusion qu'elle tirait, c'était que le SPD devait éviter de s'opposer trop fortement à l'impérialisme et au nationalisme, car cela lui coûterait des votes. Au lieu de cela, le parti devait concentrer toutes ses forces sur la campagne pour les prochaines élections, même si cela devait signifier censurer les discussions en son sein et éviter tout ce qui risquait de mettre en péril son score électoral. Lors des élections de 1912, le parti obtint 4,2 millions voix (38,5 % des suffrages exprimés) et remporta 110 sièges. Il était devenu le plus grand parti parlementaire, mais seulement en enterrant l'internationalisme et les principes de la classe ouvrière. Dans les parlements locaux, il avait plus de 11 000 élus. Le SPD comptait 91 journaux et 1,5 millions d'abonnés. Lors des élections de 1912, l'intégration du SPD dans le jeu de la politique parlementaire est allé encore plus loin puisqu'il retira ses candidats dans plusieurs circonscriptions au profit du Parti populaire progressiste (Fortschrittliche Volkspartei), bien que ce parti appuyât inconditionnellement la politique de l'impérialisme allemand. Pendant ce temps, le *Sozialistische Monatshefte* (en principe une publication indépendante du parti, mais en réalité l'organe théorique des révisionnistes) soutenait ouvertement la politique coloniale de l'Allemagne et les revendications de l'impérialisme allemand pour une redistribution des colonies.

En fait, la mobilisation totale du parti pour les élections législatives alla de pair avec son intégration progressive dans l'appareil d'État. Le vote indirect pour le budget en juillet 1910<sup>93</sup>, le renforcement

garde. La force de cette avant-garde est supérieure de dix fois, de cent fois, et davantage à son importance numérique. (...) L'organisation décuple les forces" (septembre 1913, Œuvres complètes, Tome 19. Éditions sociales.)

93. Rosa Luxemburg, *Ges. Werke*, T. 2, p. 378

90. Luxemburg, *Ges. Werke*, T. 3, p. 11

91. "Je suis dans une situation absolument absurde – je dois assumer la responsabilité de me condamner au silence bien que, si je suivais mes propres désirs je me retournerais contre la direction, me condamnant ainsi." (Jennitz, p. 73, Lettre de Bebel à Kautsky). Bebel meurt d'une crise cardiaque dans un sanatorium en Suisse, le 13 août.



de la coopération avec les partis bourgeois (qui avait jusqu'alors constitué un tabou), le désistement de candidats pour faire élire comme députés des bourgeois du Fortschrittliche Volkspartei, la désignation d'un candidat pour les élections municipales à Stuttgart – telles furent certaines des étapes sur la route de la participation directe du SPD dans l'administration de l'État.

Cette tendance globale à une interconnexion croissante entre les activités parlementaires du SPD et son identification avec l'État fut fustigée par la gauche, en particulier par Anton Pannekoek et Rosa Luxemburg. Pannekoek consacra tout un livre aux *Différences tactiques au sein du mouvement ouvrier*. Luxemburg, qui était extrêmement attentive à l'effet asphyxiant du parlementarisme, fit pression pour l'initiative et l'action de la base : *"L'exécutif le plus idéal d'un parti ne serait en mesure de parvenir à rien, s'enfoncerait involontairement dans l'inefficacité bureaucratique, si la source naturelle d'énergie, la volonté du parti, ne se faisaient pas sentir, si la pensée critique, l'initiative de la masse des membres du parti étaient en sommeil. En fait, c'est plus que cela. Si sa propre énergie, la vie intellectuelle indépendante de la masse du parti, n'est pas assez active, alors les autorités centrales ont la tendance assez naturelle non seulement à rouiller bureaucratiquement mais également à se faire une idée totalement fautive de leur propre autorité et de leur position de force à l'égard du parti. Le plus récent décret dit "secret" de l'exécutif concernant le personnel éditorial du parti peut servir de preuve récente, une tentative de prendre des décisions pour la presse du parti, qu'on ne peut que rejeter de la façon la plus sévère. Toutefois, ici aussi, il est nécessaire de préciser : contre l'inefficacité et les illusions excessives du pouvoir des autorités centrales du mouvement ouvrier, il n'y a pas d'autre chemin que sa propre initiative, sa propre pensée et la vie politique fraîche, palpitante de la large masse du parti."*<sup>94</sup>

En fait, Luxemburg insistait constamment sur la nécessité pour la masse des membres du parti de se "réveiller" et d'assumer leur responsabilité contre la

direction du parti dégénérante. *"Les grandes masses [du parti] doivent s'activer selon leur propre voie, elles doivent être en mesure de développer leur propre énergie de masse, leur propre conduite, elles doivent devenir actives en tant que masses, agir, montrer et développer de la passion, du courage et de la détermination."*<sup>95</sup>

*"Chaque pas en avant dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière doit en même temps signifier une indépendance intellectuelle croissante de la masse des ouvriers, la croissance de sa propre activité, l'autodétermination et l'initiative (...) C'est d'une importance vitale pour le développement normal de la vie politique dans le parti, pour garder éveillées et actives la pensée politique et la volonté de la masse du parti. Nous avons, bien sûr, la Conférence annuelle du parti, la plus haute instance qui fixe régulièrement la volonté de tout le parti. Toutefois, il est évident que les conférences des partis ne peuvent que donner de grandes lignes de la tactique pour la lutte social-démocrate. L'application de ces lignes directrices à la pratique exige une pensée infatigable et de l'initiative (...) Vouloir qu'un cadre du parti soit responsable de la tâche énorme de vigilance quotidienne et d'initiative politiques sur une organisation de presque 1 million de membres attendant passivement d'être commandée, c'est la chose la plus incorrecte qui soit du point de vue de la lutte de classe prolétarienne. C'est sans doute cette répréhensible "obéissance aveugle" que, assurément, nos opportunistes veulent voir dans la subordination qui va de soi à toutes les décisions du parti dans son ensemble."*<sup>96</sup>

### La "discipline de fraction" étranglée la responsabilité individuelle

Le 4 Août 1914, la fraction parlementaire du SPD vota à l'unanimité les crédits de guerre. La direction du parti et de la fraction parlementaire avaient exigé la "discipline de fraction". La censure (censure de l'État ou autocensure ?) et la fausse unité du parti suivaient leur propre logique, tout le contraire de la responsabilité individuelle. Le proces-

sus de dégénérescence signifiait que la capacité de pensée critique et d'opposition à la fausse unité du parti avait été éliminée. Les valeurs morales du parti furent sacrifiées sur l'autel du capital. Au nom de la discipline du parti, celui-ci exigeait l'abandon de l'internationalisme prolétarien. Karl Liebknecht, dont le père avait osé rejeter le soutien aux crédits de guerre en 1870, cédait maintenant aux pressions du Parti. Ce n'est que quelques semaines plus tard, après un premier regroupement de camarades restés fidèles à l'internationalisme, qu'il osa exprimer ouvertement son rejet de la mobilisation pour la guerre par la direction du SPD. Mais le vote des crédits de guerre par le SPD allemand déclencha une avalanche de soumission au nationalisme dans d'autres pays européens. Avec la trahison du SPD, la 2<sup>ème</sup> Internationale signa son arrêt de mort et se désintégra.

La montée du courant opportuniste et révisionniste, qui était apparu le plus clairement dans le plus grand parti de la 2<sup>ème</sup> Internationale, et qui avait abandonné l'objectif du renversement de la société capitaliste, signifiait que la vie prolétarienne, la combativité et l'indignation morale avaient disparu du SPD, ou au moins dans les rangs de sa direction et de sa bureaucratie. En même temps, ce processus fut indissociablement lié à la dégénérescence programmatique du SPD, visible dans son refus d'adopter les nouvelles armes de la lutte des classes, la grève de masse et l'auto-organisation des travailleurs, et l'abandon progressif de l'internationalisme. Le processus de dégénérescence de la social-démocratie allemande, qui n'était pas un phénomène isolé dans la 2<sup>ème</sup> Internationale, conduisit à sa trahison en 1914. Pour la première fois, une organisation politique des travailleurs n'avait pas seulement trahi les intérêts de la classe ouvrière, elle était devenue l'une des armes les plus efficaces entre les mains de la classe capitaliste. La classe dirigeante en Allemagne pouvait désormais compter sur l'autorité du SPD, et la fidélité qu'il avait inspirée dans la classe ouvrière, pour déclencher une guerre et écraser la révolte contre la guerre de la part des travailleurs. Les leçons de la dégénérescence de la Social-démocratie restent donc d'une importance cruciale pour les révolutionnaires d'aujourd'hui.

Heinrich / Jens

94. Rosa Luxemburg, *"De nouveau sur les masses et les leaders"*, août 1911, publié initialement dans le *Leipziger Volkszeitung*. Notre traduction.

95. Rosa Luxemburg, *Ges. Werke*, T. 3, p. 253, "Taktische Fragen", Juin 1913. Notre traduction.

96. *"De nouveau sur les masses et les leaders"*, op. cit. Notre traduction.

# Sur la nature et la fonction du parti politique du prolétariat

## *Internationalisme* n° 38 – octobre 1948

### Introduction du CCI

Le document que nous publions ci-dessous est paru pour la première fois en 1948 dans les pages d'*Internationalisme*, la presse du petit groupe Gauche Communiste de France, dont le CCI se réclame depuis sa formation en 1975. Il a été reproduit, au début des années 1970, dans le *Bulletin d'études et de discussion* publié par le groupe français Révolution internationale qui allait par la suite devenir la section en France du nouveau Courant Communiste International. Le Bulletin était lui-même le précurseur de l'organe théorique du CCI, la *Revue internationale*, et son but était d'ancrer plus solidement le nouveau groupe RI - et ses très jeunes militants - à travers une réflexion théorique et une meilleure connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier, y compris l'histoire de ses confrontations avec les nouvelles questions théoriques posées par l'histoire.<sup>1</sup>

Le principal objet de ce texte est d'examiner les conditions historiques qui déterminent la formation et l'activité des organisations révolutionnaires. L'idée même de "détermination" est fondamentale. Bien que la création et le maintien d'une organisation révolutionnaire soient le fruit d'une volonté militante cherchant à être facteur actif de l'histoire, la forme que cette volonté se donne n'existe pas indépendamment de la réalité sociale et surtout indépendamment du niveau de combativité et de conscience dans

1. Aujourd'hui encore nous partageons le fond de l'ensemble des idées présentes dans ce texte et souvent même nous les soutenons à la lettre. C'est le cas en particulier du rôle politique fondamental et irremplaçable du parti du prolétariat pour la victoire de la révolution, mais l'expression suivante du texte ne permet pas au mieux de rendre compte de la dynamique de développement de la lutte de classe et des relations entre la classe et le parti : "*Laissées à leur propre développement interne, les luttes des ouvriers contre les conditions d'exploitation capitaliste peuvent mener tout au plus à des explosions de révolte*". En effet, le rôle des révolutionnaires doit ici être précisé. Il n'est pas d'apporter la conscience aux ouvriers mais d'approfondir et accélérer le développement de celle-ci dans ses rangs. Pour d'avantage d'éléments concernant notre position sur le sujet, nous renvoyons le lecteur aux articles suivants : "Le communisme n'est pas un bel idéal, il est à l'ordre du jour de l'histoire [1<sup>o</sup> partie]" dans la *Revue internationale* n° 90 ; "Question d'organisation ; sommes-nous devenus "léninistes"?" dans les n° 96 et 97 de la *Revue internationale* ; "1903-1904 : la naissance du bolchevisme (III). La polémique entre Lénine et Rosa Luxembourg" dans la *Revue internationale* n° 118.

Par ailleurs, nous signalons que nous avons tenté d'améliorer la lisibilité de la republication de cet article d'*Internationalisme* en corrigeant des coquilles ou des petites erreurs grammaticales et en introduisant des intertitres.

### Introduction d'*Internationalisme*

Notre groupe s'est donné comme tâche le réexamen des grands problèmes que pose la nécessité de reconstituer un nouveau mouvement ouvrier révolutionnaire. Il devait considérer l'évolution de la société capitaliste vers le capitalisme d'État, et ce qui subsiste de l'ancien mouvement ouvrier, servant depuis un certain temps, d'appui à la classe capi-

taliste pour entraîner le prolétariat derrière elle, il devait aussi examiner ce qui, dans cet ancien mouvement ouvrier, sert de matériel à cette classe dans ce but, et comment. Puis nous avons été amenés à reconsidérer ce qui, dans le mouvement ouvrier, restait acquis et ce qui était dépassé depuis le *Manifeste Communiste*.

Enfin, il était normal que nous ten-

les les larges masses de la classe ouvrière. La conception selon laquelle la création d'un parti de classe ne dépend que de la "volonté" des militants était celle du trotskisme dans les années 1930 mais aussi, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, du nouveau Partito Comunista Internazionalista, le précurseur des multiples groupes bordiguistes et de l'actuelle Tendance Communiste Internationale (ex-BIPR). L'article d'*Internationalisme* souligne, à juste raison selon nous, qu'il s'agit ici de deux conceptions fondamentalement différentes de l'organisation politique : l'une volontariste et idéaliste, l'autre matérialiste et marxiste. Au mieux, la conception volontariste ne pouvait mener qu'à un opportunisme congénital - comme ce fut le cas pour le PCInt et ses descendants ; au pire à la conciliation avec l'ennemi de classe et au passage dans le camp de la bourgeoisie.

L'importance de la réflexion théorique et historique sur cette question, pour la jeune génération de l'après-68, est évidente. Elle devait préserver le CCI (même si elle ne l'a pas immunisé, loin s'en faut) des pires effets de l'activisme effréné et de l'impatience typiques de cette période, et qui ont mené tant de groupes et de militants vers le néant politique.

Ce texte reste, nous en sommes profondément convaincus, tout autant d'actualité aujourd'hui pour une nouvelle génération de militants et, plus particulièrement, dans son insistance sur ce fait que la classe ouvrière n'est pas une simple catégorie sociologique mais une classe avec un rôle spécifique à jouer dans l'histoire : celui de renverser le capitalisme et d'édifier la société communiste<sup>2</sup>. Le rôle des révolutionnaires dépend aussi des périodes historiques : lorsque la situation de la classe ouvrière fait qu'il lui est impossible d'influer sur le cours des événements, le rôle des révolutionnaires n'est pas d'ignorer cette réalité et de s'illusionner sur le fait que leur intervention immédiate pourrait changer le cours des événements, mais de s'atteler à une tâche bien moins spectaculaire, celle de préparer les conditions théoriques et politiques pour l'intervention déterminante dans les luttes de classes du futur.

2. La même réflexion théorique sous-tend un autre article, "Les tâches de l'heure", publié dans *Internationalisme* en 1946 et réédité dans la *Revue internationale* n°32 ([http://fr.internationalism.org/rinte32/Internationalisme\\_1947\\_parti\\_ou\\_cadres.htm](http://fr.internationalism.org/rinte32/Internationalisme_1947_parti_ou_cadres.htm))

dions à étudier les problèmes posés par la révolution et par le socialisme. C'est dans ce but que nous avons présenté une étude sur l'État après la révolution et que nous présentons aujourd'hui à la discussion une étude sur le problème du parti révolutionnaire du prolétariat.

Cette question est, rappelons-le, une des questions les plus importantes du

mouvement ouvrier révolutionnaire. C'est elle qui opposa Marx et les marxistes aux anarchistes, à certaines tendances socialistes-démocratiques et ensuite, aux tendances syndicalistes-révolutionnaires. Elle est au centre des préoccupations de Marx qui a gardé surtout une attitude critique à l'égard des différents organismes qui se sont nommés partis "ouvriers", "socialistes", Internationales et autres. Marx, quoique participant activement, dans des moments donnés, à la vie de certains de ces organismes, ne les considéra jamais que comme des groupes politiques au sein desquels, selon la phrase du *Manifeste*, les communistes peuvent se manifester comme "avant-garde du prolétariat". Le but des communistes était de pousser plus loin l'action de ces organismes et de garder en leur sein toute possibilité de critique et d'organisation autonome. Ensuite, c'est la scission au sein du parti ouvrier social-démocrate russe entre tendance menchevik et bolchevik sur l'idée développée par Lénine dans *Que faire ?* C'est le problème qui opposa, dans les groupes marxistes ayant rompu avec la social-démocratie, Raden-kommunisten et le KAPD à la troisième Internationale. C'est aussi dans cet ordre de pensée que s'inscrit la divergence entre le groupe de Bordiga et Lénine au sujet de la politique de "front unique" préconisée par Lénine

et Trotsky et adoptée par l'IC. C'est enfin sur ce problème que subsiste une des divergences essentielles entre différents groupes, au sein de l'opposition : entre "trotskystes", "bordiguistes" et c'est ce problème qui fit l'objet des discussions de tous les groupes qui se manifestèrent à cette époque.

Aujourd'hui, nous avons à refaire l'examen critique de toutes ces manifestations du mouvement ouvrier révolutionnaire. Nous devons dégager dans son évolution - c'est-à-dire dans la manifestation de différents courants d'idées à ce sujet - un courant qui, selon nous, exprime le mieux l'attitude révolutionnaire, et essayer de poser le problème pour le futur mouvement ouvrier révolutionnaire.

Nous devons également reconsidérer d'une façon critique les points de vue d'où l'on a abordé ce problème, voir ce qu'il y a de constant dans l'expression révolutionnaire du prolétariat, mais aussi ce qu'il y a de dépassé et les problèmes nouveaux qui se posent.

Or, il est bien évident qu'un tel travail ne peut porter des fruits que s'il constitue un objet de discussion entre groupes et au sein des groupes qui se proposent de reconstituer un nouveau mouvement ouvrier révolutionnaire.

L'étude présentée aujourd'hui constitue donc une participation à cette discussion ; elle s'inscrit dans cet ordre de pré-

occupations et n'a donc pas d'autre prétention, quoique présentée sous la forme de thèses. Elle a surtout comme but de susciter la discussion et la critique, plus que d'apporter des solutions définitives. C'est un travail de recherche et qui vise moins à l'approbation ou au rejet pur et simple qu'à susciter d'autres travaux de ce genre.

Cette étude a comme objet de préoccupation essentielle "la manifestation de la conscience révolutionnaire" du prolétariat. Mais il y a un nombre de questions qui s'inscrivent au programme de ce problème du parti et qui ne sont qu'effleurées : des problèmes organisationnels, des problèmes sur les rapports entre le parti et des organismes tels que les conseils d'ouvriers, des problèmes concernant l'attitude des révolutionnaires devant la constitution de plusieurs groupes se réclament DU parti révolutionnaire et œuvrant à sa construction, les problèmes que posent les tâches pré et postrévolutionnaires, etc. ...

Il convient donc que les militants qui comprennent que la tâche de l'heure est l'examen de ces divers problèmes interviennent activement dans cette discussion, soit au travers de leurs propres journaux ou bulletins, soit dans ce bulletin, pour ceux qui ne disposent pas momentanément d'une telle possibilité d'expression.

## Le rôle décisif de la conscience pour la révolution prolétarienne

1. L'idée de la nécessité d'un organisme politique agissant du prolétariat, pour la révolution sociale, semblait être acquise dans le mouvement ouvrier socialiste.

Il est vrai que les anarchistes ont toujours protesté contre le terme "politique" donné à cet organisme. Mais la protestation anarchiste provenait du fait qu'ils entendaient le terme de l'action politique dans un sens très étroit, synonyme pour eux, d'une action pour des réformes législatives : participation aux élections et au parlement bourgeois, etc... Mais ni les anarchistes, ni aucun autre courant dans le mouvement ouvrier ne nient la nécessité du regroupement des révolutionnaires socialistes dans des associations qui, par l'action et la propagande, se donnent pour tâche d'intervenir et d'orienter la lutte des ouvriers. Or, tout groupement qui se donne pour tâche d'orienter dans une certaine direction les luttes sociales est un groupement politique.

Dans ce sens, la lutte d'idée autour du caractère politique ou non politique

à donner à ces organisations n'est qu'un débat de mots, cachant au fond, sous des phrases générales, des divergences concrètes sur l'orientation, sur les buts à atteindre et les moyens pour y parvenir. En d'autres termes, des divergences précisément politiques.

Si aujourd'hui surgissent à nouveau des tendances qui remettent en question la nécessité d'un organisme politique pour le prolétariat, c'est une conséquence de la dégénérescence et du passage au service du capitalisme des partis qui furent autrefois des organisations du prolétariat : les partis socialistes et communistes. Les termes de politique et de partis politiques subissent actuellement un discrédit, même dans des milieux bourgeois. Cependant, ce qui a conduit à des faillites retentissantes n'est pas la politique mais CERTAINES politiques. La politique n'étant rien d'autre que l'orientation que se donnent les hommes dans l'organisation de leur vie sociale ; se détourner de cette action, c'est renoncer à vouloir orienter la vie sociale et par conséquent à vouloir la transformer, c'est subir et accepter la société présente.

2. La notion de classe est essentiellement une notion historico-politique, et non simplement une classification économique. Économiquement, tous les hommes font partie d'un et même système de production dans une période historique donnée. La division basée sur les positions distinctes que les hommes occupent dans un même système de production et de répartition et qui ne dépasse pas le cadre de ce système, ne peut devenir le postulat de la nécessité historique du dépassement de celui-ci. La division en catégories économiques n'est alors qu'un moment de la contradiction interne constante se développant avec le système, mais restant circonscrite à l'intérieur des limites de celui-ci. L'opposition historique est en quelque sorte extérieure, dans le sens qu'elle s'oppose à l'ensemble du système pris comme un tout, et cette opposition se réalise dans la destruction du système social existant et son remplacement par un autre basé sur un nouveau mode de production. La classe est la personnification de cette opposition historique en même temps qu'elle est la force sociale-humaine la



réalisant.

Le prolétariat n'existe en tant que classe dans le plein sens du terme que dans l'orientation qu'il donne à ses luttes, non en vue de l'aménagement de ses conditions de vie à l'intérieur du système capitaliste, mais dans son opposition à l'ordre social existant. Le passage de la catégorie à la classe, de la lutte économique à la lutte politique, n'est pas un processus évolutif, un développement continu immanent, de façon que l'opposition historique de classe émerge automatiquement et naturellement après avoir été longtemps contenue dans la position économique des ouvriers. De l'une à l'autre, il y a un bond dialectique qui s'effectue. Il consiste dans la prise de conscience de la nécessité historique de la disparition du système capitaliste. Cette nécessité historique coïncide avec l'aspiration du prolétariat à la libération de sa condition d'exploité et la contient.

3. Toutes les transformations sociales dans l'histoire avaient pour condition fondamentale déterminante le développement des forces productives devenues incompatibles avec la structure par trop étroite de l'ancienne société. C'est aussi dans l'impossibilité de dominer plus longtemps les forces productives qu'il a développées que le capitalisme accuse sa propre fin et la raison de son effondrement et apporte ainsi la condition et la justification historique de son dépassement par le socialisme.

Mais hormis cette condition, les différences dans le déroulement entre les révolutions antérieures (y compris la révolution bourgeoise) et la révolution socialiste, restent décisives et nécessitent une étude approfondie de la part de la classe révolutionnaire.

Pour la révolution bourgeoise, par exemple, les forces de production incompatibles avec le féodalisme, trouvent encore la condition de leur développement dans un système de propriété d'une classe possédante. De ce fait, le capitalisme développe économiquement ses bases lentement et longtemps à l'intérieur du monde féodal. La révolution politique suit le fait économique et le consacre. De ce fait également, la bourgeoisie n'a pas un besoin impérieux d'une conscience du mouvement économique et social. Son action est directement propulsée par la pression des lois du développement économique qui agissent sur elle comme des forces aveugles de la nature et déterminent sa volonté. Sa conscience demeure un facteur de second ordre. Elle retarde sur les faits. Elle est plus enregistrement qu'orientation. La révolution bourgeoise se situe dans cette préhistoire

de l'humanité où les forces productives encore peu développées dominent les hommes.

Le socialisme au contraire est basé sur un développement des forces productives incompatible avec toute propriété individuelle ou sociale d'une classe. De ce fait le socialisme ne peut fonder des assises économiques au sein de la société capitaliste. La révolution politique est la première condition d'une orientation socialiste de l'économie et de la société. De ce fait également, le socialisme ne peut se réaliser qu'en tant que conscience des finalités du mouvement, conscience des moyens de leur réalisation et volonté consciente de l'action. La conscience socialiste PRECEDE ET CONDITIONNE l'action révolutionnaire de la classe. La révolution socialiste est le début de l'histoire où l'homme est appelé à dominer les forces productives qu'il a déjà fortement développées et cette domination est précisément l'objet que se pose la révolution socialiste.

4. Pour cette raison, toutes les tentatives d'asseoir le socialisme sur des réalisations pratiquées au sein de la société capitaliste sont par la nature même du socialisme vouées à l'échec. Le socialisme exige, dans le temps un développement avancé des forces productives, pour espacer la terre entière, et pour condition primordiale la volonté consciente des hommes. La démonstration expérimentale du socialisme au sein de la société capitaliste ne peut pas dépasser, dans le meilleur des cas, le niveau d'une utopie. Et la persistance dans cette-voie mène de l'utopie à une position de conservation et de renforcement du capitalisme<sup>3</sup>. Le socialisme en régime capitaliste ne peut être qu'une démonstration théorique, sa matérialisation ne peut prendre que la forme d'une force idéologique, et sa réalisation que la lutte révolutionnaire du prolétariat contre l'ordre social existant.

Et puisque l'existence du socialisme ne peut se manifester d'abord que dans la conscience socialiste, la classe qui le porte et le personnifie n'a d'existence historique que par cette conscience. La formation du prolétariat en tant que classe historique n'est que la formation de sa conscience socialiste. Ce sont là deux aspects d'un même processus historique inconcevables séparément parce qu'inexistants l'un sans l'autre.

3.. C'est ce qu'il est advenu de tous les courants du socialisme utopique qui, devenus des écoles, ont perdu leur aspect révolutionnaire pour se transformer en forces conservatrices actives. Voir le Proudhonisme, le Fourierisme, le coopérativisme, le réformisme et le socialisme d'État.

La conscience socialiste ne découle pas de la position économique des ouvriers, elle n'est pas un reflet de leur condition de salariés. Pour cette raison, la conscience socialiste ne se forge pas simultanément et spontanément dans les cerveaux de tous les ouvriers et uniquement dans leurs cerveaux. Le socialisme en tant qu'idéologie apparaît séparément et parallèlement aux luttes économiques des ouvriers, tous les deux ne s'engendrent pas l'un l'autre quoique s'influençant réciproquement et se conditionnant dans leur développement, tous les deux trouvent leurs racines dans le développement historique de la société capitaliste.

### La formation du parti de classe dans l'histoire

5. Si les ouvriers ne deviennent "classe par elle-même et pour elle-même" (selon l'expression de Marx et Engels) que par la prise de conscience socialiste, on peut dire que le processus de constitution de la classe s'identifie au processus de formation des groupes de militants révolutionnaires socialistes. Le parti du prolétariat n'est pas une sélection, pas davantage une "délégation" de la classe, mais c'est le mode d'existence et de vie de la classe elle-même. Pas plus qu'on ne peut saisir la matière en dehors du mouvement, on ne peut saisir la classe en dehors de sa tendance à se constituer en organismes politiques. "L'organisation du prolétariat en classe, donc en parti politique" (*Manifeste Communiste*) n'est pas une formule du hasard, mais exprime la pensée profonde de Marx-Engels. Un siècle d'expérience a magistralement confirmé la validité de cette façon de concevoir la notion de classe.

6. La conscience socialiste ne se PRODUIT pas par génération spontanée mais se REPRODUIT sans cesse, et une fois apparue elle devient dans son opposition au monde capitaliste existant, le principe actif déterminant et accélérant, dans et par l'action, son propre développement. Toutefois ce développement est conditionné et limité par le développement des contradictions du capitalisme. Dans ce sens la thèse de Lénine de la "conscience socialiste injectée aux ouvriers" par le parti en opposition à la thèse de Rosa de la "spontanéité" de la prise de conscience engendrée au cours d'un mouvement partant de la lutte économique pour aboutir à la lutte socialiste révolutionnaire, est certainement plus exact. La thèse de la "spontanéité", aux apparences démocratiques, a quant au fond, une tendance mécaniste d'un déterminisme économique rigoureux. Elle part d'une relation de cause à effet : la conscience

socialiste ne serait que la résultante, l'effet d'un mouvement premier, à savoir, la lutte économique des ouvriers qui l'engendrerait. Elle serait en outre d'une nature fondamentalement passive par rapport aux luttes économiques, qui seront l'élément actif. La conception de Lénine restitue à la conscience socialiste et au Parti qui la matérialise leur caractère de facteur et de principe essentiellement actifs. Elle ne la détache pas mais l'inclut dans la vie et dans le mouvement.

**7.** La difficulté fondamentale de la révolution socialiste réside dans cette situation complexe et contradictoire : d'une part la révolution ne peut se réaliser qu'en tant qu'action CONSCIENTE de la GRANDE MAJORITE de la classe ouvrière, d'autre part cette prise de conscience se heurte aux conditions qui sont faites aux ouvriers dans la société capitaliste, conditions qui empêchent et détruisent sans cesse la prise de conscience par les ouvriers de leur mission historique révolutionnaire. Cette difficulté ne peut absolument pas être surmontée uniquement par la propagande théorique indépendamment de la conjoncture historique. Mais moins encore que dans la propagande pure, la difficulté ne saurait trouver la condition de sa solution par les luttes économiques des ouvriers. Laissées à leur propre développement interne, les luttes des ouvriers contre les conditions d'exploitation capitaliste peuvent mener tout au plus à des explosions de révolte, c'est-à-dire à des réactions négatives mais qui sont absolument insuffisantes pour leur action positive de transformation sociale, uniquement possible par la conscience des finalités du mouvement. Ce facteur ne peut être que cet élément politique de la classe qui tire sa substance théorique, non des contingences et du particularisme de la position économique des ouvriers, mais du mouvement des possibilités et des nécessités historiques. Seule l'intervention de ce facteur permet à la classe de passer du plan de la réaction négative au plan de l'action positive, de la révolte à la révolution.

**8.** Mais il serait absolument erroné de vouloir substituer ces organismes, manifestations de la conscience et de l'existence de la classe, à la classe elle-même et ne considérer la classe que comme une masse informe destinée à servir de matériau à ces organismes politiques. Cela serait substituer une conception militariste à la conception révolutionnaire du rapport entre la conscience et l'être, entre le parti et la classe. La fonction historique du parti n'est pas d'être un État-Major dirigeant l'action de la classe considérée comme une armée, et comme

elle ignorant le but final, les objectifs immédiats des opérations, et le mouvement "d'ensemble des manœuvres". La révolution socialiste n'est en rien comparable à l'action militaire. Sa réalisation est conditionnée par la conscience qu'ont les ouvriers eux-mêmes dictant leur décision et actions propres.

Le Parti n'agit donc pas à la place de la classe. Il ne réclame pas la "confiance" dans le sens bourgeois du mot, c'est-à-dire d'être une délégation à qui est confié le sort - et la destinée - de la société. Il a uniquement pour fonction historique d'agir en vue de permettre à la classe d'acquiescer elle-même la conscience de sa mission, de ses buts et des moyens qui sont les fondements de son action révolutionnaire.

**9.** Avec la même vigueur que doit être combattue cette conception du Parti État-Major, agissant pour le compte et à la place de la classe, doit également être rejetée cette autre conception qui, partant du fait que "l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes" (*Adresse Inaugurale de la première Internationale*) prétend nier le rôle du militant et du parti révolutionnaire. Sous le prétexte très louable de ne pas imposer leur volonté aux ouvriers, ces militants s'esquivent de leur tâche, fuient leur propre responsabilité et mettent les révolutionnaires à la queue du mouvement ouvrier.

Les premiers se mettent en dehors de la classe, en la niant et en se substituant à elle, les seconds se mettent non moins en dehors d'elle, en niant la fonction propre à l'organisation de classe qu'est le parti, en se niant comme facteur révolutionnaire et en s'excluant par l'interdiction qu'ils jettent sur leur propre action.

**10.** Une correcte conception des conditions de la révolution socialiste doit partir des éléments suivants et les englober :

a. Le socialisme n'est une nécessité que du fait que le développement atteint par les forces de production n'est plus compatible avec une société divisée en classes.

b. Cette nécessité ne peut devenir réalité que par la volonté et l'action consciente de la classe opprimée, dont la libération sociale se confond avec la libération de l'humanité de son aliénation aux forces de production auxquelles elle a été assujettie jusqu'à ce jour.

c. Le socialisme étant à la fois nécessité objective et volonté subjective, il ne peut s'exprimer que dans L'ACTION révolutionnaire consciente de sa finalité.

d. L'action révolutionnaire est inconcevable en dehors d'un programme ré-

volutionnaire. De même l'élaboration du programme est inséparable de l'action. Et c'est parce que le Parti révolutionnaire est un "corps de doctrine et une volonté d'action" (Bordiga) qu'il est la concrétisation la plus achevée de la conscience socialiste, et l'élément fondamental de sa réalisation.

**11.** La tendance à la constitution du Parti du prolétariat se fait dès la naissance de la société capitaliste. Mais tant que les conditions historiques pour le socialisme ne sont pas suffisamment développées, l'idéologie du prolétariat comme la construction du Parti ne peuvent que rester au stade embryonnaire. Ce n'est qu'avec la "Ligue des Communistes" qu'apparaît pour la première fois un type achevé d'organisation politique du prolétariat.

Quand on examine de près le développement de la constitution des partis de classe, il apparaît immédiatement le fait que l'organisation en partis ne suit pas une progression constante, mais au contraire enregistre des périodes de grand développement alternant avec d'autres pendant lesquelles le Parti disparaît. Ainsi l'existence organique du Parti ne semble pas dépendre uniquement de la volonté des individus qui le composent. Ce sont les situations objectives qui conditionnent son existence. Le parti étant essentiellement un organisme d'action révolutionnaire de la classe, il ne peut exister que dans des situations où l'action de la classe se fait jour. En absence de conditions d'action de classe des ouvriers (stabilité économique et politique du capitalisme, ou à la suite de défaites profondes des luttes ouvrières), le parti ne peut subsister. Il se disloque organiquement ou bien il est obligé pour subsister, c'est-à-dire pour exercer une influence, de s'adapter aux conditions nouvelles qui nient l'action révolutionnaire, et alors le Parti inévitablement se remplit d'un contenu nouveau. Il devient-conformiste, c'est-à-dire qu'il cesse d'être le parti de la dévolution.

Marx, mieux que tout autre a compris le conditionnement de l'existence du Parti. A deux reprises, il se fait l'artisan de la dissolution de la grande organisation, en 1851- au lendemain de la défaite de la révolution et du triomphe de la réaction en Europe, une seconde fois en 1873 après la défaite de la Commune de Paris, il se prononce franchement pour la dissolution. La première fois, de la Ligue des Communistes, et la seconde fois, de la première Internationale.



## La tâche de l'heure pour les militants révolutionnaires

**12.** L'expérience de la deuxième Internationale confirme l'impossibilité de maintenir au prolétariat son parti dans une période prolongée d'une situation non révolutionnaire. La participation finale des partis de la deuxième Internationale à la guerre impérialiste de 1914 n'a fait que révéler la longue corruption de l'organisation. La perméabilité et pénétrabilité, toujours possibles, de l'organisation politique du prolétariat par l'idéologie de la classe capitaliste régnante, prennent dans des périodes prolongées de stagnation et de reflux de la lutte de classe, une ampleur telle que l'idéologie de la bourgeoisie finit par se substituer à celle du prolétariat, qu'inévitablement le parti se vide de son contenu de classe primitif pour devenir l'instrument de classe de l'ennemi.

L'histoire des partis communistes de la troisième Internationale a de nouveau démontré l'impossibilité de sauvegarder le parti dans une période de reflux révolutionnaire et sa dégénérescence dans une telle période.

**13.** Pour ces raisons, la constitution de partis, celle d'une Internationale par les trotskystes depuis 1935 et la constitution récente d'un Parti Communiste Internationaliste en Italie, tout en étant des formations artificielles, ne peuvent être que des entreprises de confusion et d'opportunisme. Au lieu d'être des moments de la constitution du futur Parti de classe, ces formations sont des obstacles et le discréditent par la caricature qu'elles présentent. Loin d'exprimer une maturation de la conscience, et un dépassement de l'ancien programme qu'elles transforment en dogmes, elles ne font que reproduire l'ancien programme et se font prisonnières de ces dogmes. Rien d'étonnant que ces formations reprennent les positions arriérées et dépassées de l'ancien Parti en les aggravant encore, comme la tactique du parlementarisme, syndicalisme, etc. ...

**14.** Mais la rupture de l'existence organisationnelle du Parti ne signifie pas une rupture dans le développement de l'idéologie de classe. Les reflux révolutionnaires signifient en premier lieu l'immaturation du programme révolutionnaire. La défaite est le signal de la nécessité de réexamen critique de positions programmatiques antérieures, et l'obligation de son dépassement sur la base de l'expérience vivante de la lutte.

Cette œuvre critique positive d'élaboration programmatique se poursuit au

travers des organismes émanant de l'ancien Parti. Ils constituent l'élément actif dans la période de recul pour la constitution du futur parti dans une période d'un nouveau flux révolutionnaire. Ces organismes, ce sont les groupes ou fractions de gauche issus du parti après sa dissolution organisationnelle ou son aliémentation idéologique. Telles furent : la Fraction de Marx dans la période allant de la dissolution de la Ligue à la constitution de la première Internationale, les courants de gauche dans la deuxième Internationale (pendant la Première Guerre mondiale) et qui ont donné naissance aux nouveaux partis et Internationale en 1919 ; tels sont les fractions de gauche et les groupes qui poursuivent leur travail révolutionnaire depuis la dégénérescence de la troisième Internationale. Leur existence et leur développement sont la condition de l'enrichissement du programme de la révolution et de la reconstruction du parti de demain.

**15.** L'ancien parti une fois happé et passé au service de la classe ennemie cesse définitivement d'être un milieu où s'élabore et chemine la pensée révolutionnaire, et où peuvent se former des militants du prolétariat. Aussi c'est ignorer le fondement de la notion de parti que d'escompter sur des courants venant de la social-démocratie ou du stalinisme, pour servir de matériaux de construction du nouveau parti de classe. Les trotskystes adhérant aux partis de la deuxième Internationale ou poursuivant l'hypocrite pratique du noyautage en direction de ces partis, afin de susciter dans ces milieux anti-prolétariens des courants "révolutionnaires" avec qui ils veulent constituer le nouveau parti du prolétariat, montrent par là qu'eux-mêmes ne sont qu'un courant mort, expression d'un mouvement passé et non d'avenir.

De même que le nouveau Parti de la révolution ne peut se constituer sur la base d'un programme dépassé par les événements, de même il ne peut se construire avec des éléments qui restent organiquement attachés à des organismes qui ont cessé à jamais d'être de la classe ouvrière.

**16.** L'histoire du mouvement ouvrier n'a jamais connu de période plus sombre et un recul plus profond de la conscience révolutionnaire que la période présente. Si l'exploitation économique des ouvriers apparaît comme condition absolument insuffisante pour la prise de conscience de leur mission historique, il s'avère que cette prise de conscience est infiniment plus difficile que ne le pensaient les militants révolutionnaires. Peut-être faut-il pour que le prolétariat puisse se ressaisir,

que l'humanité connaisse le cauchemar de la Troisième Guerre mondiale et l'horreur du monde en chaos, et que le prolétariat se trouve d'une façon tangible placé dans le dilemme : mourir ou se sauver par la révolution, pour qu'il trouve la condition de son ressaisissement et de sa conscience.

**17.** Il ne nous appartient pas dans le cadre de cette thèse de rechercher les conditions précises qui permettront la prise de conscience du prolétariat, ni quelles seront les données de groupement et d'organisation unitaire que se donnera le prolétariat pour son combat révolutionnaire. Ce que nous pouvons avancer à ce sujet, et que l'expérience des trente dernières années nous autorise à affirmer, d'une façon catégorique, c'est que ni les revendications économiques, ni toute la gamme des revendications dites "démocratiques" (parlementarisme, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, etc...) ne peuvent servir de fondement à l'action historique du prolétariat. Pour ce qui concerne les formes d'organisation, il apparaît avec encore plus d'évidence que ce ne pourront pas être les syndicats, avec leur structure verticale, professionnelle, corporatiste. Toutes ces formes d'organisation devront être reléguées au musée de l'histoire et appartiennent au passé du mouvement ouvrier. Mais dans la pratique elles doivent être absolument abandonnées et dépassées. Les nouvelles organisations devront être unitaires, c'est-à-dire englober la grande majorité des ouvriers et dépasser le cloisonnement particulariste des intérêts professionnels. Leur fondement sera le plan social, leur structure la localité. Les conseils ouvriers, tels qu'ils ont surgi en 1917 en Russie et en 1918 en Allemagne, apparaissent comme le type nouveau d'organisation unitaire de la classe, c'est dans ce type de conseils ouvriers et non dans un rajeunissement des syndicats que les ouvriers trouveront la forme la plus appropriée de leur organisation.

Mais quelles que soient les formes nouvelles d'organisation unitaire de la classe, elles ne changent en rien le problème de la nécessité de l'organisme politique qu'est le Parti, ni le rôle décisif qu'il a à jouer. Le parti restera le facteur conscient de l'action de classe. Il est la force motrice idéologique indispensable à l'action révolutionnaire du prolétariat. Dans l'action sociale il joue un rôle analogue à l'énergie dans la production. La reconstruction de cet organisme de classe est à la fois conditionnée par une tendance se faisant jour dans la classe ouvrière de rupture avec l'idéologie capitaliste et s'engageant pratiquement dans une

lutte contre le régime existant en même temps que cette reconstruction est une condition d'accélération et d'approfondissement de cette lutte et la condition déterminante de son triomphe.

**18.** On ne saurait déduire du fait de l'inexistence, dans la période présente, des conditions requises pour la construction du parti, à l'inutilité ou à l'impossibilité de toute activité immédiate des militants révolutionnaires. Entre "l'activisme" creux des faiseurs de partis, et l'isolement individuel, entre un aventurisme et un pessimisme impuissants, le militant ne saurait faire un choix, mais les combattre comme étant également étrangers à l'esprit révolutionnaire et nuisibles à la cause de la révolution. Rejetant également la conception volontariste de l'action militante qui se présente comme l'unique facteur déterminant le mouvement de la classe et la conception mécaniste du parti, simple reflet du passif du mouvement, le militant doit considérer son action comme un des facteurs qui, dans l'interaction avec les autres facteurs, conditionne et détermine l'action de la classe. C'est en partant de cette conception que le militant trouve le fondement de la nécessité et de la valeur de son activité, en même temps que la limite de ses possibilités et de sa portée. Adapter son activité aux conditions de la conjoncture présente, c'est le seul moyen de la rendre efficiente et féconde.

**19.** La volonté de construire, en toute hâte et à tout prix, le nouveau parti de classe, en dépit des conditions objectives défavorables et en les violentant, relève à la fois d'un volontarisme aventuriste et infantile et d'une fausse appréciation de la situation et de ses perspectives immédiates, et finalement d'une totale méconnaissance de la notion de parti et des rapports entre le parti et la classe. Aussi, toutes ces tentatives sont fatalement vouées à l'échec, ne réussissant dans les meilleurs des cas qu'à créer des groupements opportunistes se traînant dans les sillages des grands partis de la deuxième et de la troisième Internationales. La seule raison qui justifie alors leur existence n'est plus que le développement en leur sein d'un esprit de chapelle et de secte.

Ainsi toutes ces organisations sont non seulement happées dans leur positivité par leur "activisme" immédiat dans l'engrenage de l'opportunisme mais encore produisent dans leur négativité un esprit borné propre à des sectes, un patriotisme de clocher, un attachement craintif et superstitieux à ses "chefs", à la reproduction caricaturale du jeu des grandes organisations, à la déification de règles d'organisation et à la soumission

à une discipline "librement consentie" d'autant plus tyrannique et plus intolérable qu'elle est en proportion inverse du nombre.

Dans son double aboutissement, la construction artificielle et prématurée du parti conduit à la négation de la construction de l'organisme politique de la classe, à la destruction des cadres et à la perte, à échéance plus ou moins brève mais certaine, du militant, usé, épuisé, dans le vide et complètement démoralisé.

**20.** La disparition du Parti, soit par son rétrécissement et sa dislocation organisationnelle comme ce fut le cas pour la première Internationale, soit par son passage au service du capitalisme comme ce fut le cas pour les partis des deuxième et troisième Internationales, exprime dans l'un et l'autre cas la fin d'une période dans la lutte révolutionnaire du prolétariat. La disparition du parti est alors inévitable et aucun volontarisme ou la présence d'un chef plus ou moins génial ne saurait l'en empêcher.

Marx et Engels ont vu à deux reprises l'organisation du prolétariat, à la vie de laquelle ils ont pris part de façon prépondérante, se briser et mourir. Lénine et Luxembourg ont assisté impuissants à la trahison des grands partis sociaux-démocrates. Trotsky et Bordiga n'ont rien pu transformer de la dégénérescence des partis communistes et leur transformation en une monstrueuse machine du capitalisme que nous connaissons depuis.

Ces exemples nous enseignent, non pas l'inanité du Parti comme le prétend une analyse superficielle et fataliste, mais seulement que cette nécessité qu'est le Parti de la classe n'a pas une existence basée sur une ligne uniformément continue et ascendante, que son existence même n'est pas toujours possible, que son développement et son existence sont en correspondance et étroitement liés à la lutte de classe du prolétariat, qui lui donne naissance et qu'il exprime. C'est pourquoi la lutte des militants révolutionnaires au sein du parti au cours de sa période de dégénérescence et avant sa mort en tant que parti ouvrier a un sens révolutionnaire, mais non celui vulgaire que lui ont donné les diverses oppositions trotskystes. Pour ces dernières, il s'agissait de redressements, et pour redresser il fallait avant tout que l'organisation et son unité ne soient pas mises en péril. Il s'agissait pour eux de maintenir l'organisation dans sa splendeur passée alors que précisément les conditions objectives ne le permettaient pas et que la splendeur de l'organisation ne pouvait se maintenir qu'au prix d'une altération constante et croissante, de sa nature ré-

volutionnaire et de classe. Ils cherchaient dans des mesures organisationnelles les remèdes pour sauver l'organisation, sans comprendre que l'effondrement organisationnel est toujours l'expression et le reflet d'une période de reflux révolutionnaire et souvent la solution de loin préférable à sa survivance et qu'en tout cas ce que les révolutionnaires avaient à sauver c'était non l'organisation mais l'idéologie de la classe risquant de sombrer dans l'effondrement de l'organisation.

Ne comprenant pas les causes objectives de l'inévitable perte de l'ancien parti, on ne pouvait comprendre la tâche des militants dans cette période. De l'échec de la sauvegarde de l'ancien parti à la classe, on concluait à la nécessité de construire dans l'immédiat un nouveau parti. L'incompréhension ne faisait que se doubler d'un aventurisme, le tout basé sur une conception volontariste du parti.

Une étude correcte de la réalité fait comprendre que la mort de l'ancien parti implique précisément l'impossibilité immédiate de construire un nouveau parti ; elle signifie l'inexistence dans la période présente des conditions nécessaires pour l'existence de tout parti, aussi bien ancien que nouveau.

Dans une telle période, seuls peuvent subsister des petits groupes révolutionnaires assurant une solution de continuité moins organisationnelle qu'idéologique, condensant en leur sein l'expérience passée du mouvement et de la lutte de la classe, présentant le trait d'union entre le parti d'hier et celui de demain, entre le point culminant de la lutte et de la maturité de la conscience de classe dans la période de flux passé vers son dépassement dans la nouvelle période de flux dans l'avenir. Dans ces groupes se poursuit la vie idéologique de la classe, l'autocritique de ses luttes, le réexamen critique de ses idées antérieures, l'élaboration de son programme, la maturation de sa conscience et la formation de nouveaux cadres de militants pour la prochaine étape de son assaut révolutionnaire.

**21.** La période présente que nous vivons est le produit, d'une part de la défaite de la première grandiose vague révolutionnaire du prolétariat international qui a mis fin à la Première Guerre impérialiste et qui a atteint son point culminant dans la révolution d'Octobre 1917 en Russie et dans le mouvement spartakiste de 1918-19, d'autre part par des transformations profondes opérées dans la structure économique-politique du capitalisme évoluant vers sa forme ultime et décadente, le capitalisme d'État. Au surplus, un rapport dialectique existe entre cette évolution du capitalisme et la défaite de



la révolution.

Malgré leur combativité héroïque, malgré la crise permanente et insurmontable du système capitaliste et l'aggravation inouïe et croissante des conditions de vie des ouvriers, le prolétariat et son avant-garde ne purent tenir tête à la contre-offensive du capitalisme. Ils ne trouvèrent pas face à eux le capitalisme classique et furent surpris par ses transformations posant des problèmes auxquels ils n'étaient pas préparés ni théoriquement ni politiquement. Le prolétariat et son avant-garde qui, longtemps et couramment, avaient confondu capitalisme et possession privée des moyens de production, socialisme et étatisation, se sont trouvés dérouter et désespérés devant les tendances du capitalisme moderne à la concentration étatique de l'économie et à sa planification. Dans leur immense majorité, les ouvriers se sont laissés gagner à l'idée que cette évolution présentait un mode de transformation original de la société du capitalisme vers le socialisme. Ils se sont associés à cette œuvre, ils ont abandonné leur mission historique et sont devenus les artisans les plus surs de la conservation de la société capitaliste.

Ce sont là les raisons historiques qui donnent au prolétariat sa physionomie actuelle. Tant que ces conditions prévaudront, tant que l'idéologie de capitalisme d'État dominera le cerveau des ouvriers, il ne saurait être question de reconstruction du parti de classe. Ce n'est que lorsqu'au travers des cataclysmes sanglants qui jalonnent la phase du capitalisme d'État, le prolétariat aura saisi tout l'abîme qui sépare le socialisme libérateur du monstrueux régime étatique actuel, quand il se manifesterà en son sein une tendance croissante à se détacher de cette idéologie qui l'emprisonne et l'annihile, que la voie sera à nouveau ouverte à "l'organisation du prolétariat en classe, donc en parti politique". Cette étape sera d'autant plus vite franchie et facilitée par le prolétariat que les noyaux révolutionnaires auront su faire l'effort théorique nécessaire pour répondre aux problèmes nouveaux posés par le capitalisme d'État et aider le prolétariat à retrouver sa solution de classe et les moyens pour sa réalisation.

**22.** Dans la période présente, les militants révolutionnaires ne peuvent subsister qu'en formant des petits groupes se livrant à un travail patient de propagande forcément limité dans son étendue, en même temps qu'à un effort acharné de recherches et de clarification théorique.

Ces groupes ne s'acquitteront de leur tâche que par la recherche de contacts

avec d'autres groupes sur le plan national et international, sur la base des critères délimitatifs des frontières de classe. Seuls de tels contacts et leur multiplication en vue de la confrontation des positions et la clarification des problèmes permettront aux groupes et militants de résister physiquement et politiquement à la terrible pression du capitalisme dans la période présente et permettre à ce que tous les efforts soient une contribution réelle à la lutte émancipatrice du prolétariat.

### Le Parti de demain

**23.** Le Parti ne saurait être une simple reproduction de celui d'hier. Il ne pourra être reconstruit sur un modèle idéal tiré du passé. Aussi bien que son programme, sa structure organique et le rapport qui s'établit entre lui et l'ensemble de la classe sont fondés sur une synthèse de l'expérience passée et des nouvelles conditions plus avancées de l'étape présente. Le Parti suit l'évolution de la lutte de classe et à chaque étape de l'histoire de celle-ci correspond un type propre de l'organisme politique du prolétariat.

À l'aube du capitalisme moderne, dans la première moitié du 19<sup>e</sup> Siècle, la classe ouvrière encore dans sa phase de constitution menant des luttes locales et sporadiques ne pouvait donner naissance qu'à des écoles doctrinaires, à des sectes et des ligues. La Ligue des Communistes était l'expression la plus avancée de cette période en même temps que son *Manifeste* et son Appel de "*prolétaires de tous les pays, unissez-vous*", elle annonçait la période suivante.

La première Internationale correspond à l'entrée effective du prolétariat sur la scène des luttes sociales et politiques dans les principaux pays d'Europe. Aussi groupe-t-elle toutes les forces organisées de la classe ouvrière, ses tendances idéologiques les plus diverses. La première Internationale réunit à la fois tous les courants et tous les aspects de la lutte ouvrière contingente : économiques, éducatifs, politiques et théoriques. Elle est au plus haut point L'ORGANISATION UNITAIRE de la classe ouvrière, dans toute sa diversité.

La deuxième Internationale marque une étape de différenciation entre la lutte économique des salariés et la lutte politique sociale. Dans cette période de plein épanouissement de la société capitaliste, la deuxième Internationale est l'organisation de la lutte pour des réformes et des conquêtes politiques, l'affirmation politique du prolétariat, en même temps qu'elle marque une étape supérieure dans la délimitation idéologique au sein

du prolétariat, en précisant et élaborant les fondements théoriques de sa mission historique révolutionnaire.

La Première Guerre mondiale signifiait la crise historique du capitalisme et l'ouverture de sa phase de déclin. La révolution socialiste passa dès lors du plan de la théorie au plan de la démonstration pratique. Sous le feu des événements, le prolétariat se trouvait en quelque sorte forcé de construire hâtivement son organisation révolutionnaire de combat. L'apport programmatique monumental des premières années de la troisième Internationale s'est avéré cependant insuffisant et inférieur à l'immensité des problèmes à résoudre posés par cette phase ultime du capitalisme et de sa transition révolutionnaire. En même temps, l'expérience a vite démontré l'immaturité idéologique générale de l'ensemble de la classe. Devant ces deux écueils, et sous la pression des nécessités surgies des événements et de leur rapidité, la troisième Internationale était amenée à répondre par des mesures organisationnelles : la discipline de fer des militants, etc...

L'aspect organisationnel devant compléter l'inachèvement programmatique et le parti à l'immaturité de la classe aboutissaient à la substitution du parti à l'action de la classe elle-même et à l'altération de la notion du parti et des rapports de celui-ci avec la classe.

**24.** Sur la base de cette expérience, le futur parti aura pour fondement le rétablissement de cette vérité que : la révolution si elle contient un problème d'organisation n'est cependant pas une question d'organisation. La révolution est avant tout un problème idéologique de maturation de la conscience dans les larges masses du prolétariat.

Aucune organisation, aucun parti ne peut se substituer à la classe elle-même, car plus que jamais il reste vrai que "*l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*". Le parti qui est la cristallisation de la conscience de la classe n'est ni différent ni synonyme de la classe. Le parti reste nécessairement une petite minorité ; son ambition n'est pas la plus grande force numérique. À aucun moment il ne peut ni se séparer, ni remplacer l'action vivante de la classe. Sa fonction reste celle d'inspiration idéologique au cours du mouvement et de l'action de la classe.

**25.** Au cours de la période insurrectionnelle de la révolution, le rôle du parti n'est pas de revendiquer le pouvoir pour lui, ni de demander aux masses de lui faire "confiance". Il intervient et développe son activité en vue de l'auto-mobilisa-

tion de la classe à l'intérieur de laquelle il tend à faire triompher les principes et les moyens d'action révolutionnaires.

La mobilisation de la classe autour du parti à qui elle "confie" ou plutôt abandonne la direction est une conception reflétant un état d'imaturité de la classe. L'expérience a montré que, dans de telles conditions, la révolution se trouve finalement dans l'impossibilité de triompher et doit rapidement dégénérer en entraînant un divorce entre la classe et le parti. Ce dernier se trouve rapidement dans l'obligation de recourir de plus en plus à des moyens de coercition pour s'imposer à la classe et devient ainsi un obstacle redoutable pour la marche en avant de la révolution.

Le parti n'est pas un organisme de direction et d'exécution, ces fonctions appartenant en propre à l'organisation unitaire de la classe. Si les militants du parti, participent à ces fonctions, c'est en tant que membres de la grande communauté du prolétariat.

**26.** Dans la période postrévolutionnaire, celle de la dictature du prolétariat, le parti n'est pas le parti unique, classique des régimes totalitaires. Ce dernier se caractérise par son identification et son assimilation avec le pouvoir étatique dont il détient le monopole. Au contraire, le parti de classe du prolétariat se caractérise en ce qu'il se distingue de l'État en face de qui il présente l'antithèse historique. Le parti unique totalitaire tend à s'enfler et à incorporer des millions d'individus pour en faire l'élément physique de sa domination et de son oppression. Le parti du prolétariat au contraire de par sa nature, reste une sélection idéologique sévère, ses militants n'ont pas d'avantages à conquérir ou à défendre. Leur privilège est d'être seulement les combattants les plus clairvoyants et les plus dévoués à la cause révolutionnaire. Le parti ne vise donc pas à incorporer en son sein de larges masses car, au fur et à mesure que son idéologie deviendra celle des larges masses, la nécessité de son existence tendra à disparaître et l'heure de sa dissolution commencera à sonner.

## Régime intérieur du parti

**27.** Les problèmes concernant les règles d'organisation qui constituent le régime intérieur du parti occupent une place aussi décisive que son contenu programmatique. L'expérience passée et plus particulièrement celle des partis de la troisième Internationale ont montré que la conception du parti constitue un tout unitaire. Les règles organisationnelles sont un aspect et une manifestation de cette conception. Il n'y a pas une question d'organisation séparée de l'idée qu'on a sur le rôle et la fonction du parti et du rapport de celui-ci avec la classe. Aucune de ces questions n'existe en soi, mais constitue des éléments constitutifs et expressifs du tout.

Les partis de la troisième Internationale avaient telles règles ou tels régimes intérieure parce qu'ils se sont constitués dans une période d'imaturité évidente de la classe, ce qui les a amenés à substituer le parti à la classe, l'organisation à la conscience, la discipline à la conviction.

Les règles organisationnelles du futur parti devront donc être fonction d'une conception renversée du rôle du parti, dans une étape plus avancée de la lutte, reposant sur une maturité idéologique plus grande de la classe.

**28.** Les questions du centralisme démocratique ou organique qui occupèrent une place prépondérante dans la troisième Internationale perdront de leur acuité pour le futur parti. Quand l'action de la classe reposait sur l'action du parti, la question de l'efficacité pratique maxima de cette dernière devait nécessairement dominer le parti, qui d'ailleurs ne pouvait apporter que des solutions fragmentaires.

L'efficacité de l'action du parti ne consiste pas dans son action pratique de direction et d'exécution, mais dans son action idéologique. La force du parti ne repose donc pas sur la soumission disciplinaire des militants mais sur leur connaissance, leur développement idéologique plus grand, leurs convictions

plus sûres.

Les règles de l'organisation ne découlent pas des notions abstraites, hissées à la hauteur des principes immanents et immuables, démocratie ou centralisme. De tels principes sont vides de sens. Si la règle de décisions prises à la majorité (démocratie) apparaît, à défaut d'une autre, plus appropriée, être la règle à maintenir, cela ne signifie nullement que par définition la majorité possède la vertu d'avoir le monopole de la vérité et des positions justes. Les positions justes découlent de la plus grande connaissance de l'objet, de la plus grande pénétration et du serrement plus étroit de la réalité.

Aussi les règles intérieures de l'organisation sont fonction de l'objectif que se donne et qui est celui du parti. Quel que soit l'importance de l'efficacité de son action pratique immédiate, qui peut lui donner l'exercice d'une discipline plus grande, elle demeure toujours moins importante que l'épanouissement maxima de la pensée des militants et en conséquence lui est subordonnée.

Tant que le Parti reste le creuset où s'élabore et s'approfondit l'idéologie de la classe, il a pour règle, non seulement la liberté la plus grande des idées et des divergences dans le cadre de ses principes programmatiques, mais a pour fondement le souci de favoriser et d'entretenir sans cesse la combustion de la pensée, en fournissant les moyens pour la discussion et la confrontation des idées et des tendances en son sein.

**29.** Vue sous cet angle, rien n'est aussi étranger à la conception du Parti que cette monstrueuse conception d'un parti homogène monolithique et monopoliste.

L'existence de tendances et de fractions au sein du parti n'est pas tolérance, un droit pouvant être accordé, donc sujet à discussion.

Au contraire, l'existence des courants dans le Parti - dans le cadre des principes acquis et vérifiés - est une des manifestations d'une conception saine de la notion du Parti.

Juin 1948, Marco.



# La guerre d'Espagne met en évidence les lacunes fatales de l'anarchisme

## Première partie : Programme et pratique

L'article précédent de la série nous a conduits dans le travail du mouvement révolutionnaire alors que celui-ci sortait de la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale. Nous avons montré comment, malgré cette catastrophe, les meilleurs éléments du mouvement marxiste ont continué à se maintenir sur la perspective du communisme. Leur conviction dans cette perspective n'avait pas disparu même si la Guerre mondiale n'avait pas, contrairement à ce que beaucoup de révolutionnaires avaient prédit, provoqué un nouveau surgissement du prolétariat contre le capitalisme et malgré aussi le fait que celle-ci avait aggravé la défaite déjà terrible qui s'était abattue sur la classe ouvrière dans les années 1920 et 1930. Nous nous sommes concentrés en particulier sur les travaux de la Gauche Communiste de France, qui était probablement la seule organisation à comprendre que les tâches de l'heure demeuraient celles d'une fraction, pour préserver et approfondir les acquis théoriques du marxisme afin de construire un pont vers les futurs mouvements prolétaires qui créeraient les conditions pour la reconstitution d'un réel parti communiste. Cela avait été le projet des fractions de gauche italienne et belge avant la guerre, même si une partie importante de cette gauche communiste internationale avait perdu de vue cela avec l'euphorie de courte durée suite à la reprise des luttes ouvrières en Italie en 1943 et la fondation du parti communiste internationaliste en Italie.

Dans le cadre de cet effort pour développer le travail des fractions de gauche avant la guerre, la GCF avait poursuivi

Cette série a toujours été basée sur la conviction que seul le marxisme fournit une méthode cohérente pour comprendre ce qu'est le communisme et sa nécessité et, en s'appuyant sur l'expérience historique de la classe ouvrière, qu'il est aussi une possibilité réelle et pas seulement le souhait d'un monde meilleur. C'est pourquoi une grande partie de cette série a été reprise avec l'étude des avancées et des erreurs de l'aile marxiste du mouvement ouvrier dans son effort pour comprendre et élaborer le programme communiste. Pour la même raison, elle s'est penchée à certains moments sur les tentatives du mouvement anarchiste pour développer sa vision de la future société. Dans l'article "Anarchisme ou communisme" <sup>1</sup>, nous soulignons que la

1. Dans la série "Le communisme n'est pas un bel idéal, mais une nécessité matérielle [10e partie]". Volume I. *Revue Internationale* n° 79. <http://fr.internationalism.org/rinte79/comm.htm>.

le travail consistant à tirer les leçons de la révolution russe et à examiner les problèmes de la période de transition : la dictature du prolétariat, l'État de transition, le rôle du parti et l'élimination du mode de production capitaliste. Nous avons réédité et présenté la thèse de la GCF sur le rôle de l'État, destinée à servir de base pour des débats futurs sur la période de transition au sein du milieu révolutionnaire renaissant du début des années 1970.

Mais avant de procéder à une étude de ces débats, nous avons besoin de faire un retour en arrière sur une étape historique décisive de l'histoire du mouvement ouvrier : l'Espagne 1936-37. Comme nous allons l'argumenter, nous ne sommes pas de ceux qui voient dans ces événements un modèle de révolution prolétarienne étant allé beaucoup plus loin que n'importe point atteint en Russie en 1917-21. Mais cela ne fait aucun doute que la guerre en Espagne nous a appris beaucoup de choses, même si la plupart de ses leçons sont en négatif. En particulier, elle nous offre un aperçu très important des insuffisances de la vision anarchiste de la révolution et une réaffirmation frappante de la vision qui a été préservée et développée par les traditions authentiques du marxisme. Ceci est particulièrement important à souligner compte tenu du fait que, durant les dernières décennies, ces traditions ont souvent été décriées comme étant obsolètes et démodées et que, parmi la minorité politisée de la génération actuelle, les idées anarchistes sous diverses formes ont acquis une influence indéniable.

vision anarchiste puise ses origines historiques dans la résistance des couches de la petite bourgeoisie, comme les artisans et petits paysans, au processus de prolétarianisation, qui était un produit inévitable de l'émergence et de l'expansion du mode de production capitaliste. Bien qu'un certain nombre de courants anarchistes fassent clairement partie du mouvement ouvrier, aucun d'entre eux n'a réussi à effacer entièrement ces marques de naissance petites-bourgeoises. L'article en question montre comment, dans la période de la Première internationale, cette idéologie essentiellement tournée vers le passé sous-tendait la résistance du clan autour de Bakounine aux avancées théoriques du marxisme à trois niveaux cruciaux : dans la conception de l'organisation des révolutionnaires, qui a été profondément infectée par les méthodes conspiratrices des sectes dépassées ; dans le rejet du matérialisme historique

en faveur d'une conception volontariste et idéaliste des possibilités de la révolution ; et dans la conception de la future société, considérée comme un réseau de communes autonomes reliées entre elles par l'échange des marchandises.

Néanmoins, avec le développement du mouvement ouvrier dans la dernière partie du XIXe siècle, les tendances les plus importantes de l'anarchisme tendent à s'intégrer plus fermement dans la lutte du prolétariat et la perspective d'une nouvelle société, et c'est particulièrement vrai du courant anarcho-syndicaliste (bien que, dans le même temps, la dimension de l'anarchisme en tant qu'expression de la révolte de la petite bourgeoisie ait continué de vivre à travers les "actes exemplaires" de la bande à Bonnot et autres) <sup>2</sup>. La réalité de cette tendance

2. Dans notre article de la *Revue Internationale* n° 120, "L'anarcho-syndicalisme face à un changement d'époque : la CGT jusqu'à 1914" (<http://>

prolétarienne a été démontrée dans la capacité de certains courants anarchistes à prendre des positions internationalistes face à la Première Guerre mondiale (et, dans une moindre mesure, la Seconde) et dans la volonté d'élaborer un programme plus clair pour leur mouvement. Ainsi, la période de la fin du XIXe siècle aux années 1930 a vu plusieurs tentatives visant à élaborer des documents et des plates-formes à même d'orienter la mise en place du "communisme libertaire" au moyen de la révolution sociale. Un exemple évident en a été *La conquête du pain de Kropotkine* qui, d'abord, est paru comme une œuvre intégrale en Français en 1892 et a été publié, plus d'une décennie plus tard, en anglais<sup>3</sup>. Malgré l'abandon par Kropotkine de l'internationalisme en 1914, cet écrit et d'autres dont il est l'auteur font partie des classiques de l'anarchisme et méritent une critique beaucoup plus développée qu'il n'est possible de le faire dans cet article.

En 1926 Makhno, Arshinov et d'autres publient la plateforme de l'Union générale des anarchistes<sup>4</sup>. Il s'agit de l'acte fondateur du courant "plate-formiste" de l'anarchisme, et il appelle aussi à un examen plus approfondi, ainsi qu'à une analyse de sa trajectoire historique depuis la fin des années 1920 à nos jours. Son principal intérêt réside dans les conclusions qu'il tire de l'échec du mouvement anarchiste dans la révolution russe, en particulier l'idée que les révolutionnaires anarchistes doivent se regrouper dans leur propre organisation politique, basée sur un programme clair pour la mise en place de la nouvelle société. C'est cette idée en particulier qui a attiré les foudres d'autres anarchistes – pas moins que Voline et Malatesta – qui l'ont vue comme une expression d'une sorte d'anarcho-bolchevisme.

Dans cet article, cependant, nous nous intéressons d'avantage à la théorie et à la pratique de la tendance anarcho-syndicaliste durant les années 1930. Et ici encore il n'y aucune pénurie de matériel. Dans notre série la plus récente sur la décadence du capitalisme, publiée dans cette revue, nous avons mentionné le texte de l'anarcho-syndicaliste russe exilé Gregory Maximoff, *Mon Credo Social*. Écrit dans la profondeur de la grande dépression, il témoigne d'un de-

gré remarquable de clarté sur la décadence du système capitaliste, un thème qui n'est presque jamais traité par les anarchistes d'aujourd'hui<sup>5</sup>. Le texte contient également une section qui décrit les idées de Maximoff sur l'organisation de la nouvelle société. Durant cette période, il y avait aussi des débats importants dans l'anarcho-syndicalisme "International" créé en 1922 – l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) – sur la façon de passer du capitalisme au communisme libertaire. Et sans doute l'écrit le plus pertinent a été la brochure d'Isaac Puente, *Communisme libertaire*. Publiée en 1932, elle était destinée servir de base à la plate-forme de la CNT lors du Congrès de Saragosse de 1936 et peut donc être considérée comme ayant influencé la politique de la CNT au cours de la "révolution espagnole" qui a suivi. Nous y reviendrons mais, tout d'abord, nous voulons examiner certains des débats de l'AIT, qui sont mis en évidence dans le travail très instructif de Vadim Damier, *L'Anarcho-syndicalisme au XXe siècle*<sup>6</sup>.

Un des principaux débats – sans doute en réaction à la montée spectaculaire des techniques fordistes/tayloristes de production de masse dans les années 1920 – était centré sur la question de savoir si, oui ou non, ce type de rationalisation capitaliste, et bien sûr aussi l'ensemble du processus d'industrialisation, constituaient une expression du progrès, faisant ainsi de la société communiste libertaire une perspective plus tangible, ou simplement une intensification de l'asservissement de l'humanité par la machine. Différentes tendances ont apporté différentes nuances à cette discussion, mais grosso modo les anarchocommunistes se démarquaient en faveur de cette deuxième analyse et articulaient leur position avec un appel à un passage immédiat au communisme ; cela était considéré comme possible même – ou peut-être surtout – dans une société essentiellement agraire. La position alternative était plus généralement défendue par les tendances reliées à la tradition syndicaliste révolutionnaire, qui a eu une vision plus "réaliste" des possibilités offertes par la rationalisation capitaliste tout en faisant valoir, dans le

même temps, qu'il y aurait la nécessité d'un certain type de régime de transition économique dans lequel les formes monétaires continueraient d'exister.

Ces divergences ont traversé diverses sections nationales (comme la FAUD allemande), mais la FORA<sup>7</sup> Argentine semble avoir eu une vision plus homogène qu'elle a défendue avec conviction, et elle a été à l'avant-garde des perspectives "anti-industrielles". Elle a rejeté ouvertement les prémices du matérialisme historique, au moins telles qu'elle les avait comprises (pour la plupart des anarchistes, le "marxisme" était un terme fourre-tout définissant quiconque se situait entre, d'une part, le stalinisme, la social-démocratie et, d'autre part, le trotskisme et la gauche communiste) en faveur d'une vision de l'histoire dans laquelle l'éthique et les idées n'avaient pas moins d'importance que le développement des forces productives. Elle a rejeté catégoriquement l'idée selon laquelle la nouvelle société pourrait être formée sur la base de l'ancienne, c'est pourquoi elle a critiqué non seulement le projet de construction du communisme libertaire sur les fondations de la structure industrielle existante, mais aussi le projet syndicaliste d'organiser les ouvriers dans les syndicats industriels qui, une fois venue la révolution, prendraient en charge cette structure et la dirigeraient au nom du prolétariat et de l'humanité. Elle a envisagé une nouvelle société organisée en une fédération de communes libres ; la révolution serait une rupture radicale avec toutes les formes anciennes et procéderait immédiatement au passage à l'étape de la libre association. Une déclaration du 5ème Congrès de la FORA en 1905 – qui, selon le récit d'Eduardo Columbo, allait devenir la base politique pour de nombreuses années – a mis en avant les critiques de la FORA à la forme syndicale : *"Nous ne devons pas oublier qu'un syndicat n'est qu'un sous-produit économique du système capitaliste, né des besoins de cette époque. Le maintenir après la révolution impliquerait de maintenir le système qui l'a produit. La doctrine dite du syndicalisme révolutionnaire est une fiction. Nous, en tant qu'anarchistes, nous acceptons les syndicats comme des armes dans la lutte et nous essayons de faire en sorte qu'ils soient aussi proches que possible de nos idéaux révolutionnaires... C'est-à-dire, nous n'entendons pas être dominés au niveau des idées par les syndicats. Nous avons l'intention de les dominer. En d'autres termes, mettre les syndicats au service de la diffusion, de la défense et*

fr.internationalism.org/rint/120\_cgt), nous avons souligné que cette orientation de certains courants anarchistes vers les syndicats reposait plus sur la recherche d'un public plus réceptif à leur propagande que sur une réelle compréhension de la nature révolutionnaire de la classe ouvrière.

3. <http://kropot.free.fr/Kropotkine-pain.htm>

4. <http://nefac.net/node/677>

5. "Pour les révolutionnaires, la Grande Dépression confirme l'obsolescence du capitalisme". [http://fr.internationalism.org/rint146/pour\\_les\\_revolutionnaires\\_la\\_grande\\_depression\\_confirme\\_l\\_obsolescence\\_du\\_capitalisme.html](http://fr.internationalism.org/rint146/pour_les_revolutionnaires_la_grande_depression_confirme_l_obsolescence_du_capitalisme.html)

6. En anglais, Black Cat Press, Edmonton, 2009 et initialement publié en russe en 2000. Damier est un membre du KRAS, la section russe de l'AIT. Le CCI a publié un certain nombre de ses déclarations internationalistes sur les guerres dans l'ex-URSS.

7. Fédération Ouvrière Régionale Argentine



de l'affirmation de nos idées au sein du prolétariat"<sup>8</sup>

Toutefois, les différences entre les "Fonctionnaires" et les syndicalistes à propos de la forme syndicale restaient plutôt obscures à bien des égards : d'une part, la FORA se concevait comme une organisation de travailleurs anarchistes plutôt que comme un syndicat "de tous les travailleurs" mais, d'autre part, elle avait émergé et se concevait comme une formation de type syndical organisant des grèves et autres formes d'action de classe.

Malgré la nature incertaine de ces divergences, celles-ci ont donné lieu à des confrontations animées lors du 4e Congrès de la CNT à Madrid en 1931, avec deux approches défendues principalement par la CGT-SR<sup>9</sup> française d'une part et par la FORA, d'autre part. Damier fait les remarques suivantes sur les visions de la FORA : *"Les conceptions de la FORA contiennent une critique, brillante pour l'époque, du caractère aliénant et destructeur du système industriel-capitaliste : les propositions de la FORA anticipaient d'un demi-siècle les recommandations et les prescriptions du mouvement écologique contemporain. Néanmoins, leur critique présentait une faiblesse importante : un refus catégorique d'élaborer des notions plus concrètes sur la société de l'avenir, comment y accéder et comment s'y préparer. Selon la pensée des théoriciens argentins, cela aurait porté atteinte à la spontanéité révolutionnaire et à la créativité des masses elles-mêmes. Les ouvriers anarchistes argentins insistaient sur le fait que la réalisation du socialisme n'était pas une question de préparation technique et organisationnelle, mais plutôt la diffusion des sentiments de liberté, d'égalité et de solidarité"* (Vadim Damier, "L'Anarcho-syndicalisme au XXe siècle" pp 110-11).

La perspicacité de la FORA concernant la nature des rapports sociaux capitalistes – comme ceux qui s'expriment dans la forme syndicale – sont certes intéressants, mais ce qui frappe une grande partie de ces débats est leur point de départ erroné, leur manque de méthode qui découle de leur rejet du marxisme ou mêm-

me de l'absence de volonté pour discuter avec les courants marxistes authentiques de l'époque. La critique du matérialisme historique par la FORA ressemble plus à une critique d'une version rigidement déterministe du marxisme, typique de la deuxième Internationale et des partis staliniens. Encore une fois, elle a eu raison d'attaquer la nature aliénée de la production capitaliste et de récuser l'idée que le capitalisme était progressiste en lui-même – surtout dans une période où les relations sociales capitalistes avaient déjà prouvé qu'elles-mêmes étaient devenues un obstacle fondamental au développement humain ; mais leur rejet apparent de l'industrie en tant que telle était tout aussi abstrait et a abouti à une nostalgie passiste pour les communes rurales locales.

Peut-être plus important a été l'absence de tout lien entre ces débats et des expériences parmi les plus importantes de la lutte de classes dans la nouvelle époque inaugurée par les grèves de masse en Russie en 1905 et la vague révolutionnaire internationale de 1917-23. Ces développements mondiaux et historiques, qui bien sûr incluent également la Première Guerre impérialiste, avaient déjà démontré l'obsolescence des formes anciennes d'organisation ouvrière (partis de masses et syndicats) et donné naissance à de nouvelles : d'un côté les soviets ou conseils ouvriers, constitués dans la chaleur de la lutte et non pas mis en place comme une structure préexistante à celle-ci ; de l'autre côté, l'organisation de la minorité communiste qui n'est plus considérée comme un parti de masse agissant principalement sur le terrain de la lutte pour les réformes. La formation des syndicats révolutionnaires ou industriels dans la dernière partie du XIXe siècle et dans les décennies qui suivirent a été en grande partie une tentative de la part d'une fraction radicale du prolétariat pour s'adapter à la nouvelle époque sans renoncer aux vieilles conceptions syndicalistes (et même sociale-démocrates) prônant la mise en place progressive d'une organisation de masse des travailleurs à l'intérieur du capitalisme, dans le but ultime de prise de contrôle de la société dans une phase de crise aiguë. La suspicion de la FORA envers l'idée de construire la nouvelle société dans la coquille de l'ancienne était justifiée. Cependant, sans aucune référence sérieuse à l'expérience de la grève de masse et de la révolution, dont la dynamique essentielle avait été brillamment analysée par Rosa Luxemburg dans "Grève de masse, parti et syndicats", écrit en 1906, ou aux nouvelles formes d'organisation que Trotsky, par exemple, avait reconnues

comme étant un produit de la révolution de 1905 en Russie et d'une importance cruciale, la FORA retomba dans un espoir diffus d'une transformation soudaine et totale et semblait incapable d'examiner les liens réels entre les luttes défensives du prolétariat et la lutte pour la révolution.

### La brochure **Communisme libertaire** de Isaac Puente

Dans les débats de 1931, la majorité de la CNT espagnole se rangea du côté des anarchosyndicalistes plus traditionnels. Mais les idées "communautaires" ont persisté et le programme de Saragosse de 1936, basé sur la brochure de Puente, contenait des éléments des deux.

La brochure de Puente<sup>10</sup> exprime clairement un point de vue prolétarien et son but ultime, le communisme "libertaire", est ce que nous appellerions simplement le communisme, une société fondée sur le principe, comme le dit Puente, "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins". Dans le même temps, elle constitue une manifestation assez claire de la pauvreté théorique au cœur de la vision anarchiste du monde.

Une longue partie au début du texte est consacrée à argumenter contre tous les préjugés qui font valoir que les travailleurs sont ignorants et stupides, incapables de s'émanciper eux-mêmes, ayant du mépris pour la science, l'art et la culture, qu'ils ont besoin d'une élite intellectuelle, un architecte "social" ou un pouvoir policier, pour administrer la société en leur nom. Cette polémique est parfaitement justifiée. Et pourtant quand il écrit que *"ce que nous appelons le sens commun, une compréhension rapide des choses, la capacité intuitive, l'initiative et l'originalité ne sont pas des choses qui peuvent être achetées ou vendues dans les universités"*, nous nous souvenons que la théorie révolutionnaire n'est pas simplement le bon sens, que ses propositions, étant dialectiques, sont généralement considérés comme outrageuses et absurdes du point de vue du "bon vieux sens commun" que Engels ridiculise dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique*<sup>11</sup>. La classe ouvrière n'a pas

8. Traduit de l'anglais par nos soins, à partir de l'ouvrage suivant *Anarchism in Argentina and Uruguay in Anarchism Today*, édité par David Apter and James Joll Macmillan, 1971. Également accessible sur Internet à l'adresse suivante <http://www.libcom.org/files/Argentina.pdf>.

9. Cette organisation – le SR signifie "Syndicaliste Révolutionnaire" – a été le résultat d'une scission en 1926 avec la CGT "officielle" qui, à l'époque, était dominée par le parti socialiste. Elle est restée un groupe relativement petit et a disparu sous le régime de Pétain pendant la Seconde Guerre mondiale. Son principal porte-parole lors du Congrès de Saragosse était Pierre Besnard.

10. Accessible en anglais sur le lien <http://www.libcom.org/library/libertarian-communism>

11. "Si ce mode de penser nous paraît au premier abord tout à fait évident, c'est qu'il est celui de ce qu'on appelle le bon sens. Mais si respectable que soit ce compagnon tant qu'il reste cantonné dans le domaine prosaïque de ses quatre murs, le bon sens connaît des aventures tout à fait étonnantes dès qu'il se risque dans le vaste monde de la recherche ; et la manière de voir métaphysique, si justifiée et même si nécessaire soit elle dans de vastes domaines

besoin d'éducateurs au-dessus d'elle pour s'affranchir du capitalisme, mais elle a absolument besoin d'une théorie révolutionnaire qui permet aller au-delà de la simple apparence et de comprendre les processus plus profonds à l'œuvre dans la société.

Les insuffisances de l'anarchisme à ce niveau se révèlent dans toutes les thèses principales présentées dans le texte de Puente. Au sujet des moyens qu'utilise la classe ouvrière pour confronter et renverser le capitalisme, Puente, à l'image des débats de l'AIT à l'époque, ne tient pas compte de toute la dynamique de la lutte des classes à l'époque de la révolution, qui émerge avec la grève de masse et le surgissement de la forme Conseil. Au lieu de voir que les organisations qui effectueront la transformation communiste expriment une rupture radicale avec les vieilles organisations de classe qui ont été incorporés dans la société bourgeoise, Puente insiste sur le fait que *"le communisme libertaire repose sur les organisations qui existent déjà, grâce auxquelles la vie économique dans les villes et villages peut être développée à la lumière des besoins particuliers de chaque localité. Ces organismes sont le syndicat et la municipalité libre"*. C'est ici où Puente allie syndicalisme et communautarisme : dans les villes, les syndicats prendront le contrôle de la vie publique, à la campagne ce sera les assemblées traditionnelles de village. Les activités de ces organes sont envisagées principalement en termes locaux : ils peuvent également fédérer et former des structures nationales là où c'est nécessaire, mais selon Puente le produit en excédent d'unités économiques locales doit être échangé avec celui des autres. En d'autres termes, ce communisme libertaire peut coexister avec des relations de valeur, et on ne sait pas si c'est une mesure transitoire ou quelque chose qui va exister à perpétuité.

Pendant ce temps, cette transformation se déroule au moyen de *"l'action directe"* et non à travers l'engagement dans la sphère politique, laquelle est entièrement identifiée avec l'État actuel. Au moyen d'un comparatif entre *"organisation basée sur la politique, qui est une caractéristique commune à tous les*

*dont l'étendue varie selon la nature de l'objet, se heurte toujours, tôt ou tard, à une barrière au-delà de laquelle elle devient étroite, bornée, abstraite, et se perd en contradictions insolubles: la raison en est que, devant les objets singuliers, elle oublie leur enchaînement; devant leur être, leur devenir et leur périr : devant leur repos, leur mouvement; les arbres l'empêchent de voir la forêt"*. Chapitre II. <http://www.marxists.org/francais/marx/80-utopi/utopi-2.htm>

*régimes basés sur l'État, et les organisations basées sur l'économie, dans un régime qui évite l'État"*, Puente dessine le caractère hiérarchique et exploiteur de l'État et lui oppose la vie démocratique des syndicats et des municipalités libres, basée sur les décisions prises par les assemblées et sur des besoins communs. Il y a deux problèmes fondamentaux dans cette approche : tout d'abord, elle échoue complètement à expliquer que les syndicats – y inclus les syndicats anarcho-sindicalistes comme la CNT – n'ont jamais été des modèles d'auto-organisation ou de démocratie mais sont soumis à une forte pression pour s'intégrer dans la société capitaliste et à devenir eux-mêmes des institutions bureaucratiques qui tendent à se fondre avec l'État. Et deuxièmement, il ignore la réalité de la révolution, dans laquelle la classe ouvrière est nécessairement confrontée à une conjonction de problèmes qui sont inévitablement politiques : l'autonomie organisationnelle et théorique de la classe ouvrière vis-à-vis des partis et des idéologies de la bourgeoisie, la destruction de l'État capitaliste et la consolidation de ses propres organes du pouvoir. Ces lacunes profondes dans le programme libertaire devaient être brutalement mises en lumière par la réalité de la guerre qui a éclaté en Espagne peu après le Congrès de Saragosse.

Mais il y a un autre problème non moins décisif : l'incapacité du texte à prendre en compte la dimension internationale, ce qui explique sa perspective strictement nationale. Il est vrai que le premier parmi les nombreux "préjugés" réfutés dans le texte est *"la conviction que la crise n'est que temporaire"*. Comme ce fut le cas pour Maximoff, la grande dépression des années 30 semble avoir convaincu Puente que le capitalisme est un système en déclin, et le paragraphe suivant le sous-titre a au moins une dimension plus globale, mentionnant la situation de la classe ouvrière en Italie et en Russie. Mais il n'y a pas de tentative d'aucune sorte pour évaluer le rapport de force entre les classes, une tâche primordiale pour les révolutionnaires après une période de 20 ans à peine qui avait connu la Guerre mondiale, une vague révolutionnaire internationale et la série de défaites catastrophiques pour le prolétariat. Et, quand il s'agit d'examiner le potentiel pour le communisme libertaire en Espagne, c'est presque comme si le monde extérieur n'existait pas : il y a une longue partie consacrée à estimer les ressources économiques de l'Espagne, jusqu'aux oranges et pommes de terre, au coton, au bois et à l'huile. Tout l'objectif de ces calculs est de montrer que

l'Espagne pourrait exister comme un îlot autosuffisant de communisme libertaire. Bien sûr, Puente estime que *"l'introduction du communisme libertaire dans notre pays, isolé parmi les nations de l'Europe, apportera avec lui l'hostilité des nations capitalistes. Prétendant la défense des intérêts de ses sujets, l'impérialisme bourgeois tentera d'intervenir par la force des armes pour écraser notre système à sa naissance"*. Mais cette intervention sera être entravée par la menace ou bien d'une révolution sociale dans le pays de l'agresseur ou bien de la guerre mondiale contre les autres puissances. Les capitalistes étrangers pourront toutefois préférer employer des armées de mercenaires plutôt que leur propre armée, comme ils l'ont fait en Russie : dans les deux cas, les travailleurs devront être prêts à défendre la révolution les armes à la main. Mais les autres États bourgeois pourraient également chercher à imposer un blocus économique, soutenu par des navires de guerre. Et cela pourrait être un vrai problème car l'Espagne ne dispose pas de certaines ressources essentielles, en particulier du pétrole, et serait obligée de l'importer. La solution à un blocus sur les importations, cependant, n'est pas difficile à trouver : *"il est vital que nous rassemblions toutes nos énergies dans la prospections de nouveaux puits de pétrole... le pétrole peut (aussi) être obtenu en distillant de l'Anthracite et de la lignite, dont nous disposons en abondance dans ce pays"*.

En résumé : pour créer le communisme libertaire, l'Espagne doit devenir autarcique. C'est une pure vision de l'anarchie dans un seul pays<sup>12</sup>. Cette incapacité à partir du point de vue du prolétariat mondial allait s'avérer constituer une autre erreur fatale quand l'Espagne est devenue le théâtre d'un conflit impérialiste mondial.

### **Les événements de 36-37 : révolution sociale ou guerre impérialiste ?**

Le modèle anarcho-sindicaliste de la

12. Notre article sur la CGT, cité à la note 2, soulève la même question à propos d'un livre produit par deux leaders de l'organisation anarcho-sindicaliste française en 1909: *"La lecture du livre de Pouget et Pataud Comment nous ferons la révolution, que nous avons déjà cité, est très instructive à cet égard, dans le sens que celui-ci décrit une révolution purement nationale. Les deux auteurs anarcho-sindicalistes n'ont pas attendu Staline pour envisager la construction de "l'anarchisme dans un seul pays" : la révolution ayant réussi en France, tout un passage du livre est consacré à la description du système de commerce extérieur qui continue de s'opérer selon le mode commercial, alors qu'à l'intérieur des frontières nationales, on produit selon un mode communiste"*.



révolution tel qu'exposé dans le texte de Puente et le programme de Saragosse devaient être définitivement mis en lumière et réfutés par les événements historiques importants, déclenchés par le coup d'État franquiste en juillet 1936.

Ce n'est certainement pas l'endroit pour écrire un récit détaillé de ces événements. Nous pouvons nous limiter en rappelant leur schéma général, dans le but de réaffirmer la vision de la gauche communiste à l'époque, à savoir : l'incohérence congénitale de l'idéologie anarchiste était devenue un véhicule pour la trahison de la classe ouvrière.

Il n'y a pas de meilleure analyse des premiers instants de la guerre en Espagne que l'article publié dans le journal de la Fraction de gauche italienne, *Bilan* n° 34, octobre-novembre 1936 et republié dans la *Revue Internationale* n° 6<sup>13</sup>. Il a été écrit presque immédiatement après les événements par les camarades de *Bilan*, sans doute après avoir trié une masse d'informations très confuses et déroutantes. C'est remarquable la façon dont ces camarades sont parvenus à dissiper le brouillard dense des mystifications entourant la "révolution espagnole", que ce soit dans la version la plus médiatisée à l'époque par les puissants médias contrôlés par les démocrates et les stalinien, c'est-à-dire une sorte de révolution démocratique bourgeoise contre la réaction féodale-fasciste ; ou bien dans la version des anarchistes et trotskistes qui, tout en présentant la lutte en Espagne comme une révolution sociale étant allé beaucoup plus loin que n'importe quel moment atteint en Russie en 1917, a également servi à renforcer l'opinion dominante selon laquelle la lutte constituait une barrière populaire contre l'avancée du fascisme en Europe.

L'article de *Bilan* reconnaît sans hésitation que, face à l'attaque de la droite, la classe ouvrière, surtout dans son fief de Barcelone, a répondu avec ses propres armes de classe : la grève spontanée de masse, les manifestations de rue, la fraternisation avec les soldats, l'armement général des travailleurs, la formation de comités de défense et des milices basés sur les quartiers, l'occupation des usines et l'élection des comités d'usine. *Bilan* a également reconnu que c'était les militants de la CNT-FAI qui avaient partout joué un rôle de premier plan dans ce mouvement qui, par ailleurs, avait embrassé la majorité de la classe ouvrière de Barcelone.

Et pourtant, c'est précisément à ce moment, alors que la classe ouvrière était au bord de la prise du pouvoir politique dans ses propres mains, que les faiblesses programmatiques de l'anarchisme, son insuffisance théorique, devaient s'avérer un handicap mortel.

Tout d'abord, l'échec de l'anarchisme à comprendre le problème de l'État a conduit non seulement à laisser échapper la possibilité d'une dictature prolétarienne – parce que l'anarchisme est "contre tous les types de dictature" – mais peut-être plus important encore, à désarmer totalement les ouvriers face à des manœuvres de la classe dirigeante qui a réussi à reconstituer un pouvoir d'État avec des formes nouvelles et "radicales", étant donné que ses forces traditionnelles avaient été paralysées par le soulèvement prolétarien. Des instruments clés de ce processus ont été le Comité Central des milices contre le fascisme et le Conseil Central de l'économie :

*"La constitution du Comité Central des milices devait donner l'impression de l'ouverture d'une phase de pouvoir prolétarien et la constitution du Conseil Central de l'Economie l'illusion que l'on entrait dans la phase de la gestion d'une économie prolétarienne.*

*Pourtant, loin d'être des organismes de dualité des pouvoirs, il s'agissait bien d'organismes ayant une nature et une fonction capitalistes, car au lieu de se constituer sur la base d'une poussée du prolétariat cherchant des formes d'unité de lutte afin de poser le problème de pouvoir, ils furent, dès l'abord, des organes de collaboration avec l'État capitaliste.*

*Le C.C. des milices de Barcelone sera d'ailleurs un conglomerat de partis ouvriers et bourgeois et de syndicats et non un organisme du type des soviets surgissant sur une base de classe, spontanément, et où puisse se vérifier une évolution de la conscience des ouvriers. Il se reliera à la Généralité pour disparaître avec un simple décret lorsque sera constitué, en octobre, le nouveau gouvernement de la Catalogne.*

*Le C.C. des milices représentera l'arme inspirée par le capitalisme pour entraîner, par l'organisation des milices, les prolétaires en dehors des villes et de leurs localités, vers les fronts territoriaux où ils se feront massacrer impitoyablement, il représentera l'organe qui rétablira l'ordre en Catalogne, non avec les ouvriers, mais contre ceux-ci, qui seront dispersés sur les fronts. Certes, l'armée régulière sera pratiquement dissoute, mais elle sera reconstituée graduellement avec les colonnes de miliciens dont l'État-major restera nettement*

*bourgeois, avec les Sandino, les Villalba et consorts. Les colonnes seront volontaires, elles pourront le rester jusqu'au moment où finiront la griserie et l'illusion de la révolution et réapparaîtra la réalité capitaliste. Alors on marchera à grands pas vers le rétablissement officiel de l'armée régulière et vers le service obligatoire."*

La participation immédiate de la CNT et du POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste), situé quelque part entre la gauche de la social-démocratie et le trotskisme) dans ces institutions bourgeoises a été un grand coup contre la possibilité pour les organes de classe créés dans les rues et les usines pendant les jours de juillet de se centraliser et d'établir un authentique double pouvoir. Au contraire, ces derniers ont été rapidement vidés de leur contenu prolétarien et incorporés dans les nouvelles structures du pouvoir bourgeois.

Deuxièmement, une question politique brûlante n'était pas confrontée et, faute d'une analyse des tendances historiques au sein même de la société capitaliste, les anarchistes n'avaient aucune méthode pour y faire face : la nature du fascisme et de ce que Bordiga appelait son "pire produit", l'antifascisme. Si la montée du fascisme a été l'expression d'une série de défaites historiques de la révolution prolétarienne, préparant ainsi la société bourgeoise pour un deuxième massacre inter-impérialistes, l'antifascisme n'était pas moins un cri de ralliement pour une guerre impérialiste, pas moins un appel aux travailleurs pour abandonner la défense de leurs propres intérêts de classe au nom d'une "union sacrée" nationale. C'est surtout cette idéologie de l'unité contre le fascisme qui a permis à la bourgeoisie d'écarter le danger de la révolution prolétarienne en détournant la lutte de classe dans les villes vers un conflit militaire à l'avant, sur le front. L'appel à sacrifier tout pour la lutte contre Franco a conduit même les plus passionnés défenseurs du communisme libertaire, comme Durruti, à accepter cette grande manœuvre. Les milices, en étant incorporées dans un organe comme le Comité Central des Milices Antifascistes, dominé par les partis et syndicats tels que la gauche républicaine et nationaliste, les socialistes et les stalinien, qui se sont ouvertement opposés à la révolution prolétarienne, sont devenus des instruments dans une guerre entre deux factions capitalistes, un conflit qui presque immédiatement s'est transformé en un champ de bataille inter-impérialiste général, une répétition pour la prochaine Guerre mondiale. Leurs formes démocratiques,

13. *Revue Bilan* : "Leçons d'Espagne 1936 (2eme partie)". <http://fr.internationalism.org/rinte6/bilan2.htm>



telles que l'élection des officiers, n'y a fondamentalement pas changé quoi que ce soit. C'est vrai que les principales forces bourgeoises de commandement – les staliniens et les républicains – n'ont jamais été à l'aise avec ces formes et, plus tard, insistèrent pour qu'elles se fondent complètement dans une armée bourgeoise traditionnelle, comme l'avait prédit *Bilan*. Mais également comme *Bilan* l'a compris, le coup fatal avait déjà été porté dans les premières semaines après le coup d'État militaire.

Il en a été de même avec l'exemple le plus évident de la faillite de la CNT, la décision de quatre de ses dirigeants les plus connus, y compris l'ancien radical Garcia Oliver, de devenir ministres dans le gouvernement central de Madrid, acte de trahison aggravé par leur infâme déclaration selon laquelle, grâce à leur participation au sein du ministère, l'État républicain "avait cessé d'être une force oppressive contre la classe ouvrière, tout comme l'État ne représente plus l'organisme qui divise la société en classes. Et les deux tendront encore moins à opprimer le peuple du fait de l'intervention de la CNT"<sup>14</sup>. Il s'agissait de la dernière étape d'une trajectoire qui avait été préparée longtemps à l'avance par la lente dégénérescence de la CNT. Dans une série d'articles sur l'histoire de la CNT, nous avons montré que la CNT, malgré ses origines prolétariennes et les convictions profondément révolutionnaires d'un grand nombre de ses militants, n'a pas pu résister au sein du capitalisme, dans son époque du totalitarisme d'État, à la tendance sans merci pour les organisations ouvrières permanentes de masse à être intégrées à l'État. Cela avait déjà été démontré bien avant les événements de juillet, comme lors des élections de février 1936, quand la CNT a abandonné son abstentionnisme traditionnel en faveur de l'appui tactique à un vote pour la République<sup>15</sup>. Et dans la période immédiatement après le coup d'État de Franco, quand le gouvernement républicain était à la dérive totale, le processus de la participation des anarchistes dans l'État bourgeois s'est accéléré à tous les niveaux. Ainsi, bien avant le scandale des quatre ministres anarchistes, la CNT avait déjà rejoint le gouvernement régional de Catalogne, la Generalidad, et au

niveau local – sans doute conformément à sa notion plutôt vague de 'municipalités libres' – des militants anarchistes étaient devenus des représentants et des responsables des organes de l'administration locale, c'est-à-dire les unités de base de l'État capitaliste. Comme pour la trahison de la social-démocratie en 1914, ce n'était pas seulement une question de quelques mauvais chefs, mais le produit d'un processus graduel d'intégration de l'ensemble de l'appareil organisationnel dans la société bourgeoise et son État. Bien sûr, au sein de la CNT-FAI et dans le mouvement anarchiste plus large, à l'intérieur et en dehors de l'Espagne, il y eut des voix prolétariennes contre cette trajectoire, même si, comme nous le verrons dans la deuxième partie de cet article, peu d'entre elles ont réussi à remettre en cause les racines théoriques sous-jacentes de la trahison.

Ah, mais qu'en est-il des collectivisations ? Les anarchistes les plus dévoués et courageux, comme Durruti, n'ont-ils pas insisté sur le fait que l'approfondissement de la révolution sociale était la meilleure façon de vaincre Franco ? Est-ce que ce ne sont pas avant tout les exemples des usines et fermes autogérées, les tentatives de se débarrasser de la forme salariale dans de nombreux villages dans toute l'Espagne, qui en ont convaincu beaucoup, voire des marxistes comme Grandizo Munis<sup>16</sup>, que la révolution sociale en Espagne avait atteint des sommets inconnus en Russie, avec sa descente rapide dans le capitalisme d'État ?

Mais *Bilan* rejetait toute idéalisation des occupations d'usine :

*"Lorsque les ouvriers reprirent le travail, là où les patrons avaient fui ou furent fusillés par les masses, se constituèrent des Conseils d'Usine qui furent l'expression de l'expropriation de ces entreprises par les travailleurs. Ici intervinrent rapidement les syndicats pour établir des normes tendant à admettre une représentation proportionnelle là où se trouvaient des membres de la CNT et de l'UGT. Enfin, bien que la reprise du travail s'effectua avec la demande des ouvriers de voir appliquées*

*la semaine de 36 heures, l'augmentation des salaires, les syndicats intervinrent pour défendre la nécessité de travailler à plein rendement pour l'organisation de la guerre sans trop respecter une réglementation du travail et des salaires.*

*Immédiatement étouffés, les comités d'usine, les comités de contrôle des entreprises où l'expropriation ne fut pas réalisée (en considération du capital étranger ou pour d'autres considérations) se transformèrent en des organes devant activer la production et, par-là, furent déformés dans leur signification de classe. Il ne s'agissait pas d'organismes créés pendant une grève insurrectionnelle pour renverser l'État, mais d'organismes orientés vers l'organisation de la guerre, condition essentielle pour permettre la survivance et le renforcement de cet État." (Ibid)*

Damier ne s'appesantit pas trop sur les conditions dans les usines "contrôlées par les travailleurs". Il est significatif qu'il passe plus de temps à examiner les formes démocratiques des sociétés des collectifs villageois, leur profonde préoccupation pour le débat et l'auto-éducation par le biais des assemblées de comités régulières et élues, leurs tentatives d'en finir avec le salariat. Il s'agissait d'efforts héroïques en effet mais les conditions de l'isolement rural avaient rendu moins urgent un assaut – par la ruse ou la force ouverte – de la part de l'État capitaliste sur les collectivités villageoises. En somme, ces changements dans la campagne n'ont pas altéré le processus général de récupération bourgeoise qui se concentrait sur les villes et les usines, où la discipline au travail pour l'économie de guerre de l'État capitaliste a été imposée rapidement et de façon impitoyable et n'aurait pas pu l'être sans la fiction d'un "contrôle syndical" par l'intermédiaire de la CNT :

*"Le fait le plus intéressant dans ce domaine est le suivant : à l'expropriation des entreprises en Catalogne, à leur coordination effectuée par le Conseil de l'Economie en août, au décret d'octobre du gouvernement donnant les normes pour passer à la "collectivisation", succéderont, chaque fois, de nouvelles mesures pour soumettre les prolétaires à une discipline dans les usines, discipline que jamais ils n'auraient toléré de la part des anciens patrons. En Octobre, la CNT lancera ses consignes syndicales où elle interdira les luttes revendicatives de toute espèce et fera de l'augmentation de la production le devoir le plus sacré du prolétaire. A part le fait que nous avons déjà rejeté la duperie Soviétique qui consiste à assassiner physiquement*

14. Traduit de l'anglais par nos soins à partir de Vernon Richards, *Lessons of the Spanish Revolution*, chapter VI, p 69.

15. Voir à ce sujet la série sur l'histoire de la CNT dans les n° 129 à 133 de la *Revue Internationale*, en particulier l'article "L'antifascisme, la voie de la trahison de la CNT (1934-1936)". [http://fr.internationalism.org/rint133/l\\_antifascisme\\_la\\_voie\\_de\\_la\\_trahison\\_de\\_la\\_cnt.html](http://fr.internationalism.org/rint133/l_antifascisme_la_voie_de_la_trahison_de_la_cnt.html)

16. Munis a été une figure de proue du groupe bolchévique-léniniste en Espagne qui était lié à la tendance de Trotsky. Plus tard, il rompt avec le trotskisme sur la question de son soutien à la Seconde Guerre mondiale et évolue vers de nombreuses positions de la gauche communiste. [http://fr.internationalism.org/rinte58/Munis\\_militant\\_revolutionnaire.htm](http://fr.internationalism.org/rinte58/Munis_militant_revolutionnaire.htm).

Nous avons publié des polémiques avec le groupe fondé plus tard par Munis, Fomento Obrero Revolucionario, sur sa vision de la guerre d'Espagne : <http://fr.internationalism.org/rinte29/corresp.htm> <http://fr.internationalism.org/rinte52/for.htm>

*les prolétaires au nom "de la construction d'un socialisme", que personne ne distingue encore, nous déclarons ouvertement qu'à notre avis, la lutte dans les entreprises ne cesse pas un seul moment tant que subsiste la domination de l'État capitaliste. Certainement, les ouvriers devront faire des sacrifices après la révolution prolétarienne, mais jamais un révolutionnaire ne pourra prêcher la fin de la lutte revendicative pour arriver au socialisme. Même pas après la révolution, nous n'enlèverons l'arme de la grève aux ouvriers et il va de soi que lorsque le prolétariat n'a pas le pouvoir - et c'est le cas en Espagne - la militarisation des usines équivaut à la militarisation des usines de n'importe quel État capitaliste en guerre." (Bilan, op. cit.)*

Bilan s'appuie ici sur l'axiome que la révolution sociale et la guerre impérialiste sont des tendances diamétralement opposées dans la société capitaliste. La défaite de la classe ouvrière – idéologique en 1914, physique et idéologique dans les années 1930 - ouvre la voie à la guerre impérialiste. La lutte de classe en revanche ne peut être menée qu'au détriment de l'économie de guerre. Grèves et mutineries ne renforcent pas l'effort de guerre national. Ce furent les irruptions révolutionnaires de 1917 et 1918 qui ont obligé les impérialismes belligérants à mettre immédiatement fin aux hostilités.

Il en va de même pour la guerre révolutionnaire. Mais elle peut uniquement être menée lorsque la classe ouvrière est au pouvoir, ce sur quoi Lénine et ceux qui se sont ralliés à lui dans le parti bolchevique ont été très clairs dans la pé-

riode de février à octobre 1917. Et même dans ce cas, les exigences d'une guerre révolutionnaire menée sur les fronts territoriaux ne créent pas les meilleures conditions pour l'épanouissement de la puissance de la classe et pour une transformation sociale radicale, loin s'en faut. Ainsi entre 1917 et 1920, l'État soviétique a défait les forces contre-révolutionnaires internes et externes au niveau militaire, mais à un prix très élevé : l'érosion du contrôle politique de la classe ouvrière et l'autonomisation de l'appareil d'État.

Cette opposition fondamentale entre guerre impérialiste et révolution sociale a été doublement confirmée par les événements de mai 37.

Ici à nouveau, mais cette fois face à une provocation des staliniens et autres forces de l'État, qui ont tenté de s'emparer du central téléphonique alors contrôlé par les travailleurs, le prolétariat de Barcelone a répondu massivement et avec ses propres méthodes de lutte : grève de masse et barricades. Le "défaitisme révolutionnaire" prôné par la Gauche italienne, fustigé par pratiquement toutes les tendances politiques, des libéraux à des groupes comme Union Communiste, comme étant de la folie et une trahison a été mis en pratique par les travailleurs de Barcelone. C'était essentiellement une réaction de défense à une attaque par les forces répressives de l'État républicain mais, une fois de plus, elle a opposé les travailleurs à l'ensemble de la machine d'État, dont les porte-paroles les plus éhontés n'ont pas hésité à les dénoncer comme des traîtres, comme les saboteurs de l'effort de guerre. Et, implicitement, c'était en effet un défi direct à la

guerre contre le fascisme, pas moins que la mutinerie de Kiel de 1918 avait été un défi à l'effort de guerre de l'impérialisme allemand et, par extension, au conflit inter-impérialiste dans son ensemble.

Les défenseurs ouverts de l'ordre bourgeois devaient répondre par la terreur brutale contre les travailleurs. Des révolutionnaires ont été arrêtés, torturés, tués. Camillo Berneri, l'anarchiste italien qui avait ouvertement exprimé ses critiques à la politique de collaboration de la CNT a été parmi les nombreux militants enlevés et tués, dans la majorité des cas par les voyous du parti "communiste". Mais la répression ne s'est vraiment abattue sur les travailleurs qu'une fois avoir été persuadés de déposer les armes et de retourner travailler par les porte-paroles de la "gauche", de la CNT et du POUM, qui étaient surtout terrifiés par une fracture dans le front anti-fasciste. La CNT – comme le SPD dans la révolution allemande de 1918 – était indispensable à la restauration de l'ordre bourgeois.

Dans la deuxième partie de cet article, nous examinerons certaines des tendances anarchistes qui ont dénoncé les trahisons de la CNT au cours de la guerre en Espagne – telles que les amis de Durruti en 1937-38, ou un représentant plus récent de l'anarcho-syndicalisme, comme Solidarity Federation en Grande-Bretagne. Nous essaierons de montrer que, bien qu'il se soit agi de saines réactions prolétariennes, celles-ci ont rarement remis en question les faiblesses sous-jacentes du "programme" anarchiste.

C D Ward

<http://www.internationalism.org>  
[france@internationalism.org](mailto:france@internationalism.org)  
[belgium@internationalism.org](mailto:belgium@internationalism.org)  
[schweiz@internationalism.org](mailto:schweiz@internationalism.org)

Distribué par les N.M.P.P. Imprimerie 34,  
8 impasse Bagnolet. 31100 Toulouse, France

Directeur de la publication: D.Vancelst,  
N° de Commission paritaire: 0504 K 78939.

## SOUSCRIPTION PERMANENTE DE SOUTIEN A LA PRESSE REVOLUTIONNAIRE



L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre presse et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants et aux souscriptions de ses sympathisants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

Abonnements (tous les prix sont en Euros)	ZONES POSTALES				
	France	Belgique	Europe	Monde	Monde Par avion
Révolution Internationale (11 n°s)	18,50			20,50	21,50
Revue Internationale (4 n°s)	18,50	18,50		18,50	18,50
Internationalisme (11 n°s)		13,00	17,50	18,60	24,80
<b>ABONNEMENTS COUPLÉS</b>					
Révolution Internationale / Revue Internationale	35			38	38
Internationalisme / Revue Internationale		28,00	32,25	33,50	44,65
<b>ABONNEMENTS DIFFUSEURS</b>					
	France		Belgique		
Journal seul (RI ou Internationalisme)	45,00 (3 n°s) 73,00 (5 n°s)		0,65 par n° supplémentaire		
Revue Internationale	31,00 (2 n°s) 45,00 (3 n°s)		2,50 par n° supplémentaire		
<b>ABONNEMENTS DE SOUTIEN</b>					
	France		Belgique		
Internationalisme OU Revue Internationale			24,80		
Internationalisme ET Revue Internationale			50,00		
Paiement en France	RI – CCP523544Y – Rouen à l'adresse : Mail Boxes 153, 108 rue Damrémont, 75018 Paris				
Paiement en Belgique	Internationalisme, BP 94, 2600, Berchem BELGIQUE				

## LISEZ NOS LIVRES ET BROCHURES

Dans la série "Contributions à une histoire du mouvement révolutionnaire"

### LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

### LA GAUCHE HOLLANDAISE

### LA GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE

#### BROCHURES

##### Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(€2,5 + frais d'envoi :

France €1,5 / Etranger €3).

##### La décadence du capitalisme

(€2,5 + €1,5 / €3)

##### Les syndicats contre

la classe ouvrière (€2,5 + €1,5 / €3)

##### Nation ou classe (€2,5 + €1,5 / €3)

##### Le trotskisme contre

la classe ouvrière (€4,5 + €1,5 / €3)

##### Organisation communiste et conscience de classe

(€4 + €1,5 / €3)

##### L'Etat dans la période

de transition (€3 + €1,5 / €3)

##### Guerre du Golfe (€2,5 + €1,5 / €3)

##### La Gauche communiste d'Italie

(€12,5 + €3,5 / €5)

##### La Gauche hollandaise

(€18,5 + €3,5 / €5)

##### La Gauche communiste de France

(€6,5 + €1,5 / €3)

##### L'effondrement du stalinisme

(€3 + €1,5 / €3)

##### La Révolution russe (€2,5 + €1,5 / €3)

##### Bilan de la lutte des infirmières

Octobre 1988 (€3 + €1,5 / €3)

##### Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats,  
une défaite pour la classe ouvrière  
(€3 + €1,5 / €3)

##### Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (€4,5 + €1,5 / €3)

##### Comment le PCF est passé au service du capital (€3 + €1,5 / €3)

##### La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (€3 + €1,5 / €3)

##### Les élections:

un piège pour la classe ouvrière  
(€2 + €1,5 / €3)

##### Le communisme n'est pas un bel idéal (€3 + €1,5 / €3)

##### Octobre 1917 début de la révolution mondiale (€3,5 + €1,5 / €3)



N° 147 4<sup>e</sup> trimestre 2011

La catastrophe économique mondiale est inévitable

Mouvement des Indignés en Espagne, Grèce et Israël

De l'indignation à la préparation des combats de classe

Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Afrique (III)

Le syndicalisme-révolutionnaire en Allemagne (III)  
La FVDG syndicaliste-révolutionnaire au cours de la Première Guerre mondiale

Décadence du capitalisme  
Le boom d'après-guerre n'a pas renversé

N° 149 2<sup>e</sup> trimestre 2012

Massacres en Syrie, crise iranienne, ....

La menace d'un cataclysme impérialiste au Moyen-Orient

Mobilisations massives en Espagne, Mexique, Italie, Inde, ..

Le barrage syndical contre l'auto-organisation et l'unification des luttes

Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Afrique (V)

Critique du livre  
Dynamiques, contradictions et crises du capitalisme

Le capitalisme est-il un mode de production décadent et pourquoi ? (II)

## N° 151 Janv-Avril 2013

Avancées scientifiques et décomposition du capitalisme

Les contradictions du système compromettent l'avenir de l'humanité

Moyen-Orient et Afrique du Nord

L'alternative est guerre impérialiste ou guerre de classe

1914 - 23 Dix années qui ébranlèrent le monde  
Les échos de la Révolution russe de 1917 en Amérique latine : Brésil 1918-21

A propos du livre

Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était (II)

Le communisme primitif et le rôle de la femme dans l'émergence de la solidarité

Le communisme : l'entrée de l'humanité

N° 148 1<sup>e</sup> trimestre 2012

La crise économique n'est pas une histoire sans fin  
Elle annonce la fin d'un système et la lutte pour un autre monde

Débat dans le milieu révolutionnaire

L'État dans la période de transition du capitalisme au communisme (I)

Critique du livre  
Dynamiques, contradictions et crises du capitalisme  
Le capitalisme est-il un mode de production décadent et pourquoi ? (I)

Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Afrique (IV)

Décadence du capitalisme  
40 années de crise ouverte

N° 150 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestre 2012

Sommet de l'Euro de juin 2012

Derrière les illusions, un nouveau pas dans la catastrophe

Le Mexique entre crise et narcotrafic

Débat dans le milieu révolutionnaire  
L'État dans la période de transition au communisme (II)  
Notre réponse au groupe Oposição Operária (Opposition ouvrière) - Brésil

A propos du livre

Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était  
Le communisme primitif

Le syndicalisme-révolutionnaire en Allemagne (IV)  
Le mouvement syndicaliste-révolutionnaire

N° 152 2<sup>e</sup> semestre 2013

Mouvements sociaux en Turquie et au Brésil  
L'indignation au cœur de la dynamique prolétarienne

Le 20<sup>e</sup> congrès du CCI

Résolution sur la situation internationale  
Rapport sur les tensions impérialistes

Le communisme : l'entrée de l'humanité dans sa véritable histoire (X)

*Bilan*, la Gauche hollandaise et la transition au communisme (2<sup>e</sup> partie)

Un lecteur répond à *Bilan* sur la période de Transition

## NOS POSITIONS

● Depuis la 1<sup>re</sup> guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 1980, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative à ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

● La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec les conditions données par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

● Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

● Depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place sur l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

● Toutes les idéologies nationalistes, d'"*indépendance nationale*", de "*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "*démocratie*", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

● Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "*ouvriers*", "*socialistes*", "*communistes*" (les ex-"*communistes*" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de

l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "*front populaire*", "*front anti-fasciste*" ou "*front unique*", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

● Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "*officielles*" ou "*de base*", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

● Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

● Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des Conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

● La transformation communiste de la société par les Conseils ouvriers ne signifie ni "*auto-gestion*", ni "*nationalisation*" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

● L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "*prendre le pouvoir*" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

## NOTRE ACTIVITE

● La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

● L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

● Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

## NOTRE FILIATION

● Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-1852), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-1872, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-1928), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-1930 de la 3<sup>e</sup> Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les Gauches allemande, hollandaise et italienne.

### SECTIONS TERRITORIALES DU C.C.I.

*Ecrire à l'adresse indiquée en fonction  
du pays*

**Espagne, France, Brésil**  
Mail Boxes 153, 108 rue Damrémont  
75018 Paris,

**Belgique**  
BP 94, 2600, Berchem, Belgique

**Mexico, Venezuela, Perou, Equateur**  
Apartado Postal 15-024, C.P 02600,  
Distrito Federal, Mexico, Mexique

**Grande-Bretagne**  
BM Box 869, LONDON WC1 N 3  
XX  
Grande-Bretagne

**Inde, Philippines**  
POB 25, NIT, Faridabad, 121001,  
Haryana, Inde

**Italie**  
CP 469, 80100 NAPOLI, Italie

**Hollande**  
Postbus 339  
2800 AH GOUDA, Pays Bas

**Allemagne, Suisse, Suède, Turquie**  
Postfach 2216  
CH-8026 Zurich, Suisse

**Etats-Unis**  
PO Box 90475  
Brooklyn, N.Y. 11209, Etats-Unis